



Rapport annuel 2007

EN ROUTE • **VERS DE NOUVEAUX SOMMETS**



Table des matières

Lettre du Président du Conseil d'administration	iv
Lettre du Directeur général	v
Bilan et perspectives : La SII de 2003 à 2007	I
La SII : faits et chiffres	17
Bilan de l'exercice	21
Investir dans le développement	55
Rapport des auditeurs indépendants	80
Annexes	
Gouverneurs et Gouverneurs suppléants	III
Administrateurs et Administrateurs suppléants	III2
Voies de communication	III3



Tableaux

1. Taux de croissance annuel de l'actif et du capital libéré	5
2. Nombre et volume des opérations prévues et approuvées	5
3. Indicateurs d'efficience SII	7
4. Récapitulatif des bilans	9
5. Initiative de Nuevo León	10
6. Indicateurs financiers de base de la SII	18
7. Présentation harmonisée	18
8. Composition des actifs	19
9. Répartition des approbations en 2007, par produit financier	19
10. Répartition de l'encours du portefeuille en 2007, par produit financier	19
11. Répartition de l'encours du portefeuille, par groupe de pays	19
12. Répartition par secteur en 2007	20
13. Indicateurs opérationnels clés en 2007	22
14. Programmes de prêts aux PME	23
15. Approbations cumulées par pays	36
16. Approbations cumulées par secteur	37
17. Pays d'origine et montant total des marchés	38
18. Opérations approuvées en 2007	39
19. Opérations de cofinancement en 2007	41

Graphiques

1. Chronogramme de planification et d'actions	3
2. Décaissements sous forme de prêts	6
3. Décaissements sous forme de prises de participation	6
4. Évolution de l'efficacité du processus d'approbation	8
5. Effectifs sur le terrain en pourcentage du total	9
6. Croissance et diversification du portefeuille IF	12
7. Matrice efficacité développementale/contribution financière	15

Encadrés

Mesure des résultats et de l'additionalité sur le développement	26
Cours de formation environnementale pour le secteur financier	29
Atelier de formation pour les entreprises familiales	31
Mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent	34
Pleins feux sur FINPYME	46
Pleins feux sur les Caraïbes	48

Cartes

Carte de la couverture régionale	10
----------------------------------	----

Lettre du Président du Conseil d'administration

Le 19 février 2008

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs
Société interaméricaine d'investissement
Washington DC

Monsieur le Président,

Conformément à la Section 9(a) de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2007 de la Société, ainsi que ses états financiers vérifiés, dont le bilan au 31 décembre 2007, le compte de résultat, l'état du revenu global, le tableau de variation des capitaux propres et l'état du flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Ce rapport présente un récapitulatif des principaux résultats de l'année et des événements clés de l'exercice.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a series of loops and a horizontal stroke ending in a small hook.

Luis Alberto Moreno
Président du Conseil d'administration
Société interaméricaine d'investissement



Direction de la SII

Lettre du Directeur général

L'année 2007 a été marquée par une série d'événements importants pour la Société interaméricaine d'investissement. Le total de l'actif de la Société a triplé ces cinq dernières années, dépassant pour la première fois le seuil du milliard de dollars. Plus de soixante opérations de prêt et de participation d'un total de près de 500 millions de dollars ont été approuvées au cours de l'exercice. Sur ces opérations, trente-trois ont été réalisées avec des intermédiaires financiers ; par leur entremise la Société a atteint plus de 300 000 clients sur son marché cible de base, les petites et moyennes entreprises.

Grâce à ce volume d'opérations, la Société a dégagé un bénéfice net pour le cinquième exercice consécutif, ce qui lui a permis de compenser toutes les pertes accumulées durant la crise qu'avait connue la région en 2001 et 2002. La Société est par conséquent en excellente santé financière et bien positionnée pour poursuivre sa mission au service du développement dans les années qui viennent.

Comme mentionné dans le présent rapport, les réussites et l'avancement sur le plan institutionnel et financier de la SII au cours des cinq dernières années ont été considérables. L'engagement de la Direction et du Conseil de travailler de concert a débouché sur la période bénéficiaire la plus longue de toute l'histoire de la SII.

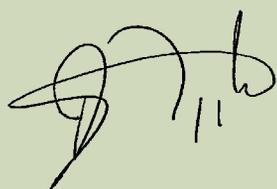
La SII poursuit sa mission fondamentale au service du développement, étayée non seulement par de nouveaux programmes permettant d'atteindre les petites et moyennes entreprises locales mais également par des projets adaptés à ces entreprises qui constituent son principal marché cible.

Parmi les exemples que l'on trouve dans le présent rapport annuel, figurent :

- l'expansion de la Ligne revolving pour petites entreprises en Bolivie, El Salvador et dans les Caraïbes anglophones
- la recherche de plus petits projets au travers d'institutions financières
- le redoublement d'efforts pour continuer les placements en monnaie locale
- la création de l'Unité d'efficacité développementale et de stratégie institutionnelle qui nous permettra, en autres, de mesurer de façon plus transparente l'impact de la SII sur le développement de la région au travers des opérations qu'elle finance

- une collaboration plus étroite avec les fonds d'assistance technique qui apportent leur appui à de nouvelles initiatives (telles que FINPYME)
- des efforts comme le premier cours de formation de nos clients à la gouvernance des entreprises familiales

Le rapport annuel fait la rétrospective de cinq années de croissance et de réussites. Il marque également la fin d'une époque et le début d'une autre. Les guichets secteur privé du Groupe de la BID, sous la houlette du Bureau du Vice-président du secteur privé et des opérations sans garantie souveraine, sortent d'un processus de remaniement et entrent, avec la SII, dans une période de coordination, de coopération et de soutien laquelle, nous le savons, réussira dans sa quête d'un meilleur service au secteur privé de la région.



Jacques Rogozinski
Directeur général
Société interaméricaine d'investissement



Bilan et perspectives

LA SII DE 2003 À 2007

INTRODUCTION

Toute institution doit suivre son propre processus de croissance interne et d'évolution. L'atout inestimable qu'est l'expérience ne peut s'obtenir qu'en passant par une incontournable courbe d'apprentissage. Pour la Société, qui selon Standard & Poor's est chargée du « mandat le plus difficile de n'importe quelle institution financière multilatérale de développement cotée », la courbe d'apprentissage aurait pu aisément s'avérer trop difficile à suivre.

Néanmoins, avec le soutien constant des pays membres actionnaires de la Société, sous la gouvernance du Conseil d'administration et des cadres supérieurs, et grâce notamment au travail acharné et à la conscience professionnelle de tout son personnel, la Société interaméricaine d'investissement termine l'année 2007 en position forte et sur une base financièrement saine en ayant atteint tous les grands objectifs stratégiques énoncés dans les trois Plans d'activités consécutifs lancés depuis 2002. Chose plus importante encore, les perspectives d'avenir de la SII n'ont jamais été aussi prometteuses sur le plan développemental, opérationnel et financier.

La Société a fêté ses dix-huit ans en 2007 et prouvé qu'elle est un véhicule financièrement viable tout à fait capable d'accomplir sa mission de développement. Cependant, sa Direction et son personnel n'ignorent pas qu'il y a encore beaucoup à apprendre et que l'institution peut faire beaucoup plus pour ses pays membres en développement dans la région. C'est dans ce contexte qu'elle envisage une nouvelle étape au cours de laquelle elle va devoir assumer le rôle qui lui est dévolu dans le cadre du secteur privé du Groupe de la BID réaligné.

Le fait d'être la seule institution multilatérale spécifiquement chargée d'apporter un soutien financier direct aux petites et moyennes entreprises (PME) dans la région constitue certes un défi mais, au cours des dix-huit

dernières années, l'institution a appris que ce défi était aussi un enrichissement. Son principal marché cible se compose en grande partie d'entreprises familiales. Le fait d'apprendre à connaître ces entreprises, leurs méthodes de travail, leurs attentes et les mécanismes les plus efficaces pour les atteindre, directement ou par le biais de partenaires au sein ou en dehors du secteur financier, a effectivement transformé un mandat difficile en un avantage compétitif constructif.

Ceci est certes vrai pour les dernières cinq années, période qui a été témoin non seulement de la réaction rapide et efficace des Administrateurs et de la Direction face aux répercussions d'une crise régionale, mais aussi de la plus grande partie des encaissements de l'augmentation du capital, et de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie triennale pour remplir le mandat de Nuevo León, de tripler le soutien aux PME par le biais d'intermédiaires financiers.

Du fait de l'apport de nouvelles ressources en capital — le capital versé a presque doublé pendant cette période — et de l'impact d'une planification et d'une exécution efficaces, le revenu net a été positif au titre de chacune de ces cinq dernières années amenant, en décembre 2006, l'effacement du bilan de toutes les pertes subies lors des crises de 2001 et 2002. L'actif total de la Société a triplé et dépassé le milliard de dollars en septembre 2007. Au cours de la même période, la cote de la qualité des activités liées aux projets — validée et jugée indépendamment par le Bureau de l'évaluation et de la surveillance de la BID — est passée de 38 % à 87 %. Il ne s'agit-là que de quelques indicateurs financiers et de développement qui illustrent les cinq dernières années de la vie institutionnelle de la Société.

La Direction estime qu'en cette conjoncture, alors qu'une période décisive de la vie de la SII se termine et qu'un nouveau cycle

inscrit dans un changement organisationnel important va commencer, il est judicieux de regarder en arrière et de faire le point sur les cinq dernières années : non seulement pour célébrer les succès mais surtout pour prendre acte des enseignements, mettre en lumière les domaines où la performance de la SII a été plus faible et identifier les opportunités d'améliorations futures.

REGARD EN ARRIÈRE ET BILAN : LA VIE DE LA SOCIÉTÉ DE 2003 A 2007

La planification stratégique des cinq dernières années

Un élément crucial qui a manifestement contribué au succès de ces cinq dernières années a été le dialogue constant et productif entre le Conseil d'administration et la Direction de la SII. Pendant cette période, trois plans d'activités consécutifs et cinq budgets administratifs ont été examinés et approuvés par le Conseil.

D'autre part, entre 2003 et 2004, d'importants événements ont fait apparaître le besoin de trois documents stratégiques supplémentaires qui ont été préparés par la Direction et examinés par le Conseil d'administration.

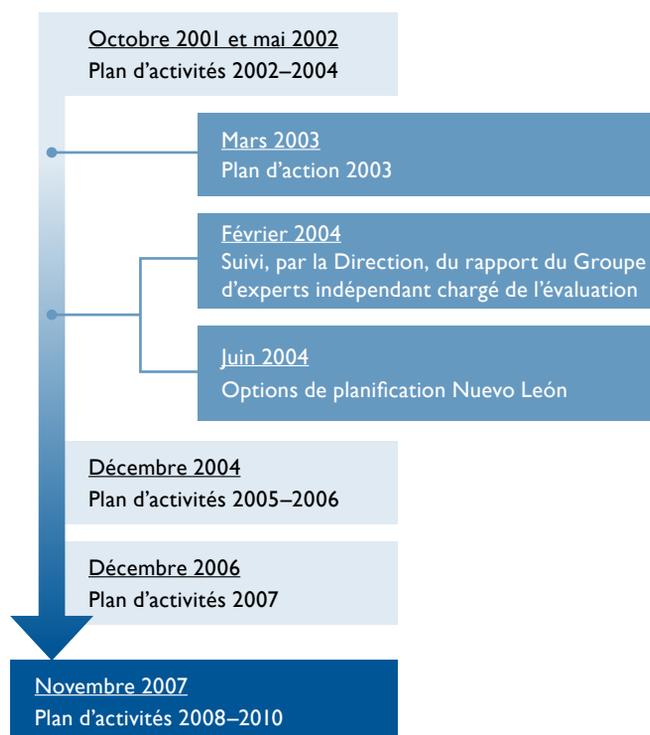
Le premier d'entre eux était le résultat de la prompte réaction aux crises régionales entre 2001 et 2002. Le Plan d'action 2003 a été présenté en mars de cette année-là ; il méritait l'approbation des Administrateurs et a été examiné par les Gouverneurs lors de leur session annuelle à Milan. Ce plan a joué un grand rôle dans l'expansion des instruments de la SII, l'affinement de la souplesse de ses opérations et l'amélioration sensible de sa capacité de diversifier son portefeuille.

Un Groupe d'experts indépendant (GEI), composé de notables des pays membres de la SII, s'est réuni à la fin de 2002 pour évaluer les perspectives d'avenir de la SII. Il a terminé

son rapport en juillet 2003 et le document a été examiné par les Conseils d'administration de la SII et de la BID au cours des six mois suivants. En février 2004, à l'issue même des discussions, la Direction a présenté un second document stratégique définissant dix actions spécifiques faisant suite aux recommandations du GEI. Toutes ces actions avaient été menées à bien dès la fin de 2006.

Enfin, lors d'un sommet spécial des Amériques tenu à Monterrey (Mexique) en janvier 2004, les chefs de gouvernement présents ont exprimé leur soutien ferme au triplement des niveaux de prêts aux petites et moyennes entreprises à travers le système bancaire d'ici à 2007. Ce soutien, énoncé dans la Déclaration de Nuevo León, a pris la forme d'un mandat pour la Banque interaméricaine de développement et la Société interaméricaine d'investissement. Cinq mois plus tard, en juin 2004, la Direction présentait à l'examen du Conseil un document d'options de planification ayant pour double but de lancer

GRAPHIQUE 1. CHRONOGRAMME DE PLANIFICATION ET D' ACTIONS



le dialogue sur la préparation du Plan d'activités 2005–2006 et de définir les paramètres de mise en œuvre du mandat de Nuevo León, qui est devenu le fil conducteur de la stratégie opérationnelle de la SII de 2004 jusqu'à présent.

Chacun des documents stratégiques évoqués plus haut établissait des objectifs clairs, définissait des accords de performance spécifiques entre la Direction et le Conseil, et fixait les paramètres et les indicateurs de base pour suivre et surveiller les progrès. Dans son propre contexte, chacun ouvrait la voie à d'importants changements de politique ; comprenait de nouveaux produits et de nouvelles initiatives ; donnait à la Société les moyens de diversifier son portefeuille, d'où une amélioration de la qualité des actifs ; et encourageait des mesures de renforcement de l'efficacité opérationnelle de la SII qui, à leur tour, ont contribué à relever considérablement sa capacité de génération de revenus. En bref, il est indéniable que la réflexion stratégique et la coopération étroite entre le Conseil d'administration et la Direction ont jeté les bases d'une croissance sans précédent, non seulement en termes de volume mais aussi de qualité et de complexité des interventions de la SII.

Examen rétrospectif des objectifs stratégiques

Une croissance sans précédent

On ne peut trop souligner l'importance de la décision de 1999 des pays membres d'accroître les ressources en capital de la SII. Cette décision engageait un montant supplémentaire de 500 millions de dollars dû entre 2000 et 2007. Cette année marque la fin de la période initiale de paiement du capital. À ce jour, 87 % de la souscription totale, soit 433,2 millions de dollars, ont été encaissés. Sur ces ressources, 70 %, soit 303,6 millions de dollars, sont devenus disponibles pendant la période de cinq ans commencée en 2003. Mais ce qui était aussi important sinon plus que les ressources

elles-mêmes, c'était l'expression de soutien qu'impliquait la décision des pays membres à un moment où la Société était une jeune institution dont, à bien des égards, le potentiel était beaucoup plus lointain qu'aujourd'hui.

La Société avait enregistré un taux de croissance annuel moyen du total de son actif de 9,75 % pendant les 10 premières années d'exploitation précédant la décision d'augmentation du capital. Avec les nouvelles ressources monétaires lui assurant une base solide, la croissance devait s'avérer pour le moins aussi robuste. Celle de 9,15 % enregistrée en 2000 — première année de la période de paiement de capital — correspondait au comportement du passé. Or, lors des deux années suivantes, surtout en raison des difficultés régionales, la tendance s'est inversée et le total de l'actif a effectivement régressé de 2,3 %.

En termes absolus, la croissance durant les cinq dernières années a été robuste. Le total des actifs a triplé, passant de 385 millions de dollars à 1,24 milliard de dollars à la fin de 2007. Surtout, la qualité moyenne de l'actif à la fin de 2007 est bien supérieure à celle de la fin de 2002. Il est important de reconnaître que, parallèlement au renforcement de la planification et de l'exécution, les conditions économiques favorables dans la région pendant les cinq dernières années ont joué un très grand rôle dans l'amélioration du portefeuille actuel de la SII.

Les éléments d'actif liés au développement (ALD) constituent la plus grande partie de l'actif de la SII. Au cours des cinq dernières années les éléments d'ALD ont représenté 71,2 % du total de l'actif, soit un pourcentage bien supérieur aux 42 % et 44 % enregistrés respectivement par la Société financière internationale (SFI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à la fin de 2006. Pour alimenter la croissance de 147 % que cette catégorie de l'actif a enregistrée au cours

**TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE L'ACTIF ET DU CAPITAL LIBÉRÉ
(2003–2007)**

	2003	2004	2005	2006	2007
Total de l'actif	10,6 %	14,4 %	38,7 %	39,0 %	32,4 %
Capital libéré	16,7 %	14,3 %	12,9 %	13,4 %	12,1 %

de la période analysée, il a fallu accélérer sensiblement le rythme des opérations de la Société. Le tableau 2 illustre le nombre et le volume moyens annuels des opérations prévues et approuvées au cours de chaque cycle du Plan d'activités pendant les cinq dernières années.

Comme le montre le tableau 2, chaque cycle de planification successif a établi des objectifs plus ambitieux que le précédent ; sauf pour le premier cycle, ils ont été de loin dépassés.

Bien que le nombre et le volume des approbations soient des variables appropriées d'évaluation du travail à faire pour assurer la croissance, la variable cruciale permettant d'évaluer la portion de ces approbations qui se transformera effectivement en actif est le niveau des décaissements.

Le graphique 2 montre la forte expansion de cette variable critique concernant les investissements sous forme de prêts pendant la période allant de 2002 à 2007, où le niveau des décaissements pendant la dernière année a

été 5,7 fois plus élevé que le niveau enregistré pendant la première. Par ailleurs, en ce qui concerne les investissements sous forme de prises de participation tels que déterminés dans le Plan d'action 2003, le niveau des décaissements a baissé durant la même période, comme le montre le graphique 3. Le Plan d'activités 2008–2010 prend en compte cet important produit de développement et inclut, au titre de ses objectifs clés, une nouvelle initiative portant sur les investissements sous forme de prises de participation.

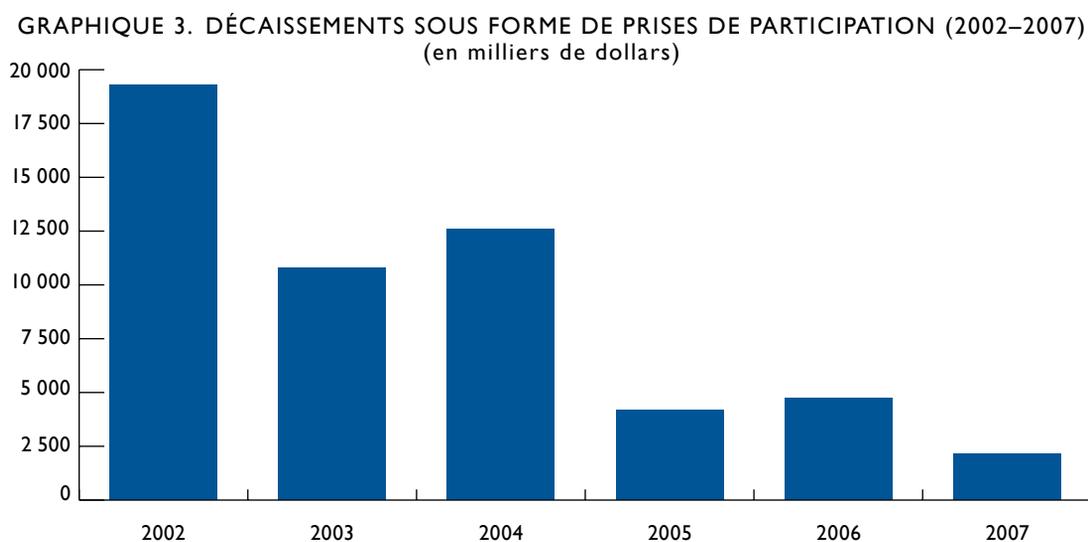
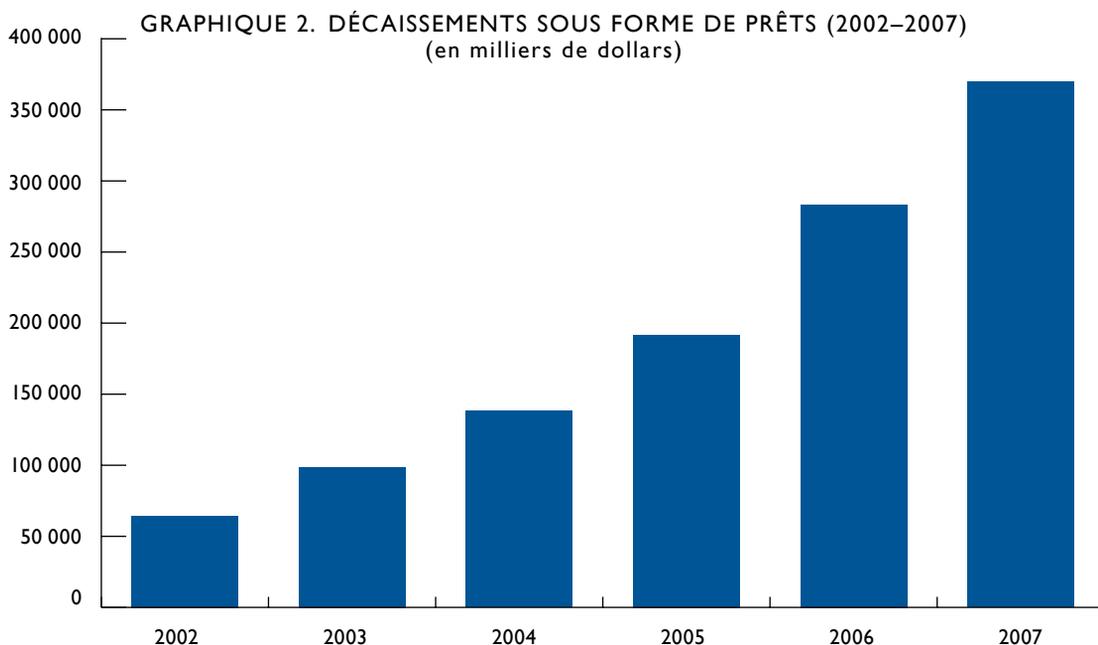
Amélioration de la qualité de l'actif

L'amélioration globale de la qualité de l'actif de la SII a été un objectif dominant pendant les cinq dernières années. Plusieurs actions entreprises avant et pendant la période analysée ont contribué à la réalisation de cet objectif.

Le Plan d'action 2003 a identifié la nécessité de diversifier le panachage des produits et des clients de la SII et a introduit des changements pour atteindre cet objectif. Le Plan a autorisé

**TABLEAU 2. NOMBRE ET VOLUME DES OPÉRATIONS PRÉVUES ET APPROUVÉES
(2002–2007)**

Cycle de planification	Nombre d'opérations prévues (moyenne annuelle)	Nombre d'opérations approuvées (moyenne annuelle)	Volume d'opérations prévues (moyenne annuelle)	Volume d'opérations approuvées (moyenne annuelle)
2002 à 2004	27	26	\$ 153 millions	\$ 157 millions
2005 à 2006	32	42	\$ 204 millions	\$ 341 millions
2007	53	62	\$ 255 millions	\$ 470 millions



des prêts de fonds de roulement à plus court terme et des prêts à de plus grandes entreprises qui, à leur tour, ont permis d'instituer des prêts individuels plus importants. Pendant la période, il a également été décidé de réduire le portefeuille des prises de participation de la SII. Plus tard en 2004, lors de la mise en œuvre de l'initiative de Nuevo León, la SII a accru la dotation de son portefeuille à l'intention des institutions financières, augmenté le nombre de relations client avec des

institutions financières solides avec lesquelles elle pourrait assumer des risques encore plus grands et, chose encore plus importante, atteindre des centaines de milliers de PME.

Ces mesures, conjuguées à l'amélioration du cadre de gestion des risques grâce au renforcement d'une unité de crédit indépendante, à la création d'une unité de gestion du portefeuille et à l'efficacité du travail d'une unité opérationnelle spéciale chargée

du recouvrement des actifs dépréciés, ont énormément réduit le risque de portefeuille de la SII. En pourcentage des prêts bruts, les prêts en arriéré ont chuté, passant de 22,1 % en 2002 à moins de 1 % en 2007. Au cours de la même période, la couverture des provisions pour perte de prêts a augmenté, passant de moins d'une fois à près de huit fois le niveau des prêts en arriéré.

Meilleure efficacité

Pour mettre les choses en perspective, il est important de noter que les cinq dernières années ont été marquées par une hausse importante du niveau d'activité de la Société. Vingt projets ont été approuvés en 2002 ; ce chiffre a doublé en 2005 et triplé en 2007. Le volume des approbations a augmenté en conséquence, passant de près de 130 millions de dollars en 2002 à près de 500 millions de dollars en 2007. Chose encore plus importante, les opérations de la SII sont devenues plus complexes, passant d'une seule monnaie à sept et de pratiquement un seul produit à toute une gamme d'outils conçus pour épauler de manière efficace le développement du secteur privé dans la région.

Cette croissance en nombre, volume et complexité des opérations a été réalisée sans augmentation des effectifs et avec des dépenses administratives qui, en termes réels, sont demeurées fixes pour l'essentiel et ont fortement chuté en pourcentage de la totalité de l'actif, passant de 4,2 % à 1,8 % entre 2002 et 2007. Comparée au revenu total, déduction faite des dépenses d'intérêts, la réduction en pourcentage est également significative. Les dépenses administratives représentaient 85,7 % du revenu total, déduction faite des dépenses d'intérêts, en 2002 et seulement 20,6 % en 2007. Le tableau 3 illustre l'évolution du total de l'actif et des revenus par employé pendant la période examinée. Ces variables se sont multipliées par 3,0 et 6,5, respectivement, depuis 2002.

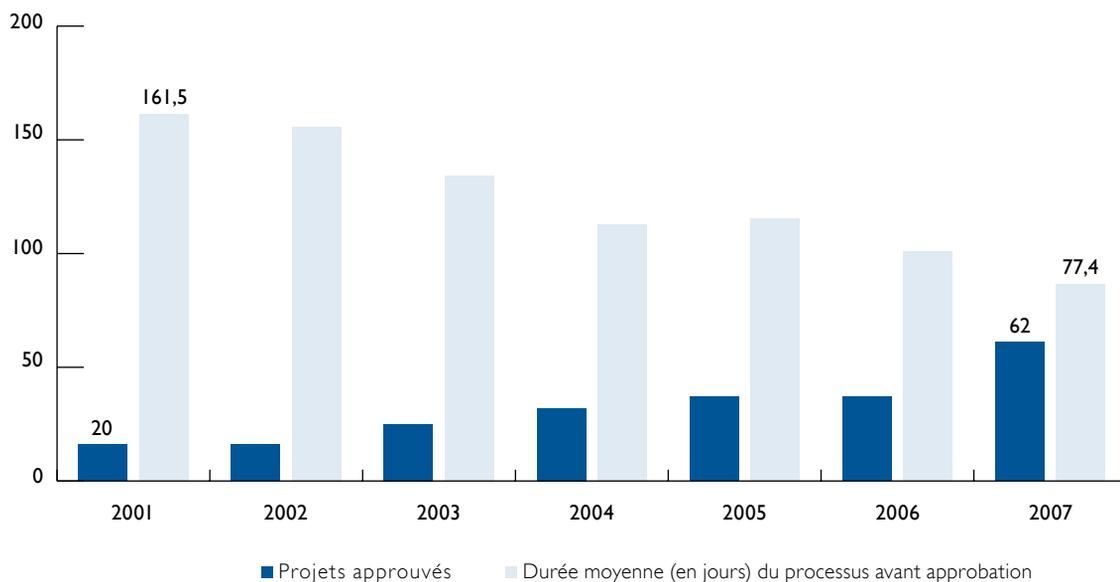
Pour servir le secteur privé, la Société a dû fortement améliorer son temps de réponse afin de fournir en temps utile le soutien voulu. Pour ce faire, la Direction a restructuré ses procédures de prêt et d'approbation ; dans le même temps, elle a conçu de nouveaux produits et, dans certains cas, elle a obtenu le pouvoir, délégué par le Conseil

TABLEAU 3. INDICATEURS D'EFFICIENCE SII (2002–2007)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Revenu net	-41 116,0	2 177,0	3 521,0	13 735,0	39 409,0	83 473,6
Augmentation du budget approuvé en termes réels (base 1989)		0,13 %	-1,35 %	0,63 %	4,65 %	-0,60 %
Dépenses administratives/Total de l'actifs	4,2 %	3,6 %	3,4 %	2,8 %	2,0 %	1,8 %
Dépenses administratives/ Revenu net, déduction faite des dépenses d'intérêts	85,7 %	87,3 %	70,9 %	54,3 %	33,2 %	20,6 %
Intérêt net sur prêts et charges/ Dépenses administratives	75,4 %	67,9 %	94,0 %	101,4 %	143,5 %	151,0 %
Nombre d'employés*	88	87	96	94	92	94
Total de l'actif par employé	4 377,7	4 898,7	5 076,9	7 191,5	10 215,9	13 236,3
Revenu total par employé	214,4	252,4	275,4	420,9	781,4	1 402,1

*Nombre d'employés réel à la fin de l'exercice (montants en milliers de dollars)

GRAPHIQUE 4. ÉVOLUTION DE L'EFFICACITÉ DU PROCESSUS D'APPROBATION (2001–2007)



d'administration, d'accélérer le décaissement des financements aux entreprises de la région. Une action importante à cet égard a été la consolidation des politiques opérationnelles de la SII en un document exhaustif unique, qui a sensiblement clarifié la situation et s'est traduit par une meilleure efficacité.

Le graphique 4 montre le principal résultat de ces efforts : la durée du traitement des dossiers après le premier examen du crédit a été réduite de moitié — de 161 jours à 77 jours — et le nombre des opérations a triplé.

Un des programmes spéciaux approuvés a été le Programme institutions financières (PIF). Grâce lui, la durée du traitement a été encore raccourcie et ramenée à 48 jours. En conséquence, les coûts par projet ont été réduits et la génération de revenus s'en est trouvée améliorée.

Plus précisément, le nombre d'approbations annuelles par employé d'origine a augmenté de un à quatre, et le volume des approbations annuelles par employé d'origine est passé de 5 millions à près de 25 millions de dollars.

Meilleurs résultats financiers

Une croissance sans précédent et l'efficacité améliorée ont produit les résultats financiers souhaités et ont permis de renverser, à la fin de 2006, les pertes encourues lors de la crise de 2001–2002. Le revenu net a atteint le record de 39,4 millions de dollars cette année-là. Le tableau 4 donne les grands chiffres des bilans 2003 à 2007.

Réalisation de la mission de la SII — Réceptivité et impact sur le développement

Au cours des cinq dernières années, la Société a cherché à se transformer et, d'une organisation sise à Washington, D.C., devenir une organisation décentralisée, beaucoup plus proche de son marché cible prioritaire et ainsi plus sensible à ses besoins. Comme on l'a dit plus haut, la Société a maintenu ses effectifs et donc le transfert sur le terrain a été essentiellement réalisé par la réaffectation du personnel du siège. Grâce à cette approche stratégique, la proportion du personnel de terrain est passée de 13 % en 2004 à 24 % des effectifs en 2007.

TABLEAU 4. RÉCAPITULATIF DES BILANS

	2003	2004	2005	2006	2007
Total de l'actif	\$ 426 189	\$ 487 384	\$ 675 998	\$ 939 861	\$ 1 244 216
Trésorerie	\$ 84 951	\$ 109 769	\$ 207 769	\$ 260 207	\$ 410 379
Prêts (nets)	\$ 261 050	\$ 296 544	\$ 384 564	\$ 579 457	\$ 757 429
Participations au capital	\$ 71 187	\$ 70 217	\$ 68 962	\$ 67 423	\$ 43 017
Autres éléments d'actif	\$ 9 001	\$ 10 854	\$ 14 703	\$ 32 774	\$ 33 391
Passif	\$ 86 653	\$ 88 872	\$ 206 700	\$ 352 955	\$ 509 676
Emprunts	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ 195 668	\$ 342 229	\$ 498 966
Autres éléments du passif	\$ 6 653	\$ 8 872	\$ 11 032	\$ 10 726	\$ 10 710
Participations	\$ 339 536	\$ 398 512	\$ 469 298	\$ 586 906	\$ 734 540
Capital	\$ 388 395	\$ 443 850	\$ 500 901	\$ 568 060	\$ 636 526
Report à nouveau, solde débiteur/créditeur	(\$ 48 859)	(\$ 45 338)	(\$ 31 603)	\$ 7 806	\$ 90 168
Autre revenue global cumulé	—	—	—	\$ 11 040	\$ 7 846

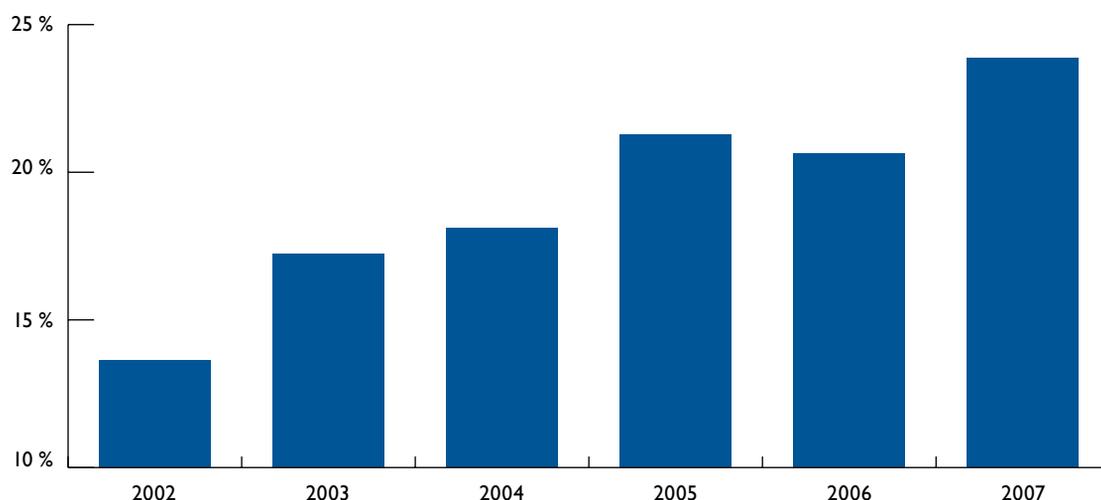
(En milliers de dollars)

Le revenu net de 2007 a atteint un nouveau record de 83,5 millions de dollars, alors que le total de l'actif atteignait 1,2 milliard de dollars.

La couverture-pays a également été très élargie. Au début de 2003, la SII était présente dans trois pays de la région ; en 2007 elle était présente dans huit pays et non seulement pour des fonctions de préparation mais aussi de

supervision des crédits, de services juridiques, d'environnement et d'ingénierie. La carte à la page suivante montre en vert les pays où la Société était présente à la fin de 2007 ; ceux en jaune devraient être couverts à la fin de 2008.

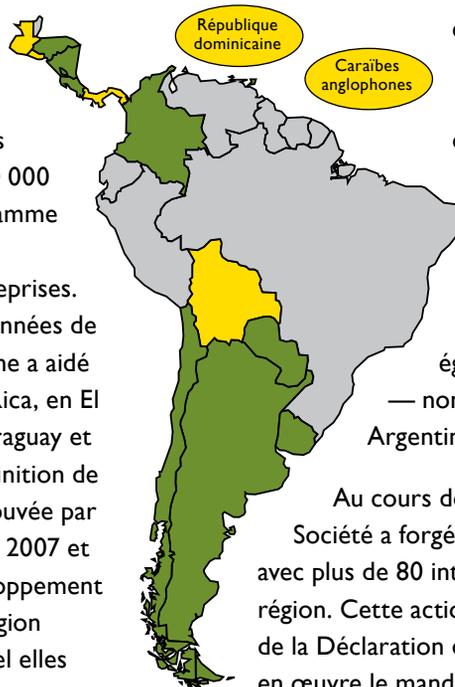
GRAPHIQUE 5. EFFECTIFS SUR LE TERRAIN EN POURCENTAGE DU TOTAL



Un des principaux avantages de cette couverture-pays élargie est qu'elle permet de toucher les petites entreprises dans les économies plus petites via des transactions allant jusqu'à 600 000 dollars par le biais d'un programme spécial de Ligne de crédit renouvelable aux petites entreprises. Pendant ses deux premières années de fonctionnement, ce programme a aidé quinze entreprises au Costa Rica, en El Salvador, au Nicaragua, au Paraguay et en Uruguay. Une nouvelle définition de la taille des entreprises, approuvée par le Conseil d'administration en 2007 et qui prend en compte le développement relatif des économies de la région ainsi que le secteur dans lequel elles fonctionnent, entrera pleinement en vigueur en 2008 et aidera la Société à mieux se concentrer sur son marché cible prioritaire.

Dans le cadre de l'initiative de consolidation des politiques de la Société en un seul document, un nouvel instrument financier a été inclus pour offrir à la SII l'option de financer ses opérations dans n'importe quelle monnaie ou combinaison de monnaies. Cette importante mesure a permis à la Société d'offrir du financement en monnaie

CARTE DE LA COUVERTURE RÉGIONALE



locale aux petites et moyennes entreprises de la région qui, en raison du profil de leurs activités, ne pouvaient obtenir d'emprunts en devises. En décembre 2007, la SII comptait dix opérations de prêt en monnaie locale : une au Brésil, deux au Pérou, deux au Mexique, et cinq en Colombie ; elle en avait également approuvé une autre — non encore décaissée — en Argentine, et une en euros, au Chili.

Au cours des cinq dernières années la Société a forgé d'importants partenariats avec plus de 80 intermédiaires financiers dans la région. Cette action s'est poursuivie sur la base de la Déclaration de Nuevo León. Pour mettre en œuvre le mandat reçu du sommet des chefs d'État des Amériques, en mars 2005 le Conseil d'administration a approuvé un programme de prêt régional pour 2005–2007, le Programme institutions financières, chargé d'augmenter le financement des petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes en canalisant des fonds par le biais d'intermédiaires financiers locaux habilités. Le programme était financé à hauteur de 380 millions de dollars. Les fonds pouvaient être affectés à des opérations de

TABLEAU 5. INITIATIVE DE NUEVO LEÓN (2004–2007)

Objectifs	Cibles (jusqu'au 31 décembre 2007)	Résultats (au 31 décembre 2007)
Approbations actives nettes	\$ 630 millions	\$ 775 millions
Total des engagements	\$ 480 millions	\$ 987,6 millions
Total du cofinancement	\$ 225 millions	\$ 541,2 millions
IF clients	60	85
Approbations IF	30	87

leasing, d'affacturage, de crédit documentaire, de prêts de fonds de roulement, de prêts pré- et post-exportation, et de financement d'expansion à moyen et long termes. De plus, en raison du grand intérêt régional porté à la disponibilité de ces fonds pour des opérations de financement de crédits hypothécaires — étroitement alignées sur les objectifs de l'initiative « Opportunités pour la majorité » du groupe de la BID — le Conseil d'administration a approuvé l'élargissement du programme en 2007 pour y inclure les crédits hypothécaires.

Le succès de la conformité au mandat de la déclaration de Nuevo León a été défini par la Société sur la base de cinq objectifs distincts. Tant en termes des opérations Intermédiaires financiers (IF) qu'en termes de PIF, ces cinq objectifs ont été dépassés comme le montre le tableau 5. Il est important de noter que 91 % des approbations avaient été décaissées à la fin de 2007, ce qui, conjugué au niveau de cofinancement atteint, avait permis de canaliser plus d'un milliard de dollars vers plus de un demi million de petites et moyennes entreprises de la région.

Il est également important de noter le fait que la Société a cherché activement à diversifier son portefeuille d'intermédiaires financiers pour toucher un plus large éventail d'institutions. Le graphique 6 illustre deux aspects de cette action. Le premier diagramme montre qu'à la fin de 2003, le portefeuille d'IF ne comprenait que des opérations ciblant les grands secteurs des PME et du leasing. En 2007, six sous-secteurs y étaient représentés, dont l'alimentation et l'agro-industrie, les microfinancements et les prêts hypothécaires.

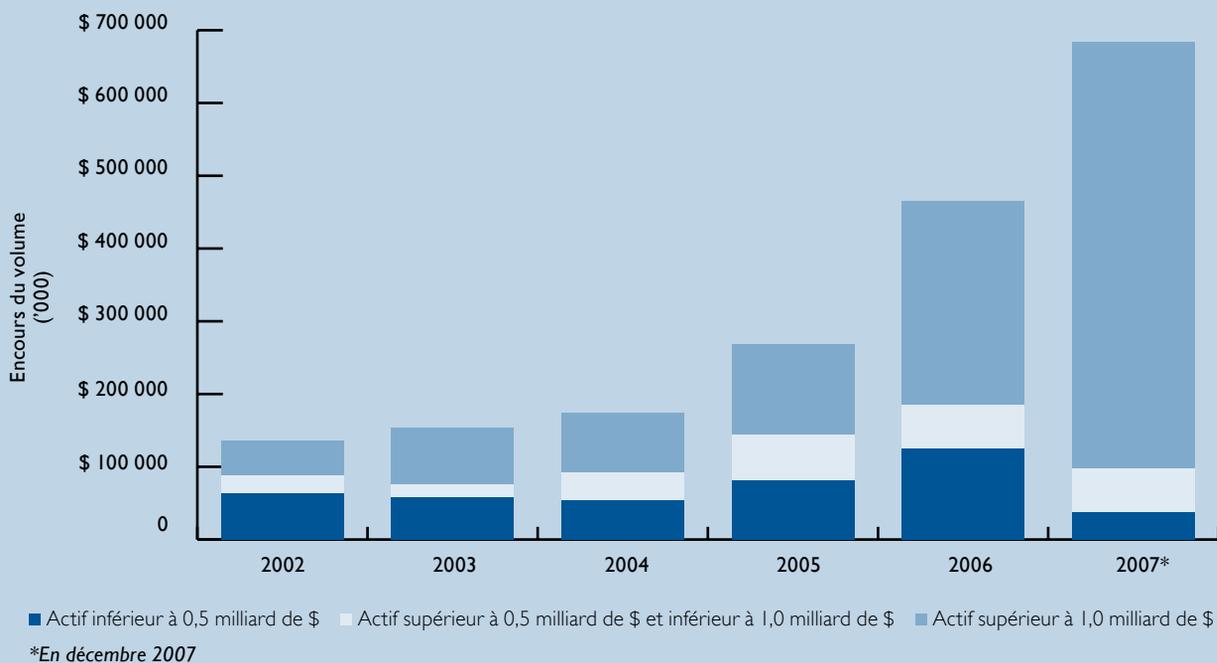
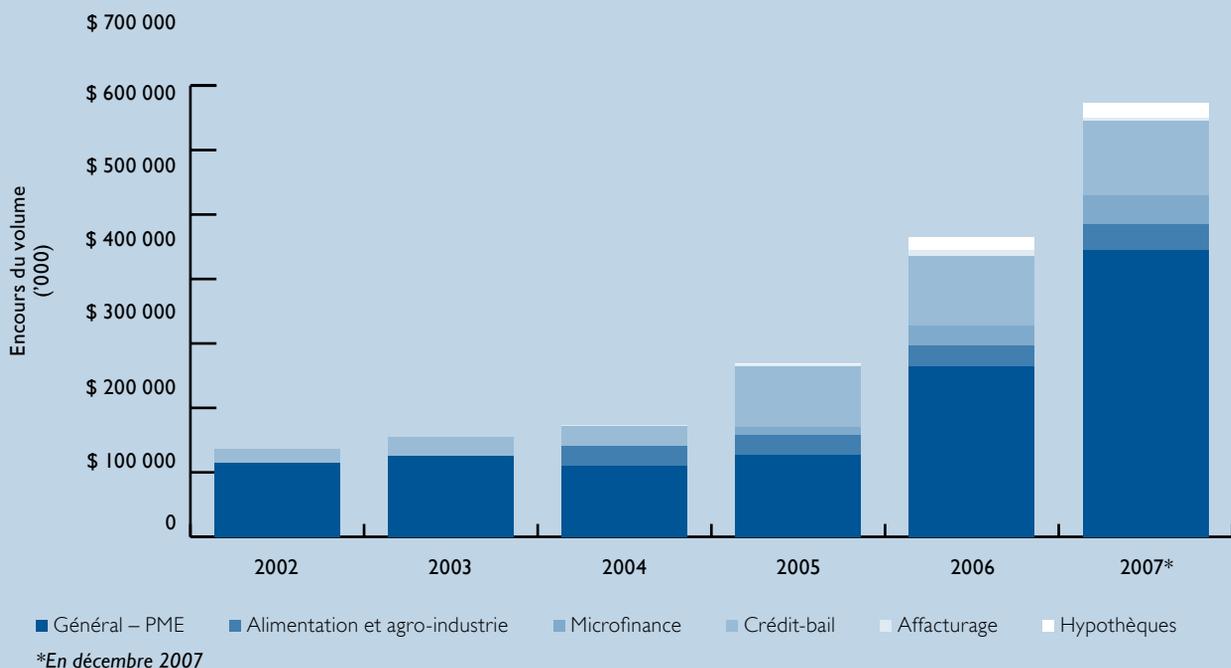
Un des buts de la création d'un portefeuille d'intermédiaires financiers était d'améliorer la qualité de l'ensemble du portefeuille de la SII en forgeant des partenariats avec des institutions financières fortes dans la région. Mais la Direction cherchait aussi à apporter

des ressources aux institutions financières plus petites. Le second diagramme montre qu'en 2007 17 % du portefeuille des institutions financières de la SII était constitué de petites et moyennes institutions. On s'attend à ce que ce segment croisse lors du prochain cycle de planification. Pour mieux servir les institutions plus petites, des recherches exhaustives ont été menées pour identifier clairement celles susceptibles de recevoir un soutien financier et technique.

Des efforts de grande envergure ont également été entrepris en vue d'offrir des produits non financiers à nos clients de la région. Depuis 2003 la SII a approuvé et assuré les décaissements pour plus de 70 opérations de coopération technique canalisant les ressources de sept fonds fiduciaires de divers pays donateurs. En 2007, elle a conduit son onzième séminaire de formation environnementale à l'intention des institutions financières de la région. À ce jour, plus de 350 employés de près de 200 institutions en ont bénéficié. Chose encore plus importante encore, bien que ces institutions ne soient tenues contractuellement d'appliquer les prescriptions environnementales de la SII qu'aux opérations financées sur les fonds de la Société, nombre d'entre elles — après avoir réalisé l'importance de ces normes — les mettent en œuvre dans toutes les opérations de leurs portefeuilles respectifs.

Une autre initiative « phare » de la Société en 2007 a été le lancement de la deuxième phase de la FINPYME (*Financiación Innovadora de PYME*) destinée à fournir de nouveaux modes de financement aux PME. Après des opérations pilotes en Bolivie et au Chili, la méthodologie FINPYME a été modifiée et des universités de sept pays d'Amérique centrale, du Panama et de la République dominicaine ont bénéficié d'une formation à cette méthodologie. Soixante-treize sociétés ont déjà terminé la phase de diagnostic et huit sont prêtes à recevoir des financements

GRAPHIQUE 6. CROISSANCE ET DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE IF



soit directement de la Société soit d'une de ses institutions financières partenaires de la région.

En 2007 également s'est tenu à Panama le premier séminaire sur la gestion des entreprises familiales. Trente entrepreneurs représentant dix entreprises clientes ont partagé leurs expériences et formé le noyau d'un autre instrument prometteur de soutien de la Société aux petites et moyennes entreprises de la région.

Le Bureau de l'évaluation et de la surveillance (*Office of Evaluation and Oversight – OVE*) de la BID va présenter son cinquième rapport indépendant sur la fonction d'évaluation propre de la SII au début de 2008. Là encore, tous les projets arrivant à maturité (76 à ce jour) ont été évalués, chiffre bien supérieur à celui des Normes de bonne pratique établies par le Groupe d'évaluation et de coopération des banques multilatérales de développement qui exigent seulement l'évaluation d'un échantillon. Le dernier rapport de l'OVE indique que 63 % des opérations de la SII ont donné d'excellents résultats en matière de développement, 69 % ont atteint une forte additionnalité et 87 % reflètent la haute qualité des travaux de la SII.

S'agissant de la performance de la SII par rapport aux institutions comparables, l'évaluation indépendante la plus récente mettait la Société au deuxième rang des institutions multinationales les plus harmonisées travaillant dans le secteur privé, soit une notation de 82 % contre 62 % lors de l'évaluation précédente.

LA VOIE DE L'AVENIR

La Direction a toujours reconnu qu'il restait beaucoup à faire. En rétrospective, la Société a tiré quatre grands enseignements dont elle tiendra compte lors du prochain cycle de planification.

1. Les investissements de prise de participation sont un instrument précieux de développement et la Société jouit à l'heure

actuelle d'une situation financière saine qui lui permet de se réengager dans cette importante activité.

2. L'augmentation de l'apport de produits non financiers à valeur ajoutée doit également être une priorité. Les deux derniers cycles d'évaluation ont souligné l'importance de ces activités comme source d'avantage compétitif pour la Société.
3. Bien que le maintien d'un portefeuille important dans chacun des pays membres de la région soit un objectif central de tous les exercices de planification, il est toujours difficile à atteindre. Au cours des trois prochaines années, il va falloir redoubler d'efforts pour constituer un portefeuille plus diversifié au plan géographique.
4. Enfin, le développement du mandat de base de la Société et d'autres efforts pour améliorer la mesure, le suivi et le compte rendu de l'efficacité du développement et de son additionnalité doivent rester des éléments essentiels de toute activité de planification et d'exécution stratégiques.

La Société doit continuer à évoluer en tant qu'institution ; elle doit développer sa souplesse et sa réceptivité, et continuer à faire tout son possible pour se rapprocher de son marché cible dans la région. Le plan d'activités 2008–2010 est le plus ambitieux jamais élaboré par la Société. S'il réussit, 1,1 milliard de dollars pour 250 nouvelles opérations sera approuvé et à la fin de sa période d'exécution chaque pays membre en développement de la région bénéficiera d'un certain niveau d'activités de la SII.

Mais les grands objectifs ne sont qu'un début, d'autant que l'élargissement de la diversification nationale du portefeuille reste central. C'est à la fois un grand défi et une grande opportunité à l'aube du prochain plan de planification triennal. Par exemple, l'organisation d'efforts concertés en vue de générer des opérations dans les quatre pays membres en développement

de la région où la SII n'en a aucune en ce moment exige une planification précise et l'établissement de cibles dans chaque pays.

C'est en tenant compte de tels objectifs qu'une nouvelle approche de planification stratégique a été adoptée en termes de conception et d'exécution du plan d'activités pour les trois prochaines années.

La planification pour les trois prochaines années

La possibilité de s'appuyer sur la base solide que constitue l'amélioration de la qualité de l'actif et les bons résultats financiers de la SII renforce la volonté de la Direction de revoir le cap de l'organisation, d'augmenter les affectations aux éléments d'actif à très grand impact développemental et d'investir dans des mesures visant à améliorer la mesure et le compte rendu de l'impact développemental et de l'additionnalité.

Il ne faut cependant pas ignorer les bons enseignements. La Direction et le Conseil doivent donc continuer à centrer leur attention sur la solidité financière à long terme de la Société, mettant toujours en équilibre cette dimension et le mandat central de l'institution, de promouvoir le développement économique de ses pays membres de la région en soutenant les entreprises privées, notamment les petites et moyennes entreprises.

Reconnaissant la nécessité d'optimiser les interventions de la SII dans le contexte d'une matrice à deux dimensions —l'efficacité développementale et la contribution financière —le plan d'activités 2008–2010 a été élaboré en utilisant le nouveau cadre stratégique de l'« approche portefeuille ». L'objectif principal de cette nouvelle approche est de passer de la perspective « chaque projet séparément » prévalant aujourd'hui à une approche considérant le programme annuel d'activités dans une perspective plus ample et équilibrée de

« portefeuille » à laquelle chaque projet contribue selon ses propres atouts et caractéristiques.

Certains projets peuvent exiger un niveau plus élevé de dépenses par dollar investi ou être plus risqués en termes de crédit mais plus performants en termes d'impact sur le développement et d'additionnalité. D'autres, bien que robustes en termes d'efficacité développementale, peuvent être moins performants dans ce domaine que l'exemple précédent mais, en revanche, présenter d'excellents risques de crédit et ainsi contribuer à la solidité financière de la Société. Dans l'ensemble, la Direction devrait cibler un univers de projets dont la grande majorité se situerait dans le quadrant « Fort impact sur le développement / Forte contribution financière » de la matrice du graphique 7. Cependant, les projets tels que ceux donnés dans les exemples précédents sont également des additions précieuses — et réalistes — au portefeuille global.

La mise en œuvre de l'approche « portefeuille » exige le positionnement de chaque projet particulier au sein de la matrice, ce qui requiert des mesures appropriées. Le vrai problème réside dans la mesure de l'efficacité développementale des interventions de la SII. Pour s'y attaquer, la Direction déploiera en 2008 le système DIAS de notation de l'impact développemental et de l'additionnalité. Cet instrument viendra s'ajouter, sans toutefois le remplacer, le travail d'examen et d'évaluation de l'efficacité du développement, dont la valeur a été largement reconnue et qui se place en deuxième rang des travaux les plus conformes aux normes de bonnes pratiques pertinentes. Une nouvelle Unité d'efficacité développementale et de stratégie institutionnelle a été créée en 2007 pour aider les cadres supérieurs de la SII à élaborer et à mettre en œuvre cette nouvelle approche de planification stratégique.

Principaux objectifs pour 2008–2010

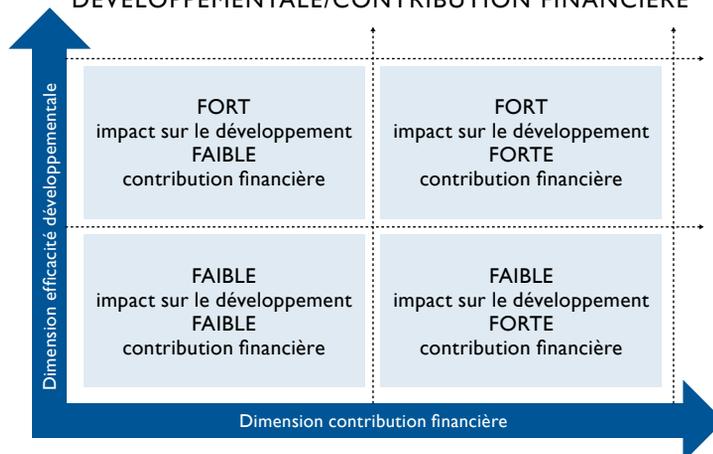
Le Plan d'activités 2008–2010 comprend six grands objectifs opérationnels et deux initiatives particulières :

1. Au cours des trois prochaines années, la Société cherchera à augmenter de 45 % les éléments d'actif liés au développement.
2. La question de la diversification géographique du portefeuille est le second grand objectif. Avec la mise en œuvre réussie du plan, 60 % des projets et 41 % du volume viendront des petites économies de la région.
3. En troisième lieu, le Plan d'activités prévoit un volume important de nouvelles approbations sur les marchés des petits intermédiaires financiers et des grandes entreprises (celles ayant un chiffre d'affaires annuel jusqu'à 100 millions de dollars), conformément aux engagements de la Société dans le cadre du Plan d'activités intégrées du secteur privé du Groupe de la BID.
4. La mise en œuvre du système DIAS.
5. Le maintien des notations du risque crédit de la SII.
6. L'obtention d'un rendement des capitaux propres de 3 %, conformément au mandat des Gouverneurs établi lors des délibérations sur l'augmentation du capital en 1999.

Le Plan d'activités 2008–2010 comprend aussi deux initiatives spéciales ; pour s'y attaquer en 2008, la Direction présentera à l'approbation du Conseil la création de deux nouvelles unités d'activités.

1. Profitant des bons résultats financiers des cinq dernières années, la Société va

GRAPHIQUE 7. MATRICE EFFICACITÉ DÉVELOPPEMENTALE/CONTRIBUTION FINANCIÈRE



augmenter ses activités d'investissement dans les prises de participation. La Direction envisage de créer une Unité de gestion de capitaux dans le but de la transformer en entité indépendante dès que possible et d'émuler l'expérience réussie de la Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura (CIFI).

2. Une Unité d'assistance technique et de partenariats stratégiques serait aussi créée pour promouvoir activement et augmenter la fourniture de services à valeur ajoutée à nos clients dans la région.

La Société au sein du groupe de la BID réaligné

Les trois prochaines années seront encore plus intéressantes du fait du défi et de l'opportunité que constituent les activités du secteur privé du Groupe de la Banque sous la direction du Vice-président pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine.

Les quatre guichets du Groupe de la Banque — le Département des financements structurés et des entreprises et l'Unité des opportunités pour la majorité, le Fonds multilatéral d'investissement et la Société s'attaqueront

à un nouvel arrangement de segmentation du marché, feront tout leur possible pour améliorer la coordination, initieront des ventes croisées et des processus de comptabilité croisée (« cross-booking ») et seront chargés de l'exécution d'un Plan d'activités intégré.

La stratégie de la SII pour le cycle de planification 2008–2010 est pleinement conforme à cette nouvelle approche intégrée. La Direction et le personnel s'engagent à assumer leur nouveau rôle et se réjouissent à l'avance de cette nouvelle ère de synergie positive et de coopération.



La SII : faits et chiffres

La Société interaméricaine d'investissement est une institution de financement multilatérale qui compte 43 pays membres et qui fait partie du Groupe de la Banque interaméricaine de développement. Son Accord constitutif stipule qu'elle a pour fonction de stimuler le développement économique de ses pays membres régionaux en développement, en encourageant la création, l'expansion et la modernisation d'entreprises privées, de préférence petites et moyennes, de façon à venir en complément des activités de la BID.

Pour remplir son mandat, la SII offre une gamme de produits et de services :

- Prêts à court terme d'au maximum deux ans (fonds de roulement ou financement des opérations commerciales)
- Prêts à moyen terme d'au maximum cinq ans (fonds de roulement, prêts aux entreprises ou financement de projets)
- Prêts à long terme jusqu'à quinze ans (prêts aux entreprises ou financement de projets)
- Prêts syndiqués A et B
- Prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation
- Garanties de crédit pour prêts et titres de créance

Indirectement, la SII met du financement à la disposition des entreprises privées

- en prenant des participations au capital de fonds de souscription privés qui effectuent des prises de participation ou des quasi prises de participation ;
- en mettant en place des prêts subordonnés en faveur d'institutions financières ;
- en apportant le financement nécessaire à des intermédiaires financiers privés (lignes de crédit aux banques, crédit-bail, affacturage, microfinance) ;
- en octroyant des délégations de crédit à des partenaires tiers ;
- en mettant du financement à disposition de chaînes d'approvisionnement et par le biais

de cofinancement avec des organismes de développement.

Tous les clients de la SII sont des entreprises privées —de préférence mais non exclusivement des petites et moyennes entreprises. Grâce à l'ingénierie financière, la SII peut adapter ses produits financiers aux besoins spécifiques de ses clients en matière de financement.

Les graphiques ci-dessous donnent un aperçu des opérations de la SII et montrent comment leur impact sur le développement est multiplié du fait que la SII travaille au travers d'institutions financières et autres intermédiaires locaux.

TABLEAU 6. INDICATEURS FINANCIERS DE BASE DE LA SII*

Début des opérations	1989
Pays membres	43
Capital autorisé	70 370 actions (valeur nominale \$ 10 000)
Capital libéré	\$ 636,5 millions
Encours du portefeuille de prêts et de prises de participation	\$ 911,6 millions**
Total cumulé des prêts et prises de participation approuvés	\$ 3 067,6 millions
Nombre d'employés autorisés	98

* En décembre 2007

**Ce chiffre inclut les transactions Compartamos et RBTT qui apparaissent dans la catégorie titres de placement dans les états financiers.

TABLEAU 7. PRÉSENTATION HARMONISÉE*

Nombre de sous-prêts par l'entremise d'intermédiaires financiers et de fonds de placement	914 979
---	---------

* Cumulatif depuis 2000

TABLEAU 8. COMPOSITION DES ACTIFS

Actifs consacrés au développement (prêts et prises de participation)	70,1 %
Autres actifs	29,9 %

TABLEAU 9. RÉPARTITION DES APPROBATIONS EN 2007, PAR PRODUIT FINANCIER

	Montant approuvé	Nombre de projets
Intermédiaires financiers	\$ 370,3 millions	33
Entreprises, délégations de crédit et fonds d'investissement	\$ 99,9 millions	29
Total 2007	\$ 470,2 millions	62

TABLEAU 10. RÉPARTITION DE L'ENCOURS DU PORTEFEUILLE, PAR PRODUIT FINANCIER

	Encours	Nombre de projets actifs
Intermédiaires financiers	\$ 683,7 millions	68
Entreprises et délégations de crédit	\$ 197,3 millions	75
Fonds d'investissement	\$ 30,6 millions	16
Total	\$ 911,6 millions*	159

*Ce chiffre inclut les transactions Compartamos et RBTT qui apparaissent dans la catégorie titres de placement dans les états financiers.

TABLEAU 11. RÉPARTITION DE L'ENCOURS DU PORTEFEUILLE, PAR GROUPE DE PAYS

Groupe de pays	Encours	Encours %	Total des projets %
A	\$ 269,7 millions	29,6 %	22,6 %
B	\$ 356,5 millions	39,1 %	23,3 %
C	\$ 96,5 millions	10,6 %	13,8 %
D	\$ 127,2 millions	14,0 %	32,1 %
Régional	\$ 61,7 millions	6,8 %	8,2 %
Total	\$ 911,6 millions*		

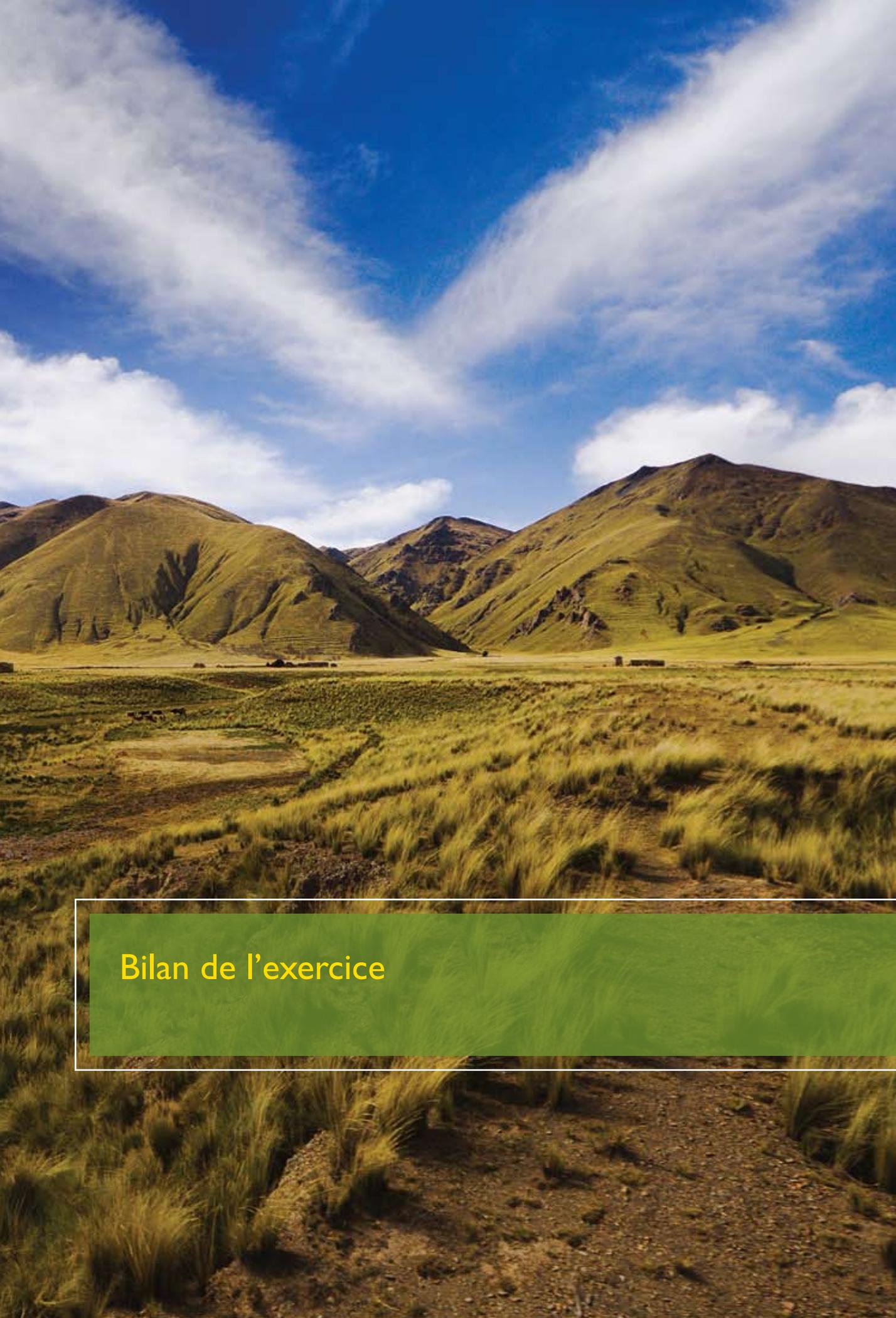
Note : Les pays C et D sont les économies les plus petites de la région.

*Ce chiffre inclut les transactions Compartamos et RBTT qui apparaissent dans la catégorie titres de placement dans les états financiers.

TABLEAU 12. RÉPARTITION PAR SECTEUR EN 2007

Secteur	Encours (en millions de dollars)	Encours %	Total des projets %
Agriculture et agro-industrie	\$ 53,2 millions	5,8 %	11,8 %
Alimentation, mise en bouteille et boissons	\$ 18,7 millions	2,1 %	2,8 %
Aquaculture et pêche	\$ 16,1 millions	1,8 %	4,2 %
Bétail et aviculture	\$ 7,5 millions	0,8 %	1,2 %
Bois, pâte et papier	\$ 7,6 millions	0,8 %	2,4 %
Délégations de crédit	\$ 0,0 millions	0,0 %	3,4 %
Éducation	\$ 10,1 millions	1,1 %	1,6 %
Fonds d'investissement	\$ 30,6 millions	3,4 %	8,8 %
Marchés financiers	\$ 0,0 millions	0,0 %	0,8 %
Produits chimiques et plastiques	\$ 11,0 millions	1,2 %	2,8 %
Produits manufacturés généraux	\$ 11,8 millions	1,3 %	5,2 %
Programme de petits prêts	\$ 0,0 millions	0,0 %	0,2 %
Pétrole et exploitation minière	\$ 2,5 millions	0,3 %	2,0 %
Santé	\$ 0,1 millions	0,0 %	0,8 %
Services financiers	\$ 683,7 millions	75,0 %	36,6 %
Services non financiers	\$ 0,0 millions	0,0 %	0,8 %
Services publics et infrastructure	\$ 24,4 millions	2,7 %	3,2 %
Technologie, communications et nouvelle économie	\$ 0,0 millions	0,0 %	1,4 %
Textiles, habillement et cuirs	\$ 21,5 millions	2,4 %	1,6 %
Tourisme et hôtellerie	\$ 3,4 millions	0,4 %	2,4 %
Transports et stockage	\$ 4,2 millions	0,5 %	2,2 %
Zones de traitement industriel	\$ 5,1 millions	0,6 %	2,0 %
Divers	\$ 0,0 millions	0,0 %	1,8 %
Total	\$ 911,6 millions*		

***Ce chiffre inclut les transactions Compartamos et RBTT qui apparaissent dans la catégorie titres de placement dans les états financiers.*



Bilan de l'exercice

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

En 2007, la SII a approuvé 62 projets dans 15 pays pour un total de 470 millions de dollars. Ces opérations bénéficieront à des entreprises des secteurs manufacturier, agroindustriel, de la pêche et des services financiers. Le Conseil d'administration de la SII a en outre approuvé 273 millions de dollars de cofinancements, amenant ainsi les ressources mises à la disposition des entreprises de la région à un total de 743 millions de dollars.

La SII a, au cours de l'exercice, continué à diversifier ses financements en monnaie locale : cette partie de son portefeuille comporte maintenant des opérations en pesos argentins, colombiens et mexicains ainsi qu'en reais brésiliens et soles péruviens.

En 2007, la SII a franchi plusieurs étapes opérationnelles et financières importantes. Elle a enregistré un nombre et un volume record d'approbations, a augmenté le

total des approbations actives qui se situe désormais entre 1,1 milliard et 1,2 milliard de dollars environ et a déclaré un bénéfice pour le cinquième exercice consécutif. C'est là la plus longue période bénéficiaire consécutive de toute l'histoire de la Société.

En septembre, la SII a dépassé le milliard de dollars en actif total et a clôturé l'exercice avec un total d'actif d'environ 1,25 milliard de dollars.

PROGRAMMES DE PRÊTS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Outre le fait qu'elle a atteint les petites et moyennes entreprises (PME) par le biais de ses efforts de prêts aux institutions financières, la SII a été très active en matière de développement et d'expansion de programmes internes conçus pour atteindre le marché local des PME. Elle continue aussi à bénéficier des résultats de partenariats stratégiques passés avec des institutions locales centrées sur les PME.

TABLEAU 13. INDICATEURS OPÉRATIONNELS CLÉS EN 2007

Approbations à concurrence de 3 millions de dollars	29
Approbations comprises entre 3 millions et 10 millions de dollars	19
Approbations supérieures à 10 millions de dollars	14
Financement moyen approuvé en faveur des entreprises	\$ 3,38 millions
Financement moyen approuvé pour intermédiaires financiers	\$ 11,2 millions
Financement moyen par le biais d'intermédiaires financiers avec des ressources de la SII	\$ 173 250
Provisions pour prêts/total des prêts	5 %
Nombre d'entreprises qui demandent un financement de la SII	302
Nombre de projets et de programmes approuvés	62
Nombre de prêts accordés à des intermédiaires financiers	33
Nombre de projets sous supervision	159

TABLEAU 14. PROGRAMMES DE PRÊTS AUX PME

Nom	Secteur	Pays	Montant brut du prêt approuvé*
Programme IFEM (Instituciones Financieras Especializadas en México)			
FICEN, S.A. de C.V.	Services financiers	Mexique	\$ 1 000
HIR PYME, S.A. de C.V.	Services financiers	Mexique	\$ 1 150
Fomento Hipotecario, S.A. de C.V.	Services financiers	Mexique	\$ 1 500
Agrofinanzas, S.A. de C.V.	Services financiers	Mexique	\$ 3 000
Grupo FinTerra, S.A. de C.V.	Services financiers	Mexique	\$ 3 000
Programme de garantie partielle de crédit NAFIN (Nacional Financiera, S.N.C.)			
Docuformas, S.A. de C.V.	Services non financiers	Mexique	\$ 1 500
Délégation de crédit LAAD (Latin American Agribusiness Development Corporation, S.A.)			
Tefex, S.A. de C.V.	Agriculture et agro-industrie	El Salvador	\$ 1 225
Ecofair, S.A. de C.V.	Agriculture et agro-industrie	Colombie	\$ 2 000
Délégation de crédit Banco Regional, S.A.			
Altair Joao Gelain	Agriculture et agro-industrie	Paraguay	\$ 400
LRPE (Ligne revolving pour petites entreprises)			
NicFOODS, S.A.	Agriculture et agro-industrie	Nicaragua	\$ 125
Ideay, Equipos y Sistemas, S.A.	Technologie, communication et nouvelle économie	Nicaragua	\$ 150
Hardy, S.A.E.C.A.	Produits manufacturés généraux	Paraguay	\$ 170
Consultores en Telecomunicaciones, Electricidad y Electromédica, S.A. de C.V.	Technologie, communication et nouvelle économie	El Salvador	\$ 185
Prima, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Costa Rica	\$ 200
Acabados Rústicos, S.A.	Produits manufacturés généraux	Nicaragua	\$ 250
Kola Shaler Industrial, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Nicaragua	\$ 250
Fábrica de Productos Lácteos La Completa, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Nicaragua	\$ 275

*En milliers de dollars

Les détails sur les projets financés dans le cadre de ces nouveaux programmes figurent à la rubrique « Investir dans le développement » du présent Rapport annuel.

En 2007, la SII a approuvé son premier programme de financement d'institutions financières spécialisées mexicaines (IFEM selon leur sigle en espagnol). Financé à l'origine à concurrence de 30 millions de dollars, le programme aidera les institutions participantes à accroître leur portefeuille de prêts aux PME. La Ligne revolving pour petites entreprises (LRPE), approuvée initialement en 2006, a également pris de l'ampleur en 2007 sur les marchés clés. Outre les huit opérations approuvées durant l'exercice au titre du programme, le mandat de la LRPE a été élargi pour y inclure la Bolivie, El Salvador et les Caraïbes anglophones. De plus, dans un effort de promotion de la LRPE dans les pays où la SII n'est pas encore présente localement, la SII a signé trois accords de partenariats avec des agents locaux pour aider au développement des affaires : DFLSA et ICWI dans les Caraïbes et FBE en Bolivie.

RÉSULTATS FINANCIERS

Les recettes totales de la SII se sont montées en 2007 à 131,8 millions de dollars. Les plus-values, dividendes et autres revenus du portefeuille de participations ont totalisé 56,0 millions de dollars sur l'exercice. Les dépenses administratives totales se sont chiffrées à 22,3 millions de dollars, dégagant un bénéfice net de 83,4 millions de dollars par rapport aux 39,4 millions de 2006. La vente d'un investissement en actions avec une plus-value de 45 millions de dollars a eu un impact notable sur le résultat de l'exercice.

En dehors des postes exceptionnels de revenu de ces dernières années, le niveau de rentabilité de la Société s'est amélioré par suite de la mise en œuvre du plan d'action adopté par le Conseil d'administration et de la conjoncture économique favorable de la région. Le plan d'action a permis à la SII d'accroître

considérablement le nombre et le volume des prêts approuvés et décaissés. Cette amélioration se retrouve dans l'indicateur d'efficience revenu net en intérêts / dépenses administratives qui est passé de 1,86 en 2006 à 1,97 en décembre 2007.

QUALITÉ DE L'ACTIF

L'actif productif net de la Société s'est accru régulièrement tout au long de l'exercice, passant de 647 millions de dollars en 2006 à 800 millions de dollars en décembre 2007.

La qualité de l'actif s'est améliorée considérablement au cours de la période. Le portefeuille de prêts en arriérés est passé de 1,5 % en 2006 à 0 % en décembre 2007. La couverture du portefeuille de prêts en arriérés a elle aussi augmenté durant la période.

L'amélioration de la qualité de l'actif découle de la mise en place par la Direction de méthodes plus strictes de crédit, d'un cycle de crédit régional favorable et de la passation par pertes et profits des prêts en arriérés.

RATIO DE SOLVABILITÉ

L'Accord constitutif de la SII limite les emprunts à trois fois sa valeur patrimoniale nette. Dans la pratique, la SII a maintenu un ratio de levier financier en deçà de cette limite. Le ratio passif/fonds propres a légèrement augmenté ces dernières années, passant de 0,60 en 2006 à 0,69 en décembre 2007.

LIQUIDITÉ

La liquidité de la SII, mesurée par le ratio liquidité/endettement, a diminué, passant d'un chiffre supérieur à 1 par le passé à 0,81 en décembre 2007. La Direction prévoit que ce chiffre continuera à chuter à mesure que les emprunts augmenteront.

PRODUITS FINANCIERS ADAPTÉS AUX BESOINS DU MARCHÉ

Financement en monnaie locale

En 2007, la Société a redoublé d'efforts pour offrir du financement en monnaie locale. Ce processus a commencé en décembre 2005 avec l'approbation du financement pour cinq sociétés de crédit-bail colombiennes avec le produit d'une émission obligataire placée sur le marché local. Une opération en monnaie locale a aussi été financée au Mexique en 2006. En 2007, sept nouvelles opérations ont été approuvées dans cinq autres pays : Argentine, Brésil, Chili, Mexique, et Pérou. À fin 2007, onze opérations en monnaie locale avaient été menées à bien pour un total équivalant à 141 millions de dollars, soit environ 13 % du total net des approbations.

La SII finance ses opérations en monnaie locale en ayant recours aux marchés financiers ou en négociant des prêts avec les principales institutions financières locales. La Société a pour objectif ultime d'accéder aux marchés financiers locaux mais, lorsqu'il n'est pas possible d'atteindre la masse critique pour une émission d'obligations, les opérations sont financées par le biais de prêts bilatéraux. Dans un tel cas, ou lorsqu'il est plus difficile pour la SII d'obtenir des conditions optimales sur les marchés financiers, des prêts-relais sont négociés puis remboursés ultérieurement avec le produit de l'émission d'obligations.

Les opérations en monnaie locale sont conformes à la stratégie de la SII qui consiste à répondre aux besoins de financement des institutions financières qui, à leur tour, répondent à la demande de prêts en monnaie locale. Cette demande est tout particulièrement élevée dans au moins trois segments d'activité :

- Microfinance

- Financement hypothécaire
- Petites entreprises, notamment celles qui ne génèrent pas de devises

La SII continuera à encourager les financements en monnaie locale et cherchera à mettre cet outil de financement à la disposition d'un plus grand nombre de pays et d'intermédiaires. Elle étudiera ultérieurement la possibilité d'offrir du financement direct aux entreprises et de gérer des investissements en monnaie locale afin de fonctionner de manière plus souple et réactive.

STRATÉGIE DE LA SII POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Au cours des trois dernières années, les projets par l'entremise d'institutions financières ont été le pilier de la stratégie de la Société. L'objectif en ce qui concerne ces projets est de viser à atteindre l'objectif fixé par la Déclaration de Nuevo León qui est d'augmenter le flux de financement en faveur des PME de la région, d'augmenter le volume des opérations de la SII et de répondre de façon plus efficace aux besoins de son marché cible.

Opérer directement avec les PME de la région a toujours été et demeure un élément clé de la mission de la SII au service du développement. Cependant, ces dernières années, la Direction et le Conseil d'administration ont également centré leur attention tout particulièrement sur le soutien au développement de projets avec les intermédiaires financiers, le rééquilibrage de la gestion de risque et l'amélioration de la sélection, de l'évaluation, de la présentation des données et de la supervision des projets. Cette nouvelle focalisation a amélioré le bilan de la Société.

Les opérations avec les institutions financières ont également fait progresser la SII vers les quatre objectifs clés suivants :

Mesure des résultats et de l'additionnalité sur le développement

Depuis sa création en 1989, pour remplir sa mission de promotion du développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes tout particulièrement centré sur les PME, la Société a cherché les moyens de montrer que les opérations sélectionnées pour un financement répondaient à certains critères de viabilité financière et atteignaient le niveau souhaité d'impact et d'additionnalité sur le développement. Ceci permet à la Société de démontrer qu'elle se sert des ressources de ses pays membres de façon à avoir un impact positif sur le développement et à améliorer la qualité des résultats des projets.

La SII a créé en 1999 un système d'évaluation des résultats qui lui permet d'évaluer ses progrès et performances dans la réalisation de sa mission. Le système est conforme aux méthodes et aux normes proposées par le Groupe de travail de l'Evaluation Coordination Group of the Multilateral Development Banks. La SII est membre de ce groupe depuis 2001 et a participé à l'élaboration des normes.

Selon des évaluations indépendantes, la Société a progressé vers le système d'évaluation le plus harmonisé de tous les guichets secteur privé du comparateur des BMD, au second rang derrière la Société financière internationale.

Ce système a pour base une approche double :

- Autoévaluation. L'outil de base de l'autoévaluation est le Rapport de supervision annuel étendu (XASR) qu'utilisent également la SFI et d'autres banques multilatérales de développement. Ces évaluations sont effectuées par la SII.
- Évaluation indépendante. L'évaluation indépendante des performances de la SII est menée à bien par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID.

À ce jour, la SII a préparé des rapports XASR sur environ la moitié du nombre total de projets engagés et décaissés jusqu'en 2003. L'OVE a validé tous ces XASR et a soumis au Conseil d'administration de la SII des rapports annuels récapitulant ses conclusions.

La SII a émis en 2007 de nouveaux rapports XASR, dont quasiment la totalité a reçu une notation de résultat positif sur le développement, ce qui représente une nette amélioration par rapport aux résultats de 2006. Ces projets ont également donné des résultats financiers satisfaisants, obtenant ainsi des résultats doublement bénéfiques conformes à l'objectif de la SII qui est d'entreprendre des investissements qui soient à la fois réussis sur le plan du développement et rentables.

Résultats d'évaluation favorables

Une opération approuvée en faveur d'une entreprise de viandes et de produits laitiers d'Équateur nous offre un exemple intéressant. Au moment de l'évaluation initiale du projet, le marché des produits laitiers en Équateur était sous-développé mais avait un potentiel de croissance prometteur. La SII a octroyé un prêt sur six ans destiné à accroître la production.

Les performances commerciales du projet sont excellentes. La société a largement dépassé ses objectifs de revenu et de production, a créé 200 emplois directs, a bénéficié indirectement à 1 250 familles productrices de lait et a aidé 140 distributeurs. Aujourd'hui, le réseau de producteurs de lait de l'entreprise représente quelque 3 750 emplois directs et indirects dans les zones rurales d'Équateur et les distributeurs 280 emplois supplémentaires.

La technologie a été transférée vers les petits exploitants au travers de la fourniture d'engrais, de nouvelles clôtures et de pratiques d'élevage plus sûres. Le projet a aidé l'entreprise à se conformer aux prescriptions environnementales locales et de la SII et a nettement amélioré ses pratiques de gouvernance d'entreprise.

Cette opération est aussi un bon exemple de développement du secteur privé par le modèle de la chaîne d'approvisionnement. Des chaînes d'approvisionnement qui réussissent permettent aux petits producteurs et aux petites entreprises d'avoir accès à des ressources et des compétences qui leur seraient autrement inaccessibles et au financement de plus grandes entreprises.

Un autre exemple d'excellent résultat en faveur du développement est un prêt A et B sur cinq ans octroyé à un producteur de sucre et d'alcool au Brésil. Le projet a été conçu pour accroître sa capacité de production et lui permettre d'atteindre le niveau d'efficacité et de productivité des leaders du secteur. La participation de la SII a apporté le financement à long terme nécessaire.

En raison de la participation active de la SII à la structuration du plan financier pour le projet brésilien, une autre institution financière a approuvé un prêt B à cinq ans qu'elle n'aurait autrement pas accepté d'octroyer. Ceci a permis de mobiliser des ressources supplémentaires.

Les performances commerciales du projet sont excellentes. L'entreprise a sensiblement dépassé son objectif de chiffre d'affaires, ce qui lui a permis d'augmenter sa rentabilité, de créer 310 emplois et de générer environ 58 millions de dollars en devises. En outre, grâce à la participation de la SII, ses pratiques de gouvernance d'entreprise se sont nettement améliorées.

Enseignement tiré des évaluations

Un aspect important du processus d'évaluation est le facteur d'apprentissage institutionnel. Environ 150 enseignements ont été identifiés à ce jour. En 2005, la SII a créé une base de données des enseignements tirés qui comporte un processus systématique de réinjection de ces enseignements dans les opérations.

De nouveaux enseignements ont été ajoutés en 2007 à la base de données. Les chargés d'investissement ont l'obligation de vérifier la base de données au cours de l'évaluation initiale du projet pour y incorporer les expériences passées.

Des mesures importantes ont été prises dans ce domaine en 2007. L'Unité d'efficacité développementale et de stratégie institutionnelle a été créée pour relever le défi de l'amélioration des travaux de la Société en matière de mesure et de communication de l'impact sur le développement et de l'additionnalité. Cette unité comprend deux personnes qui se consacrent à plein temps à l'évaluation de l'impact sur le développement et collaborent étroitement avec l'équipe d'ingénierie et d'environnement dont les travaux sont une source continue de valeur ajoutée aux activités de la SII.

Le rôle de l'Unité d'efficacité du développement en tant que conseiller stratégique et de politique auprès de la direction générale sert également à renforcer l'impact de la Société par le biais d'une planification à court et moyen terme. Dans le cadre d'une nouvelle approche de planification intégrale, l'unité a élaboré un système de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité qui sera déployé en 2008. Outre cette amélioration, l'unité a développé une trousse à outils simplifiée pour les chargés d'investissement afin de leur faciliter la collecte de données de base et ainsi faciliter le suivi et la communication des résultats d'impact sur le développement et d'additionnalité.

- Un moindre montant moyen de prêt et un plus grand nombre de bénéficiaires finaux. Le fait de travailler avec des intermédiaires financiers solides a permis d'approuver de plus grandes opérations, augmentant par là même le nombre des bénéficiaires finaux. Et en travaillant au travers d'intermédiaires spécialisés en PME ou avec des banques qui ciblent les PME, la SII a été en mesure d'atteindre de plus petits bénéficiaires. On peut voir la vaste gamme de tailles de projets à la rubrique « Investir dans le développement » du présent Rapport annuel.
 - Flexibilité. Il a été possible de ce fait d'atteindre des bénéficiaires finaux avec des produits qui correspondent davantage à leurs besoins. La flexibilité dans la structuration des projets a permis à la Société d'offrir des conditions qui sont adaptées aux besoins de ses clients, notamment en termes d'échéance et de monnaie. Par exemple, fin 2007, la SII avait dans ses livres des opérations libellées en pesos argentins, en reais brésiliens, en pesos colombiens, en pesos mexicains et en soles péruviens. Ceci en sus de ses opérations en dollars et de ses prises de participation qui, de par leur nature, sont libellées en monnaie locale.
 - Diversification du portefeuille. La SII travaille à présent avec un plus grand éventail d'intermédiaires financiers et a également étendu le type de ses opérations et de ses utilisateurs finaux. Lors de ses premières années de fonctionnement, les opérations financières étaient concentrées sur des banques commerciales. Au cours de ces dernières années, ont figuré parmi les intermédiaires des sociétés de crédit-bail pur et de crédit-bail financier, des institutions financières spécialisées dans le marché hypothécaire, les PME, l'agriculture ou la microfinance, des spécialistes de la titrisation des portefeuilles hypothécaires, des sociétés de garantie mutuelle, des fonds de garantie de portefeuille, et des fonds d'investissement. Même la majeure partie du financement effectué au travers de grandes institutions financières est allée aux PME ou aux coopératives pour répartition à leurs membres.
 - Faire progresser le développement institutionnel des intermédiaires financiers —tout particulièrement des plus petits. À mesure que les intermédiaires financiers sont devenus plus petits, la SII a dû offrir son aide dans des domaines allant de l'environnement à la gouvernance d'entreprise. Il convient de noter le travail effectué avec les six banques qui font maintenant partie du programme FINPYME et qui examineront les études diagnostiques menées dans le cadre du programme.
- Au cours des années qui viennent, les projets avec des intermédiaires financiers seront encore importants pour la SII qui cherchera à maintenir un portefeuille suffisamment grand et diversifié pour lui permettre de se concentrer sur des opérations directes tout en continuant d'identifier, d'évaluer et de structurer de nouvelles opérations avec des intermédiaires financiers. La plupart de ces intermédiaires financiers seront de taille moyenne ou petite et seront spécialisés dans le marché cible de la SII.

COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES

Événements et initiatives que la SII organise seule ou en partenariat

Promotion d'un cadre juridique pour les transactions sécurisées

En 2007, la SII a continué à promouvoir la réforme du cadre juridique des transactions

Cours de formation environnementale pour le secteur financier

La SII a donné en 2007 son onzième cours de formation environnementale pour le secteur financier, programme qu'elle a démarré en 1999. Ce cours était le premier cours de gestion du risque environnemental développé expressément pour les institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes. Le cours, dont l'objectif initial était de sensibiliser les institutions financières, a évolué et s'est amélioré depuis lors. Il vise à présent à enseigner aux institutions financières des méthodes pratiques de mise en place de leurs propres systèmes de gestion du risque environnemental.

Il y a sept ans, la plupart des personnes qui assistaient au cours au nom des intermédiaires financiers (principalement des clients de la SII) étaient sceptiques quant à l'importance et la pertinence des questions d'environnement. Mais ces dernières années, un nombre croissant d'institutions financières ont élaboré des politiques environnementales viables et des procédures de gestion du risque environnemental.

Outre qu'elle collabore avec les entités et consultants locaux pour s'assurer que ces connaissances sont transférées vers la région, la SII continue à travailler avec les institutions financières qui ont assisté au cours et qui ont mis en place leur système de gestion du risque environnemental. Ces efforts permettent d'améliorer et de diffuser des systèmes qui réussissent.

De nombreuses institutions financières envoient d'anciens participants aux ateliers en tant que formateurs et pour expliquer leur expérience à d'autres institutions financières de la région. Cette large implication des participants provenant de la région valorise l'effet de démonstration des activités de la SII.

Les cours de formation couvrent les risques environnementaux et sociaux des institutions financières et les récompenses qu'obtiennent les institutions qui sont responsables sur le plan de l'environnement. La gestion du risque social et environnemental pour assurer que les clients ou les emprunteurs des banques locales abordent les questions de pollution, d'hygiène, de sécurité, de qualité produit et de responsabilité sociale non seulement évite les amendes et autres sanctions mais est aussi rentable car elle réduit les provisions pour créances non-productives, améliore les bénéfices et les bilans et accroît la valeur des fonds propres.

Le cours donne aux institutions financières des exemples de la façon dont les bonnes performances des clients améliorent leur propre résultat net. Il montre également comment les sociétés clientes qui opèrent de façon propre et efficiente peuvent être plus compétitives et rentables, notamment du fait que les déchets sont souvent une ressource qui est utilisée de manière inefficace ou manutentionnée de façon incorrecte.

La SII travaille avec les entités et les consultants locaux pour s'assurer que ces connaissances sont transférées vers la région.



sécurisées en Amérique latine et dans les Caraïbes comme moyen d'améliorer le développement du crédit privé. Dans le contexte de la Session annuelle 2007 qui s'est déroulée au Guatemala, le Conseiller juridique de la SII a donné des conférences sur la corrélation entre les droits des créanciers et le développement économique. Ces conférences ont été présentées dans deux écoles de droit prestigieuses et, sur demande, au Surintendant et à un grand groupe du personnel de la Superintendencia de Bancos de Guatemala.

Fédération latino-américaine de banques

En 2007, la SII a participé à deux groupes de discussion au cours de la 41^{ème} Assemblée de la Fédération latino-américaine de banques (FELABAN) qui s'est tenue à Miami. La SII a organisé un panel sur le thème « Banques et changement climatique : Démarginalisation du financement carbone en Amérique latine — Opportunités et risques pour le secteur financier ». La discussion était centrée sur les possibilités significatives d'investissement pour les banques latino-américaines par suite du besoin mondial de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de les ramener à un niveau soutenable d'ici le milieu du siècle. Certains experts estiment que le coût annuel des mesures nécessaires pour parvenir à ces réductions pourrait se monter à 1 % du PIB mondial. Pour atteindre cet objectif, les banques traditionnelles devraient jouer un rôle plus actif dans le financement de projets d'énergie durable et de projets qui conduisent à une réduction de l'émission de gaz à effet de serre. Les membres du panel ont expliqué comment les banques peuvent bénéficier d'outils existants, comme le Mécanisme de développement propre, ainsi que les risques spécifiques concernant le financement carbone.

Le panel a souligné l'expérience de la SII et d'autres institutions participantes en

matière de financement et de structuration de projets d'efficacité énergétique et de projets de réduction des émissions ainsi qu'en matière d'utilisation des crédits carbone comme garantie et pour améliorer la qualité du crédit. Le panel a également expliqué l'initiative CERSPA (Certified Emission-Reduction Sale and Purchase Agreement) sponsorisée par la SII pour l'élaboration d'un modèle de contrat d'achat et de vente de réduction d'émissions qui représente à la fois et de façon équilibrée les intérêts des acheteurs de crédits carbone, des développeurs de projets et des prêteurs.

La discussion du second panel « Promotion de l'accès aux services financiers : conclusions de l'étude Services bancaires aux non-bancarisés d'Amérique latine » concernait les résultats d'une étude ambitieuse sponsorisée par FELABAN. L'enquête couvrait toutes les facettes clés de cette question d'une importance capitale à l'ordre du jour des associations bancaires latino-américaines et des banques individuelles.

La SII a souligné l'effort qu'avait fait la communauté bancaire internationale et ce que l'on avait appris ces dernières années à mesure que les institutions financières cherchent à entrer dans le secteur de la microfinance ou à y étendre leurs services, comme cela s'est passé antérieurement avec le financement de projets et les produits et services reposant sur l'actif. Elle a aussi reconnu que beaucoup reste à faire, tant en *downscaling* qu'en *upscaling*.

Sur le sujet de l'augmentation en portée et en pénétration des services financiers, la SII a mis l'accent sur les progrès effectués et l'intérêt exprimé par le secteur bancaire visant à offrir aux PME des produits adaptés. Elle a noté toutefois que l'une des questions les plus fréquemment posées à



Atelier de formation pour les entreprises familiales

La plupart des PME de la région et la majeure partie des entreprises clientes de la SII sont des entreprises familiales. Dans la plupart des pays de la région, ces entreprises sont le moteur de l'activité productive et de la croissance économique. Dans certaines économies, les entreprises familiales fournissent plus de la moitié de tous les emplois. Sur la base de son expérience et de ses contacts avec ce segment du marché, la SII a identifié un net besoin de formation adapté aux petites et moyennes entreprises familiales d'Amérique latine et des Caraïbes.

La SII a en conséquence organisé, en octobre 2007, son premier atelier de formation sur la gouvernance des petites et moyennes entreprises familiales. Le premier module était centré sur la planification stratégique et la gestion des entreprises familiales. Il visait avant tout les membres de la famille qui ne participent pas à la gestion de l'entreprise mais qui ont besoin de comprendre où elle va et quelles sont ses priorités stratégiques. Le second module était centré sur la gouvernance des entreprises familiales. Y ont été discutées les techniques visant à concilier les rapports familiaux et les rapports d'affaires, à distinguer la gestion de la famille des participations au capital familial et à planifier la succession générationnelle.

L'atelier était organisé en partie par un fonds de développement italien et élaboré et dispensé en espagnol par l'école de commerce italienne SDA Bocconi. Trente participants représentant dix entreprises familiales de huit pays de la région y ont assisté. Les participants ont exprimé leur satisfaction quant à cet atelier et ont souligné combien la gouvernance était importante pour les entreprises familiales afin d'encourager un changement de culture dans l'entreprise et garantir ainsi la durabilité une fois que les générations futures la prennent en charge.

La SII espère élargir cette initiative à l'avenir pour atteindre un plus grand nombre d'entreprises de la région. Dans cette optique, elle prévoit de s'allier à des universités et des associations de petites et moyennes entreprises pour développer de nouveaux ateliers sur la gouvernance des entreprises familiales.

la SII est la suivante : « Comment peut-on faire cela de façon rentable ? »

La SII a fait remarquer que pour répondre à ces besoins et pour atteindre un marché plus large, la communauté bancaire et les autorités réglementaires de la région doivent aborder le problème que posent la banque informelle et l'absence de garanties.

Forum ibéro-américain des entreprises

Depuis six ans, l'initiative Forum ibéro-américain des entreprises tente d'impliquer les directeurs d'entreprise des États-Unis, d'Espagne et d'Amérique latine dans un dialogue de haut niveau avec des experts de classe mondiale pour un échange d'idées et d'expériences en ce qui concerne la conjoncture économique de la région.

Comme les années passées, la SII a été l'hôte de cet événement qui s'est tenu en 2007 à Washington DC. La SII pense que le forum atteint entre autres les objectifs suivants :

- Encourager une intense interaction entre les leaders des entreprises, de la finance et de la politique des États-Unis, de l'Espagne et de l'Amérique latine cherchant à identifier des stratégies de réussite et des opportunités d'affaires offertes par les marchés latino-américains
- Permettre aux acteurs du secteur privé et du secteur public de construire une vision partagée de ce qui forme le progrès dans la région
- Promouvoir un échange d'idées et de connaissances sur la façon d'anticiper et de minimiser le risque
- Définir le climat actuel des affaires en Amérique latine et les scénarios économiques et politiques les plus plausibles à moyen terme

Le forum de 2007 s'est axé sur les points suivants :

- La lutte contre la pauvreté
- L'enseignement supérieur
- Les marchés financiers dans le monde
- Les fusions-acquisitions

Parmi les intervenants figuraient Jessica Mathews, présidente de Carnegie Endowment for International Peace, Mohamed El-Erian, président de la Harvard Management Company et l'ancien président du Costa Rica, José María Figueres.

Les sociétés et le droit à l'accès à l'information publique

Une table ronde sur les entreprises et le droit à l'accès à l'information publique sous l'égide conjointe de la SII, de l'Institut de la Banque mondiale, de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Argentine et de l'Asociación por los Derechos Civiles de Argentina, s'est tenue en avril 2007 à Buenos Aires (Argentine).

L'objet était de débattre des avantages potentiels pour le monde des affaires de l'utilisation d'outils d'accès à l'information publique disponibles en Argentine, d'explorer leur utilité dans l'interaction commerciale avec l'administration et de construire un environnement d'affaires fiable, prévisible et efficace. Un autre objectif était de mieux sensibiliser le secteur privé au droit à l'accès à l'information publique car c'est le secteur qui tire le moins d'avantages du Décret 1172/03 qui assure le droit à l'accès à l'information sur les mesures de l'exécutif du gouvernement argentin.

Parmi les participants figuraient de grandes entreprises et des cabinets d'avocats, des représentants des services publics privatisés, du secteur de l'eau et de l'assainissement, du

secteur financier, des chambres d'industrie et de banque et des firmes de consultants internationaux affiliées à de grandes entreprises.

V conférence interaméricaine sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE)

La V conférence interaméricaine sur la RSE intitulée « Responsabilité partagée » s'est déroulée en décembre 2007. La conférence était centrée sur la promotion de pratiques responsables par le biais des chaînes d'approvisionnement, y compris les fournisseurs, distributeurs et autres parties intéressées qui font partie de la chaîne de valeur de l'entreprise.

Il y a eu des débats sur la conception de la stratégie, sur les outils de mise en œuvre de pratiques responsables, sur l'impact des accords de libre-échange, sur le rôle de la RSE et sur l'avenir de la RSE dans les chaînes d'approvisionnement. Des sessions parallèles ont examiné des études de cas avec la participation du secteur privé, de la société civile, des gouvernements et des organismes internationaux.

C'était la sixième conférence sur la RSE qu'organisait la BID. La SII a apporté son soutien à ces conférences en finançant des bourses pour étudiants et jeunes professionnels.

Quelque 400 participants et plus de 60 intervenants y ont participé ; parmi eux le président de la BID, le président sortant et le président élu du Guatemala et des experts nationaux et internationaux.

Forum LatinFinance/Euromoney 2007 des emprunteurs et investisseurs latino-américains (LABIF 2007)

La SII a joué un rôle essentiel dans le Forum LatinFinance/Euromoney 2007 des emprunteurs et investisseurs latino-américains (LABIF).

Ce forum est de loin le plus important rassemblement d'émetteurs multilatéraux et régionaux, d'investisseurs institutionnels du monde entier et de Wall Street. LABIF 2007 s'est déroulé à New York et a rassemblé 250 personnes clés des marchés des titres de créance d'Amérique latine pour deux jours de discussions et de débats sur les questions clés auxquelles est confrontée la région. Au nombre des questions discutées, on peut noter l'avenir des marchés financiers locaux en Amérique latine, le marché croissant des produits financiers structurés et la popularité soutenue du marché des crédits syndiqués comme outil de croissance de l'entreprise.

La SII a été l'hôte d'un atelier intitulé « Prêts en monnaie locale, nouvelle option de financement pour le développement en Amérique latine ». Steven L. Reed, directeur général adjoint de la SII, a animé l'atelier.

Actions de la SII en réponse au défi du changement climatique

Au cours de 2007, la SII a continué à apporter son soutien à l'initiative CERSPA de développement d'un contrat d'achat et de vente de réduction d'émissions (généralement dénommé crédits carbone). L'objectif est que ce contrat-type tienne compte d'une manière plus équilibrée des intérêts des promoteurs de projets de réduction d'émission et des acheteurs de crédits carbone dans le cadre du Mécanisme de développement propre.

Fin 2006 et début 2007, le personnel de la division juridique et de la section Ingénierie environnementale de la SII a collaboré avec plus de vingt experts du monde entier à la rédaction d'un modèle de contrat et du document d'accompagnement. La SII a reçu du financement du Korean Fund à cet effet.

Le contrat-type en anglais, espagnol, français, portugais et chinois a été présenté officiellement en mai 2007 à Carbon Expo à Cologne (Allemagne), centre mondial du marché du carbone. Le site Web www.cerspa.org a également été inauguré pour abriter le document et développer un forum interactif destiné à soutenir les PME sur le marché du carbone. Cet événement était lui aussi parrainé par la SII, avec l'appui du Secrétariat d'État à l'économie de la Confédération suisse, par le biais du Swiss Technical

Cooperation Trust Fund for Consulting Services and Training Activities de la BID.

Formation en rendement énergétique dispensée par la SII

Pour encourager la participation des institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes sur le marché du carbone et au financement de projets d'efficacité énergétique et de réduction d'émissions, l'un des modules de l'atelier de formation environnementale pour intermédiaires financiers de la SII qui s'est tenu

Mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent

La SII attache une grande importance à la transparence dans ses opérations de financement qui sont donc soumises à un processus rigoureux de vérification préalable et doivent observer des pratiques saines de gestion financière. Pour chacune de ses opérations, la SII évalue la présentation des informations financières du bénéficiaire ainsi que ses capacités en matière de contrôle et de gestion, notamment des risques cruciaux auxquels il pourrait être soumis. Un exemple d'un tel risque pourrait être des pratiques de corruption, pour lesquelles la SII applique une politique de tolérance zéro. Le mécanisme antifraude de la SII intègre l'institution avec le comité de supervision des enquêtes de fraude et corruption de la BID, accentuant ainsi les synergies entre les deux institutions sur les questions de fraude et de corruption.

En 2007, la SII a adopté les définitions harmonisées de pratiques de corruption et d'obstruction convenues par le Groupe de travail des institutions financières internationales pour la lutte contre la corruption. La SII a incorporé ces définitions dans les accords-types de financement qui sont à la disposition du public sur son site Web.

Le Groupe de la BID dispose d'installations sécurisées de téléphone, courrier électronique, télécopie et courrier pour quiconque souhaiterait déposer une allégation de fraude ou de corruption concernant une activité financée par l'une quelconque de ses institutions membres. Des informations complémentaires sur les politiques du Groupe de la BID contre la fraude et la corruption et sur la façon de signaler des cas présumés sont disponibles sur www.iadb.org/ocfc.

La SII examine aussi la réglementation de chaque pays hôte relative au blanchiment de l'argent et évalue la conformité de chaque institution financière avec cette réglementation (si elle existe) et l'adéquation de ses contrôles au plan de l'acceptation des dépôts et des activités de gestion. En 2007, tous les chargés d'investissement de la SII et les avocats qui participent à la définition et à la structuration de projets, ainsi que leurs homologues de la BID et du MIF, ont reçu une formation sur les procédures et les meilleures pratiques pour les audits d'intégrité des projets du groupe de la BID.

à Panama en juillet 2007 avait pour sujet les défis et opportunités découlant du changement climatique et du Protocole de Kyoto.

Développement professionnel (Formation au niveau de toute la Société)

ÉTHIQUE

La Société a approuvé en mars 2006 son propre code d'éthique. En mai 2007, tous les membres du personnel de la Société ont assisté à des ateliers d'information et de formation destinés à leur donner une compréhension approfondie de leurs droits et obligations dans le cadre du nouveau code d'éthique. Les ateliers ont permis de souligner leur responsabilité en tant qu'employés d'une organisation publique internationale à maintenir la probité et les valeurs éthiques que représente le code.

AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

Session annuelle

La vingt-deuxième Session annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs de la SII s'est tenue à Guatemala (Guatemala) les 19 et 20 mars 2007 en conjonction avec la quarante-huitième Session annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs de la BID. Au cours de cette session, les Gouverneurs ont approuvé les états financiers de la SII pour l'exercice clos au 31 décembre 2006 ainsi que son rapport annuel.

Le Conseil d'administration

Parmi les questions examinées en 2007 par le Conseil d'administration de la Société, on peut citer les suivantes :

- Rapport d'étape sur le Programme institutions financières
- Programme de prêts en cofinancement avec Development Finance Limited/DFLSA

Incorporated, utilisant la LRPE dans les Caraïbes.

- Plan opérationnel intégré pour les Opérations du secteur privé sans garantie souveraine (deuxième phase) du Groupe de la BID
- Limite du risque institutions financières
- Définition de la taille de l'entreprise
- Budget 2008 et Plan d'activités 2008–2010
- Quarante propositions de financement

Les développements clés relatifs aux questions soumises au Conseil sont examinés ailleurs dans le présent rapport annuel.

COOPÉRATION AVEC LE GROUPE DE LA BID

L'action combinée des différentes institutions qui forment le Groupe de la BID peut constituer un formidable agent de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Citons comme exemple la participation de la SII à la mise en œuvre de l'Initiative d'énergie durable et de changement climatique (SECCI) du Groupe de la BID en apportant du financement et de l'assistance technique non remboursable à des projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique ainsi qu'à des projets qui aboutissent à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. La SII travaille en étroite collaboration avec la SECCI pour aider les entreprises à identifier des possibilités d'accéder pleinement au marché de financement carbone par l'abaissement des frais de transaction et des risques de développement de projets en fournissant une assistance technique pour, entre autres, le traitement et l'enregistrement du Mécanisme de développement propre ainsi que la validation des tiers.

TABLEAU 15. APPROBATIONS CUMULÉES PAR PAYS

Pays	Montant approuvé	Montant total %	Nombre de projets approuvés
Argentine	\$ 228,4 millions	7,4 %	35
Bahamas	\$ 6,0 millions	0,2 %	2
Barbade	\$ 7,0 millions	0,2 %	2
Belize	\$ 7,0 millions	0,2 %	2
Bolivie	\$ 66,7 millions	2,2 %	18
Brésil	\$ 374,7 millions	12,2 %	47
Chili	\$ 208,2 millions	6,8 %	30
Colombie	\$ 264,4 millions	8,6 %	31
Costa Rica	\$ 81,5 millions	2,7 %	21
Équateur	\$ 127,3 millions	4,1 %	28
El Salvador	\$ 42,8 millions	1,4 %	11
Guatemala	\$ 61,6 millions	2,0 %	10
Guyana	\$ 3,5 millions	0,1 %	3
Haïti	\$ 1,0 million	0,0 %	1
Honduras	\$ 67,6 millions	2,2 %	16
Jamaïque	\$ 40,8 millions	1,3 %	8
Mexique	\$ 339,4 millions	11,1 %	50
Nicaragua	\$ 83,3 millions	2,7 %	29
Panama	\$ 31,9 millions	1,0 %	7
Paraguay	\$ 40,6 millions	1,3 %	18
Pérou	\$ 304,1 millions	9,9 %	35
République dominicaine	\$ 60,6 millions	2,0 %	10
Suriname	\$ 4,0 millions	0,1 %	1
Trinité-et-Tobago	\$ 60,3 millions	2,0 %	5
Uruguay	\$ 89,1 millions	2,9 %	24
Venezuela	\$ 63,5 millions	2,1 %	12
Régional - A/B uniquement	\$ 71,0 millions	2,3 %	12
Régional A, B, C et D	\$ 166,0 millions	5,4 %	13
Régional - C/D uniquement	\$ 165,7 millions	5,4 %	16
Total	\$ 3 067,6 millions		

TABLEAU 16. APPROBATIONS CUMULÉES PAR SECTEUR

Secteur	Montant approuvé	Montant total %	Nombre de projets approuvés
Agriculture et agro-industrie	\$ 221,7 millions	7,2 %	59
Alimentation, mise en bouteille et boissons	\$ 49,8 millions	1,6 %	14
Aquaculture et pêche	\$ 93,8 millions	3,1 %	21
Bétail et aviculture	\$ 25,7 millions	0,8 %	6
Bois, pâte et papier	\$ 50,8 millions	1,7 %	12
Délégations de crédit	\$ 258,8 millions	8,4 %	17
Éducation	\$ 30,8 millions	1,0 %	8
Fonds d'investissement	\$ 222,6 millions	7,3 %	44
Marchés financiers	\$ 25,5 millions	0,8 %	4
Pétrole et exploitation minière	\$ 46,4 millions	1,5 %	10
Produits chimiques et plastiques	\$ 76,4 millions	2,5 %	14
Produits manufacturés généraux	\$ 87,2 millions	2,8 %	26
Programme de petits prêts	\$ 20,0 millions	0,7 %	1
Santé	\$ 25,1 millions	0,8 %	4
Services financiers	\$ 1 452,3 millions	47,3 %	180
Services non financiers	\$ 20,6 millions	0,7 %	4
Services publics et infrastructure	\$ 96,8 millions	3,2 %	16
Technologie, communications et nouvelle économie	\$ 27,9 millions	0,9 %	7
Textiles, habillement et cuirs	\$ 46,0 millions	1,5 %	8
Tourisme et hôtellerie	\$ 65,9 millions	2,1 %	12
Transports et stockage	\$ 49,4 millions	1,6 %	11
Zones de traitement industriel	\$ 37,2 millions	1,2 %	10
Divers	\$ 37,0 millions	1,2 %	9
Total	\$ 3 067,6 millions		

TABLEAU 17. PAYS D'ORIGINE ET MONTANT TOTAL DES MARCHÉS (1989–2007)
(au 31 décembre 2007 – en milliers de dollars)

Allemagne	\$ 81 292
Argentine	\$ 292 689
Autriche	\$ 358
Bahamas	\$ 2 612
Barbade	\$ 11 250
Belgique	\$ 272
Belize	\$ 8 227
Bolivie	\$ 12 142
Brésil	\$ 186 766
Chili	\$ 135 458
Colombie	\$ 32 755
Corée, République de	\$ 457
Costa Rica	\$ 72 169
Danemark	\$ 8 071
El Salvador	\$ 15 921
Équateur	\$ 21 893
Espagne	\$ 22 200
États-Unis	\$ 409 934
Finlande	\$ 2 240
France	\$ 15 803
Guatemala	\$ 49 707
Guyana	\$ 600
Honduras	\$ 57 498
Israël	\$ 13 530
Italie	\$ 48 121
Jamaïque	\$ 42 940
Japon	\$ 22 170
Mexique	\$ 100 437
Nicaragua	\$ 23 653
Norvège	\$ 7 551
Panama	\$ 13 913
Paraguay	\$ 10 360
Pays-Bas	\$ 55 327
Pérou	\$ 72 813
République dominicaine	\$ 30 043
Suède	\$ 5 889
Suisse	\$ 27 972
Trinité-et-Tobago	\$ 1 000
Uruguay	\$ 69 698
Venezuela	\$ 37 281
Régional	\$ 18 530
Total	\$ 2 041 541

TABLEAU 18. OPÉRATIONS APPROUVÉES EN 2007

Pays	Secteur	Nom de l'entreprise	Montant approuvé	Coût total du projet
Argentine	Bétail et aviculture	Avex, S.A.	\$ 3 000 000	\$ 30 000 000
	Services financiers	Garantizar, S.G.R.	\$ 10 650 000	\$ 12 800 000
		HSBC Bank Argentina, S.A.	\$ 25 000 000	\$ 25 000 000
	Services publics et infrastructure	Terminal de Servicios Portuarios Patagonia Norte, S.A.	\$ 4 000 000	\$ 7 700 000
Bolivie	Services financiers	Banco Los Andes ProCredit, S.A.	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
Brésil	Services financiers	Banco ABN AMRO Real, S.A.	\$ 15 000 000	\$ 100 000 000
		Banco Daycoval, S.A.	\$ 12 500 000	\$ 12 500 000
		Banco Itaú, S.A.	\$ 15 000 000	\$ 100 000 000
		BPN Brasil Banco Múltiplo, S.A.	\$ 5 000 000	\$ 30 000 000
		Unik, S.A.	\$ 2 500 000	\$ 16 000 000
Chili	Agriculture et agro-industrie	Compañía Agropecuaria Copeval, S.A.	\$ 5 000 000	\$ 10 000 000
		Aquaculture et pêche	Austral Food, S.A.	\$ 3 000 000
	Aquaculture et pêche	Invertec Pesquera Mar de Chiloé, S.A.	\$ 10 000 000	\$ 15 000 000
		Pesquera Trans Antartic, Ltda.	\$ 4 000 000	\$ 10 700 000
		Services financiers	Banco BICE	\$ 20 000 000
	Services financiers	Factorline, S.A.	\$ 15 000 000	\$ 15 000 000
Colombie	Agriculture et agro-industrie	Productos Naturales de la Sabana, S.A.	\$ 7 648 000	\$ 26 100 000
		Ecofair, S.A.	\$ 2 000 000	\$ 10 500 000
	Services financiers	Banco de Comercio Exterior de Colombia, S.A.	\$ 15 000 000	\$ 15 000 000
Costa Rica	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Prima, S.A.	\$ 200 000	\$ 200 000
	Services financiers	Banca Promérica, S.A.	\$ 3 000 000	\$ 30 000 000
		Banco Improsa, S.A.	\$ 10 000 000	\$ 10 000 000
El Salvador	Agriculture et agro-industrie	Tefex, S.A. de C.V.	\$ 1 225 000	\$ 4 485 000
	Technologie, communications et nouvelle économie	Consultores en Telecomunicaciones, Electricidad y Electromédica, S.A. de C.V.	\$ 185 000	\$ 300 000

TABLEAU 18 (CONT.) OPÉRATIONS APPROUVÉES EN 2007

Pays	Secteur	Nom de l'entreprise	Montant approuvé	Coût total du projet
Équateur	Bois, pâte et papier	Aglomerados Cotopaxi, S.A.	\$ 5 000 000	\$ 16 000 000
		Papelera Nacional, S.A.	\$ 10 000 000	\$ 20 300 000
	Produits manufacturés généraux	Compañía Ecuatoriana del Caucho, S.A.	\$ 6 000 000	\$ 6 000 000
	Services financiers	Banco Pichincha, S.A.	\$ 5 000 000	\$ 5 000 000
		Banco ProCredit, S.A. Ecuador	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
Mexique	Aquaculture et pêche	Operadora Pesquera del Oriente, S.A. de C.V.	\$ 1 000 000	\$ 1 000 000
	Services financiers	Agrofinanzas, S.A. de C.V. (SOFOL)	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
		Banco Compartamos, S.A. de C.V.	\$ 30 000 000	\$ 30 000 000
		Credipyme, S.A. de C.V.	\$ 1 000 000	\$ 1 000 000
		FICEN, S.A. de C.V. (SOFOL)	\$ 1 000 000	\$ 1 000 000
		Fomento Hipotecario, S.A. de C.V. (SOFOL)	\$ 1 500 000	\$ 1 500 000
		Grupo FinTerra, S.A. de C.V. (SOFOL)	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
		HIR PYME, S.A. de C.V. (SOFOL)	\$ 1 150 000	\$ 1 350 000
	Pure Leasing, S.A. de C.V.	\$ 14 000 000	\$ 14 000 000	
Services non financiers	Docuformas, S.A. de C.V.	\$ 1 500 000	\$ 10 000 000	
Nicaragua	Agriculture et agro-industrie	NicFOODS, S.A.	\$ 125 000	\$ 150 000
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Fábrica de Productos Lácteos La Completa, S.A.	\$ 275 000	\$ 500 000
		Kola Shaler Industrial, S.A.	\$ 250 000	\$ 300 000
	Produits manufacturés généraux	Acabados Rústicos, S.A.	\$ 250 000	\$ 620 000
	Services financiers	Banco de Finanzas, S.A.	\$ 10 000 000	\$ 10 000 000
		Financiera Nicaragüense de Desarrollo, S.A.	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
		Banco ProCredit, S.A. Nicaragua	\$ 3 000 000	\$ 3 000 000
Technologie, communications et nouvelle économie	Ideay, Equipos y Sistemas, S.A.	\$ 150 000	\$ 175 000	
Textiles, habillement et cuirs	Cone Denim de Nicaragua, S.A.	\$ 15 000 000	\$ 95 000 000	
Paraguay	Agriculture et agro-industrie	Altair Joao Gelain	\$ 400 000	\$ 1 200 000
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	Bebidas del Paraguay, S.A. et Distribuidora del Paraguay, S.R.L.	\$ 4 000 000	\$ 8 000 000
	Produits manufacturés généraux	Hardy, S.A.E.C.A.	\$ 170 000	\$ 170 000

TABLEAU 18 (CONT.) OPÉRATIONS APPROUVÉES EN 2007

Pays	Secteur	Nom de l'entreprise	Montant approuvé	Coût total du projet
Pérou	Agriculture et agro-industrie	Agrindustrias San Jacinto, S.A.A.	\$ 4 000 000	\$ 13 620 000
		Green Perú, S.A.	\$ 5 000 000	\$ 12 000 000
	Services financiers	América Leasing, S.A.	\$ 8 000 000	\$ 8 000 000
		HSBC Bank Perú, S.A.	\$ 20 000 000	\$ 20 000 000
		Mibanco, Banco de la Micro-Empresa, S.A.	\$ 7 000 000	\$ 7 000 000
		Scotiabank Perú, S.A.A.	\$ 40 000 000	\$ 85 000 000
Suriname	Produits manufacturés généraux	C. Kersten & Co. N.V.	\$ 4 000 000	\$ 32 000 000
Trinité-et-Tobago	Services financiers	RBTT Financial Holdings Ltd.	\$ 40 000 000	\$ 40 000 000
Uruguay	Agriculture et agro-industrie	Sociedad Anónima Molinos Arroceros Nacionales	\$ 2 500 000	\$ 5 000 000
Régional A, B, C et D	Fonds d'investissement	Darby ProBanco Fund II, L.P.	\$ 5 000 000	\$ 90 000 000
Régional C/D seulement	Services financiers	La Hipotecaria, S.A. et La Hipotecaria, S.A. de C.V.	\$ 20 000 000	\$ 20 000 000
Total			\$ 470 178 000	\$ 1 078 170 000

TABLEAU 19. OPÉRATIONS DE COFINANCEMENT EN 2007

Nom de l'entreprise	Montant brut approuvé	
	SII	Cofinancement
Agroindustrias San Jacinto, S.A.A.	\$ 4,0 millions	\$ 4,5 millions
Banco ABN AMRO Real, S.A.	\$ 15,0 millions	\$ 85,0 millions
Banco Itaú, S.A.	\$ 15,0 millions	\$ 85,0 millions
BPN Brasil Banco Múltiple, S.A.	\$ 5,0 millions	\$ 25,0 millions
Cone Denim de Nicaragua, S.A.	\$ 15,0 millions	\$ 20,0 millions
Pesquera Trans Antartic, Ltda.	\$ 4,0 millions	\$ 6,7 millions
Scotiabank Perú, S.A.A.	\$ 40,0 millions	\$ 45,0 millions
Sociedad Anónima Molinos Arroceros Nacionales	\$ 2,5 millions	\$ 2,5 millions
Total	\$ 100,5 millions	\$ 273,7 millions

La SII a également fourni de l'assistance technique à des entreprises privées pour diverses études techniques souvent nécessaires pour développer et concevoir un projet. Dans le cadre du programme de la SII de renforcement des capacités en matière de gestion environnementale pour les institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes, la SII forme aussi les banques aux opportunités ayant trait à des projets d'énergie durable, d'efficacité énergétique et de financement carbone.

La SII dispose à la fois des outils et de l'expérience nécessaires pour encourager une plus grande participation des banques d'Amérique latine et des Caraïbes dans le domaine du financement carbone. Les banques ayant des lignes de crédit de la SII peuvent également avoir accès à de l'assistance technique non remboursable de la part de la Société pour toute une gamme d'études et pour soutenir leurs clients dans l'accès au marché des crédits carbone. La SII cherche également à établir des partenariats avec des institutions locales pour multiplier son financement, ses fonds d'assistance techniques et son expérience de la promotion du développement d'un grand nombre de projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique et de financement carbone en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les efforts de la SII font partie intégrante de ceux déployés par la SECCI du Groupe de la BID.

La SII est activement impliquée dans le processus de stratégie de développement du secteur privé pour tout le Groupe de la BID. Ce processus qui fonctionne au niveau de chaque pays constitue un cadre commun permettant d'assurer la coordination au niveau pays entre la SII, le MIF et le Département des financements structurés et des entreprises de la BID.

Fonds multilatéral d'investissement

En 2004, la SII et la BID, en sa qualité d'administrateur du MIF, ont conclu un protocole d'accord pour poursuivre leur collaboration et définir de nouveaux mécanismes permettant d'apporter assistance technique et financement aux PME. Elles sont convenues de collaborer à la recherche d'institutions financières souhaitant engager leurs propres ressources humaines et financières dans le développement de programmes de financement spécifiques pour les petites et moyennes entreprises, et susceptibles de bénéficier de la combinaison de l'assistance technique du MIF et du financement de la SII pour renforcer leur capacité de travail avec le secteur des PME.

Le Mécanisme SII/MIF de financement des petites et moyennes entreprises qui en est résulté vise à aider les institutions financières à répondre aux questions de financement, des coûts de transaction et de gestion des risques qui limitent leur capacité de prêt aux PME.

La SII et le MIF ont élaboré, en tant que nouvelle ramification de leur programme conjoint avec les institutions financières, une stratégie commune de travail avec les institutions de microfinance et travaillent ensemble sur des initiatives appuyant les efforts du Groupe de la BID pour réaliser les objectifs en matière de prêts de la Déclaration de Nuevo León.

Département des financements structurés et des entreprises

Une équipe composée de membres de la SII et du Département de financements structurés et des entreprises de la BID (anciennement connu sous le nom de Département du secteur privé) a reçu le prix Ortiz Mena pour son travail d'équipe sur un projet du

Groupe de la BID consistant à mettre en place un montage financier global destiné à apporter du financement à l'entreprise du Suriname C. Kersten & Co. N.V. Le projet Kersten constitue une série de premières :

- Première opération de prêt du Groupe de la BID au secteur privé du Suriname
- Première opération de cofinancement entre la BID et la SII
- Première opération du Groupe de la BID faisant intervenir des partenaires de cofinancement surinamais et trinidiens
- Premier prêt de la BID au secteur privé en application du mandat élargi du secteur privé approuvé par les Gouverneurs de la Banque en 2006

Le projet est un exemple de la façon dont les différents guichets secteur privé du Groupe de la BID peuvent coopérer efficacement dans les pays C et D en mettant en commun leurs compétences, leurs connaissances locales et leurs contacts sur les marchés financiers régionaux.

AUTRES PROGRAMMES ET INITIATIVES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Fonds fiduciaire et assistance technique

Les activités des fonds fiduciaires et d'assistance technique de la SII ont été mises en place pour fournir et gérer le soutien aux activités de coopération technique de la SII, qui sont avant tout financées par les fonds fiduciaires établis par les pays membres de la SII. La Division finance et gestion des risques gère les fonds fiduciaires, coordonne les relations avec les donateurs individuels de fonds fiduciaires et collabore avec tous les départements et les unités de la SII pour

concevoir, mettre en œuvre et assurer le suivi des activités d'assistance technique.

Il est évident que l'assistance technique bénéficie aux clients de petite et moyenne taille sur lesquels se centrent principalement les activités de la SII dans la région. Cette assistance les aide à améliorer leurs compétences en gestion, à corriger les déficiences environnementales, à mener les études de secteur et de marché nécessaires et à résoudre d'autres défis techniques.

La SII trouve également avantage à participer à des projets d'assistance technique car ils créent un important effet de démonstration pour d'autres PME qui envisagent de professionnaliser leurs opérations. L'assistance technique permet aussi à la SII de financer des PME qui ne peuvent ou hésitent à investir les ressources nécessaires pour mettre en œuvre les changements identifiés.

Enfin, les pays qui contribuent aux fonds fiduciaires bénéficient de la visibilité qu'ils acquièrent par l'intermédiaire de ces programmes, des opportunités de marchés et de services-conseils provenant du développement de projets ainsi que de l'expérience acquise de par leur participation.

L'assistance technique qu'offre la SII est centrée sur les PME clientes et sur les domaines cruciaux suivants :

- Services-conseils pré-investissement conçus pour évaluer la faisabilité du projet et pour préparer une entreprise au financement à moyen et long terme offert par la SII et d'autres prêteurs. Au nombre de ces services-conseils, on peut citer les études de secteur et de marché et l'évaluation de projets spécifiques à l'étude pour financement.
- Assistance technique aux PME qui sont des clientes potentielles de la SII mais

qui ont besoin d'aide pour s'améliorer dans des domaines comme la conformité environnementale ou les systèmes informatiques, ainsi que d'assistance juridique et de services de conseil en matière de gestion. Cette assistance technique est également disponible pour les clients existants qui ont besoin d'améliorer certains aspects de leurs opérations.

La SII travaille actuellement avec les donateurs de fonds suivants pour mener des projets d'assistance technique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Autriche

Ce fonds a été mis en place en septembre 1999 entre la SII et Finanzierungsgarantie-Gesellschaft m.b.H. du gouvernement autrichien. Il est centré sur le financement de l'assistance technique dans toute la région Amérique latine et Caraïbes. Un exemple notable de l'utilisation de ce fonds fiduciaire est le financement des services-conseils liés aux crédits carbone devant être générés par Sinersa, une centrale hydroélectrique de 15,4 mégawatts au Pérou. Le fonds a également financé un programme de gestion des bassins versants pour le fleuve Abanico en Équateur.

L'Austrian Fund affectera plus de 100 000 dollars à l'assistance technique aux PME des Caraïbes dans le cadre du programme FINPYME qui sera lancé en 2008 aux Bahamas, à la Barbade, à la Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago. De plus amples détails du programme FINPYME sont fournis dans une autre rubrique du présent rapport annuel.

Danemark

Le gouvernement du Danemark et la SII ont créé le Consulting Services Trust Fund en 2003. Depuis lors, le fonds a financé des services-conseils liés au soutien opérationnel et technique de la SII aux PME d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le fonds se concentre plus spécialement sur des projets au Nicaragua et en Bolivie où ses ressources ont servi à mener une évaluation environnementale de l'exploitation d'une usine de textile. Parmi les autres projets figurent une analyse technique de la faisabilité de services de réparation et de construction navale en République dominicaine, une évaluation de la faisabilité technique et financière d'une centrale électrique au Guatemala, l'étude de la viabilité de projets de récupération et de combustion du biogaz de quatre décharges municipales en Équateur et une étude visant à soutenir le secteur agricole au Nicaragua alors qu'est prévu un réseau d'entrepôts frigorifiques à l'échelle nationale.

Italie

Le premier fonds fiduciaire de la SII a été créé en 1992 avec la Direction générale de la coopération pour le développement du Ministère italien des affaires étrangères. Il est fait appel au fonds pour la préparation d'études de préfaisabilité et de faisabilité, pour la mise en place de programmes pilotes, pour la prestation d'assistance technique ayant trait à l'amélioration de projets existants et au transfert de technologie.

Au nombre des projets en cours figurent le Programme italien de développement des PME, un projet au Paraguay visant à évaluer les terres, les travaux de génie civil et les améliorations à apporter à l'entreprise agro-industrielle Tecnomyl et un atelier sur la gestion stratégique et la gouvernance des entreprises familiales au Panama avec des experts de l'université italienne SDA Bocconi.

Par ailleurs, le gouvernement italien finance actuellement un mécanisme de 75 millions d'euros qui permet d'offrir des prêts à long terme à des PME argentines, par l'entremise d'un fonds fiduciaire spécial pour leur développement durable.

République de Corée

En 2005, la SII et le gouvernement de la République de Corée ont créé le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME pour financer des activités d'assistance technique non remboursables et d'autres activités de soutien à la mission et aux opérations de la SII dans ses pays membres en développement dans la région, de préférence dans les économies plus petites et moins développées. Cet appui financier a permis à la SII de lancer son programme FINPYME.

La SII a signé des protocoles d'accord séparés avec la Banque coréenne d'import-export, la Fédération coréenne des petites entreprises et la Korea International Trade Association afin de promouvoir le développement du commerce entre les entreprises et institutions coréennes et celles d'Amérique latine et des Caraïbes.

La SII a utilisé ce fonds pour les six programmes stratégiques mentionnés ci-après.

- **FINPYME.** FINPYME est un outil diagnostique permettant d'analyser les PME et de faire des recommandations spécifiques sur la manière d'améliorer leur position vis-à-vis de la concurrence (voir l'encadré « Pleins feux sur FINPYME »).
- **Énergie renouvelable/efficacité énergétique.** Les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique sont ceux qui obtiennent de l'énergie de sources qui sont essentiellement inépuisables, au contraire des combustibles fossiles, par exemple, dont les gisements sont limités. La SII est tout particulièrement intéressée par des projets d'énergie renouvelable tels que l'énergie hydroélectrique à petite échelle, la biomasse/le biogaz (des sites d'enfouissement), et l'énergie éolienne, solaire et géothermique. Les projets pris en considération pour montrer l'amélioration de l'efficacité énergétique sont ceux

qui entraînent la fourniture d'énergie avec réduction de la consommation énergétique. Ces économies d'énergie sont généralement obtenues par l'installation de matériel techniquement plus avancé qui produit le même niveau de prestations pour l'utilisateur final (que ce soit par exemple des améliorations d'éclairage, de chauffage, de moteur d'entraînement, de chaudière) avec moins d'électricité. Parmi les projets potentiels d'efficacité énergétique figurent ceux qui améliorent l'utilisation d'énergie dans les bâtiments (comme les hôpitaux, les logements, les universités et les hôtels) et dans les processus industriels et agricoles. En 2007, la SII a engagé un spécialiste international chargé d'établir un programme d'audit d'efficacité énergétique pour les clients existants et potentiels de la SII.

- **Transfert de technologie et de savoir-faire pour le développement du secteur privé.** Dans ce domaine, la SII envisage d'analyser ce qui a fonctionné ailleurs dans des conditions semblables et de voir le genre de technologie et de savoir-faire qui pourrait être transféré avec succès en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le programme commence par une sélection pays et secteur puis procède à une analyse en détail pour identifier les entreprises qui pourraient bénéficier directement d'un transfert de technologie et de savoir-faire de la part d'une entreprise partenaire étrangère en collaboration avec la SII. Ce programme aura de plus l'avantage d'encourager une coopération commerciale entre l'Amérique latine et les Caraïbes et la république de Corée.
- **Promotion des meilleures pratiques pour la bonne gouvernance des petites et moyennes entreprises familiales.** Ce programme a pour principal objectif de diffuser de bonnes pratiques de



Pleins feux sur FINPYME

L'initiative FINPYME (Financiación Innovadora de PYME, www.finpyme.org) a été soumise à l'origine au Conseil d'administration de la SII en 2000. En 2000 et 2001, l'initiative a consisté à utiliser, en tant que projet pilote, une méthodologie d'identification et d'évaluation des projets permettant de rendre les PME plus compétitives. Elle a également été créée pour augmenter la filière de projets de la Société, normaliser le traitement des projets et recueillir des informations utiles sur la conjoncture économique dans laquelle opère le secteur privé de la région. La mise en œuvre du programme 2000-2001 a été en partie financée par le Spanish Consultant Trust Fund tandis que le reste du financement provenait du budget de la SII. Dans le cadre de ce programme, 50 PME boliviennes et chiliennes ont été soumises à des examens diagnostiques et à des évaluations. Ces entreprises ont également reçu des recommandations sur la façon de devenir plus compétitives. Les examens diagnostiques, gratuits pour les entreprises faisant partie du programme pilote, ont été suivis par une évaluation d'admissibilité à des prêts de la SII pour des investissements à réaliser par les entreprises les mieux classées ayant des projets d'investissement.

Avec l'adhésion de la république de Corée à la SII en 2005 et la création du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME, il y a eu un renouveau d'intérêt pour la mise à jour et le redémarrage du programme FINPYME, notamment dans les pays C et D de la région Amérique latine et Caraïbes. FINPYME était en fait le premier programme développé dans le cadre des programmes stratégiques du fonds fiduciaire et, vers le milieu de l'année 2006, le programme a été approuvé et les activités ont démarré.

Il avait été convenu lors de cette approbation que le programme commencerait en Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), au Panama et en République dominicaine. Après avoir finalisé la méthodologie FINPYME vers le milieu de 2006, la SII a sélectionné une université dans chaque pays qui puisse agir comme son agent FINPYME. Ces universités ont été formées à la méthodologie et ont créé des bases de données des PME qui ont été invitées au lancement officiel dans chaque pays en février 2007.

Ces lancements ont beaucoup attiré l'attention du public, avec 86 services d'information assistant aux lancements et 27 interviews accordées aux médias par les membres de l'équipe FINPYME, le Directeur exécutif de la SII pour l'Amérique centrale et le Directeur général de la SII.

En février 2007, 1 101 représentants
de 635 entreprises de 7 pays ont participé
aux lancements du FINPYME.

Le tableau ci-après récapitule, pays par pays, le niveau de participation et l'intérêt exprimé par les PME à participer à ce programme. Grâce à la publicité générée et aux efforts continus de l'équipe FINPYME, de nouvelles demandes de participation ont continué à être reçues jusqu'à mi-2007.

	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Honduras	Nicaragua	Panama	République dominicaine	Total
Participants	160	385	221	155	146	44	210	1 101
Entreprises	121	246	116	96	86	18	105	635
Demandes	75	55	78	60	36	13	46	363
Diagnostics sélectionnés	43	39	42	29	20	7	24	204
Diagnostics « en réserve »	12	2	3	12	10	0	4	43
Diagnostics menés par les universités	12	21	8	4	9	11	8	73

En El Salvador, un second lancement moins officiel a été mené à bien fin février pour les entreprises qui n'avaient pu participer au lancement officiel.

Figurent sur le tableau suivant des données complémentaires sur les entreprises sélectionnées.

Entreprises avec chiffre d'affaires annuel <\$ 500 000	36 (19 %)
Total des ventes des entreprises sélectionnées	\$ 433 000 000
Total des besoins de financement	\$ 176 000 000
Total des emplois	23 027

Fin 2007, l'équipe FINPYME de la SII a fait une présentation au forum de la microentreprise FOROMIC en El Salvador. Dans le cadre de cette présentation, une entreprise médicale salvadorienne qui avait reçu un prêt de la SII suite aux résultats de l'examen diagnostique a exprimé sa satisfaction quant à son expérience du FINPYME.



Pleins feux sur les Caraïbes

Accord visant à stimuler le développement des PME dans les Caraïbes

La SII a un partenariat de longue date avec DFLSA, firme petite mais dynamique de services financiers des Caraïbes. DFLSA est une filiale de Development Finance Ltd. (DFL), qui a une expérience passée réussie du financement de PME dans toutes les Caraïbes orientales. Les deux groupes sont bien connus de la SII car la SII est actionnaire minoritaire de DFL et de DFLSA.

En 2007, la SII a signé un accord de participation avec DFLSA pour l'achat de participations dans les prêts originés par DFLSA en faveur de PME de Guyana et du Suriname pour construire un portefeuille à concurrence d'un million de dollars selon les paramètres établis dans le cadre de la LRPE qui a été approuvée en 2006.

Dans le cadre du programme, DFLSA sera à l'origine d'opportunités de prêts en son propre nom. Les prêts répondant aux critères d'investissement LRPE seront offerts à la SII pour une participation éventuelle pouvant aller jusqu'à 50 %. Les participations aux prêts oscilleront entre 100 000 et 600 000 dollars ; les fonds pourront servir pour des projets d'expansion, des améliorations d'immobilisations, du refinancement de dette et des besoins en fonds de roulement. La SII prévoit que 5 à 10 PME bénéficieront de ce programme sur une durée de 5 ans.

Initiative SII/ICWI pour les Caraïbes anglophones

Fin 2007, la SII et la société jamaïcaine ICWI Group ont signé une convention de mandat selon laquelle ICWI opérera comme l'agent de la SII à la Jamaïque, aux Bahamas et à la Barbade pour identifier et évaluer les entreprises pouvant potentiellement bénéficier de financement de la SII (jusqu'à un total de 3 millions de dollars) dans le cadre du programme LRPE. ICWI collaborera également avec la SII à la signature et au décaissement de chaque prêt, et une fois celui-ci décaissé, à la supervision de chaque prêt pour le compte de la SII.

Ce programme de mandat est très novateur dans la mesure où, jusqu'à ce jour, le programme LRPE n'a généré des projets que dans les pays où la SII a établi une présence locale. Dans le cadre de cette initiative dans les Caraïbes, les représentants d'ICWI Group seront formés par

la SII aux questions de crédit et à d'autres (comme par exemple les questions environnementales, de travail et l'impact sur le développement) avant de commencer leur travail. Pour pouvoir fournir les ressources nécessaires pour lancer ce programme novateur, le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME a accepté de financer les activités d'évaluation nécessaires pour déterminer l'admissibilité des petites entreprises à recevoir des prêts à moyen et long terme de la SII.

Caribbean-Central American Action, Miami

Cette conférence était centrée sur les coûts toujours élevés de l'énergie dans les Caraïbes et en Amérique centrale, notamment eu égard aux possibilités que renferment les biocarburants et autres options et sur la façon dont des problèmes de sécurité ou l'absence d'une approche globale de ces questions pouvait nuire à ces économies fragiles. Y a également été débattue la question de savoir si les gros investissements nouveaux dans la région en provenance d'Europe étaient une indication que les investisseurs et le marché américains prenaient leurs distances vis-à-vis de la région et avec quelle efficacité la région avait été en mesure de positionner ses propres intérêts.

La conférence a également piloté un événement visant à établir des liens entre des petites et moyennes entreprises des États-Unis et des opportunités et des partenaires des Caraïbes et d'Amérique centrale. La SII a participé à un panel de petites et moyennes entreprises et a parrainé une session parallèle où ont été données des informations sur les programmes LRPE et FINPYME.



gouvernance pour les entreprises familiales d'Amérique latine et des Caraïbes.

La SII a engagé en 2007 un consultant international pour l'aider à définir les activités qu'il conviendrait d'entreprendre dans le cadre de ce programme. En plus, grâce au financement fourni par l'Italian Trust Fund, la SII a organisé son premier atelier de formation sur la gouvernance des entreprises familiales à l'intention des clients de la SII, atelier qui est décrit dans une autre rubrique du présent Rapport annuel. La SII prévoit de lancer en 2008 des programmes similaires et d'apporter une assistance technique spécifique pour aider les entreprises à améliorer leur gouvernance.

- Développement et mise en œuvre de nouveaux mécanismes de financement.

Ce programme vise à soutenir et développer de nouveaux mécanismes de financement qui ne sont pas disponibles sur le marché local mais qui pourraient jouer un rôle de catalyseur en offrant aux PME de nouvelles options de financement et en renforçant le marché financier local. Le plan d'activités actuel de la SII comporte une composante destinée spécifiquement à soutenir le développement de nouveaux produits, à structurer des mécanismes financiers complexes et à effectuer des analyses de faisabilité juridique avec pour but d'offrir aux PME différentes options de financement. Ces nouveaux mécanismes de financement pourraient inclure des mécanismes de financement en monnaie locale comme des émissions d'obligations, des swaps et des garanties.

- Services-conseils généraux. Ce programme cible des activités comme des études de faisabilité, l'assistance technique pour les PME, des ateliers, le partage et la

diffusion de connaissances et la diffusion de questions relatives au cadre juridique des transactions sécurisées et des droits des créanciers.

Suisse

En 1994, la BID et le gouvernement de la Confédération suisse sont convenus d'un fonds fiduciaire de coopération technique en matière de services-conseils et d'activités de formation. Bien que ce fonds soit géré par la BID, l'accord a été modifié en juin 2004 pour y inclure des projets de financement présentés par la SII.

Le Fonds suisse de coopération technique se concentre sur l'apport d'assistance technique en Bolivie, au Costa Rica, en Équateur, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Pérou. Il a financé en 2007 deux initiatives clés :

- Diffusion du nouveau modèle de contrat certifié d'achat et de vente de réduction d'émissions (CERSPA). Le soutien du fonds a suivi un atelier de deux jours qu'a organisé la SII en octobre 2006 à son siège à Washington DC financé par le Fonds fiduciaire coréen, pour développer un modèle explicatif et disponible au public de contrat d'achat et de vente de crédits carbone qui tienne compte d'une manière plus équilibrée des intérêts des acheteurs, des vendeurs et des institutions financières. Plus de trente experts juridiques du secteur privé, de la société civile, des organisations intergouvernementales et des institutions financières du monde entier ont participé à cette initiative.

L'accord-type explicatif sera tout particulièrement utile pour un meilleur accès au financement des plus petits développeurs qui fréquemment n'ont pas accès à des conseillers juridiques internationaux au cours des phases de développement de leurs projets lorsqu'ils

sont confrontés aux négociations pour l'achat des crédits carbone qu'ils prévoient de générer.

À la suite de cet atelier, le Fonds suisse a financé la diffusion et la large distribution du modèle de CERSPA et du document explicatif, avec pour objectif d'éduquer le marché naissant du carbone et d'atteindre les promoteurs de projets et les vendeurs de RCE dans les pays en développement qui n'ont que peu voire pas accès à des consultations juridiques spécialisées.

- Outil de gestion du risque environnemental pour les institutions financières d'Amérique latine. Le second programme environnemental financé par le Fonds suisse a été le développement d'un outil de gestion du risque environnemental pour les institutions financières d'Amérique latine. Cet outil consiste en un CD-ROM interactif qui a pour but d'aider les utilisateurs à gérer les risques et les opportunités liés aux aspects environnementaux et sociaux des services financiers, l'accent étant mis sur toutes les informations relatives aux prescriptions réglementaires locales en matière d'environnement — informations auxquelles les hommes d'affaires n'ont pas toujours accès.

GOVERNANCE

Structure de la SII

Assemblée des Gouverneurs

Tous les pouvoirs de la Société reposent dans l'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un représentant de chaque pays membre et de son suppléant. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des

états financiers vérifiés de la Société et l'amendement de l'Accord constitutif de la SII.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la Société et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet l'Accord constitutif de la SII ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la Société, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les treize membres et les treize suppléants du Conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans et représentent un ou plusieurs pays de la Société.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes : l'Administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la Société, deux administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un administrateur représentant les autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

Direction

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la Société. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des Gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la Société à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Le Directeur général est responsable des cadres et des employés

de la Société. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, il est chargé des affaires ordinaires de la Société et, en consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du renvoi des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

Personnel

Pour remplir sa mission multilatérale, la SII dispose de 98 postes au décembre 31 2007. Il y a 21 membres du personnel régional dans 8 pays (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Paraguay et Uruguay) et le reste au siège à Washington DC. Parmi ces



SII Chili



SII Uruguay



SII Argentine



SII Colombie



SII Costa Rica



SII Paraguay



SII Honduras



SII Nicaragua

derniers, on compte 17 chargés d'investissement qui travaillent directement à l'introduction et à l'élaboration de nouveaux projets et 8 qui sont affectés à plein temps à la supervision directe d'un portefeuille de 143 projets d'entreprises et d'institutions financières. Cette supervision comporte des visites annuelles sur le terrain.

Le reste du personnel, qui comprend la Division juridique, la Division finances et gestion des risques et les unités efficacité développementale et stratégie institutionnelle, crédit, gestion et supervision du portefeuille, affaires institutionnelles et opérations spéciales, apporte son soutien au département des opérations.

Décentralisation

Pour servir ses clients de manière plus efficace, la SII a continué à augmenter le nombre de ses agents basés dans la région et le nombre de pays où travaille son personnel. En 2007, la SII avait une présence régionale dans huit pays, contre trois en 2002.

Comités permanents

Comité de crédit

- Examine les nouvelles opérations et émet des recommandations au Directeur général concernant la soumission au Conseil d'administration pour approbation.

Président : Chef de l'unité Crédit

Comité élargi de crédit

- Examine les transactions soumises par le Fonds multilatéral d'investissement de la BID liées aux fonds d'investissement pour les micro-entreprises.

Président : Chef de la division Finances et gestion des risques

Comité d'éthique

- Encourage et facilite les consultations du personnel et de la direction de la SII et la résolution de questions déontologiques lorsqu'elles se présentent.
- Chargé de l'interprétation, de la mise en œuvre et de l'application du code d'éthique de la SII et des recommandations concernant les changements nécessaires en tant que de besoin.

Président : Conseiller juridique

Comité finance et trésorerie

- Examine les stratégies proposées en matière de gestion des avoirs liquides, de financement, de risque de marché, de risque de liquidité, de planification financière, des conséquences possibles de l'évolution des taux d'intérêt et des besoins de liquidité.
- Président : Directeur général adjoint

Comité de gestion de l'information et des dossiers

- Examine et approuve les politiques et procédures de gestion des dossiers et garantit leur conformité.

Président : Chef de l'unité Affaires institutionnelles

Comité des opérations spéciales

- Émet des recommandations et fait des suggestions à l'unité des opérations spéciales sur les stratégies, les priorités générales, et les propositions spécifiques de recouvrement de prêts et de plans de restructuration.

Président : Chef de l'unité Crédit

Comité des procédures et directives internes

- Conçoit les politiques, procédures et directives favorables à l'efficacité des opérations et au flux des informations.

Président : Directeur général adjoint

Comité des ressources humaines

- Supervise les programmes de formation du personnel et s'occupe des préoccupations du personnel.
- Conseille l'unité des ressources humaines sur les promotions et les évaluations de personnel.

Président : Chef de l'unité Crédit

Comité de supervision du portefeuille

- Surveille la qualité d'ensemble du portefeuille de la SII et examine l'état d'avancement du cycle de supervision du portefeuille, y compris la validation et l'approbation des classifications de risques.
- Approuve les directives et les procédures de supervision.
- Examine les actions spécifiques destinées à atténuer les risques et à protéger les intérêts de la SII dans des projets donnés.

Président : Chef de la division Finances et gestion des risques



Investir dans le développement



DE GAUCHE À DROITE : Mario Mahler, Juan Fonseca, Jorge Ciurlizza, Hernando Lesme, Johnny Jirón, Ana María Orellana, Gregory DaRe, Gustavo Romero, Ángela Miller, Javier Barsantini, Diego Nosedá, Javier Hernández, Olga de Narváez, David Levy, John Beckham.

SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS DE L'ANNÉE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Les opérations de l'année sont présentées d'une manière qui révèle l'impact global des activités de financement de la SII. Outre les approbations de prêts directs, y apparaissent des informations sur les prêts, les investissements et les opérations de cofinancement avec des intermédiaires financiers approuvés en 2007 qui donnent un important effet de levier aux ressources fournies directement par la SII. Le rapport donne également des chiffres concernant les marchés de biens et de services provenant des pays membres de la SII (27 millions de dollars en 2007).

Les opérations décrites dans la présente section représentent des prêts et des programmes d'un montant total de 470 millions de dollars. Cette année, les huit prêts cofinancés permettront de mobiliser 273 millions de dollars de financement supplémentaire, augmentant d'autant les ressources disponibles pour les petites et moyennes entreprises de la région.

CONDITIONS À REMPLIR POUR L'APPROBATION D'UN PROJET

Normes environnementales et du travail

Avant d'être soumises au Conseil d'administration, les nouvelles opérations passent par un processus d'examen sur le plan de l'environnement et du travail qui comprend, le cas échéant, une évaluation des éléments suivants :

- situation de référence sur le plan environnemental, degré de conformité avec la législation, les réglementations et les normes nationales applicables à l'environnement ;
- utilisation durable des ressources naturelles, contrôle de la pollution ;
- gestion des déchets ;
- utilisation de substances dangereuses ;
- analyse des principaux risques ;
- sécurité et hygiène du travail ;
- sécurité incendie et des personnes ;

Le site Web de la SII (www.iic.int) donne des informations sur la manière de présenter une demande de financement. Les demandes de renseignement peuvent également être adressées au personnel de la SII de la région ou directement au siège à Washington DC. Il y a sur le site Web un formulaire de demande initiale qui, une fois rempli par l'entreprise ou l'institution financière à la recherche d'un financement, est transmis directement à la division appropriée de la SII.

- protection de la santé des personnes, des biens culturels, des populations tribales, des espèces menacées d'extinction et des écosystèmes sensibles ;
- questions de déplacement de population.

Ce processus s'applique tant aux projets que la SII financera directement qu'à ceux qu'elle financera par le biais d'un intermédiaire financier. Un résumé de chaque projet, y compris de toutes les questions relatives à l'environnement et au travail, est affiché sur le site Web de la SII 30 jours avant la date prévue de son approbation par le Conseil d'administration. La SII surveille la performance environnementale et les pratiques de travail des projets ainsi que leurs données financières, pendant toute la durée de chacun des projets.

Tous les intermédiaires financiers avec lesquels la SII travaille sont contractuellement tenus d'envoyer des représentants aux ateliers sur l'environnement afin d'apprendre comment intégrer les pratiques de gestion de l'environnement dans leurs propres opérations et transformer les bonnes pratiques environnementales en avantages concurrentiels. Les ateliers portent tout particulièrement sur la responsabilité de ces institutions en matière de suivi des aspects environnementaux des projets qu'elles financent avec des fonds de la SII.

PROJETS DE PORTÉE RÉGIONALE

Darby ProBanco Fund II, L.P.

PRISE DE PARTICIPATION : à hauteur de 5 millions de dollars

Darby ProBanco Fund II est un nouveau fonds de placement privé à effet de levier géré par Darby Overseas Investments. Il affectera au moins 60 % de ses investissements sous la forme de prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation au secteur des services financiers (banques, institutions financières

non bancaires, instruments spéciaux et autres entreprises de services financiers) des pays d'Amérique centrale. Les sociétés de services financiers s'adressant au marché intermédiaire recevront ainsi des fonds dont elles ont bien besoin. D'autres investissements viendront s'y ajouter au Mexique et en Colombie, ciblés sur les petits intermédiaires financiers.

Ce fonds profitera de la consolidation en cours en Amérique centrale ainsi que des nouvelles opportunités sur de nouveaux créneaux. De plus, il fournira aide et savoir-faire dans les domaines de la gouvernance des entreprises, de la technologie, de l'efficacité et des stratégies de financement. Quelque 20 000 petites et moyennes entreprises devraient bénéficier de ses investissements.

L'investissement de la SII, estimé à 11 % du total des fonds propres du fonds, est le second dans un fonds géré par Darby Overseas Investments. Cette participation, comme la première, devrait lui attirer des investisseurs privés motivés par la sophistication croissante du secteur des services financiers de la région.

L'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), agence du gouvernement américain, a approuvé un prêt de 45 millions de dollars au fonds, augmentant d'autant sa taille et lui permettant de faire des investissements plus importants et plus significatifs.

La Hipotecaria, S.A. et La Hipotecaria, S.A. de C.V.

PRÊT : à hauteur de 20 millions de dollars

La Hipotecaria, S.A. est une institution financière panaméenne qui accorde, assure le service et titrise des prêts résidentiels adossés à des hypothèques. Depuis sa création, elle a accordé des prêts hypothécaires à plus de 10 000 familles dont le revenu moyen varie entre 400 et 800 dollars par mois. Une société apparentée, La Hipotecaria, S.A. de C.V., travaille au Salvador.

Le prêt de la SII à ces deux sociétés servira de ligne de réserve pour financer l'ouverture de prêts adossés à des hypothèques dans les deux pays à des fins de titrisation ultérieure. Cette opération rendra possible la construction de quelque 800 logements d'un prix moyen de 25 000 dollars. Il permettra ainsi d'améliorer les conditions de vie de familles à revenu intermédiaire et intermédiaire de tranche inférieure en les aidant à acheter ce qui, pour beaucoup d'entre elles, sera leur premier logement.

Les prêts adossés à des hypothèques sont une excellente source de financement à long terme et, en offrant aux investisseurs privés et institutionnels des occasions de diversifier leurs investissements, ils contribuent au développement et à l'approfondissement des marchés financiers. La titrisation des hypothèques a d'autres avantages pour les marchés locaux, à savoir normalisation de la documentation et des normes de qualité des prêts, amélioration des systèmes déclaratifs et meilleur alignement de l'actif et du passif des prêteurs. Ces avantages contribuent à rendre les prêteurs plus compétitifs.

Bien que plusieurs émissions de titres adossés à des hypothèques aient été lancées par des banques locales au Panama au cours des dernières années, aucune ne l'a été à l'international. Cette opération devrait avoir un effet de démonstration qui renforcera l'intérêt des investisseurs dans d'autres projets de titrisation.

ARGENTINE

Avex, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Avex a commencé en 2007 à produire et commercialiser, surtout à l'exportation, de

la viande de volaille et des produits dérivés. Au départ, ses opérations comportaient un couvoir, des installations d'engraissement, une usine de traitement et une provenderie. Un centre d'élevage y sera ajouté pour renforcer le cycle de production. Grâce son intégration verticale, Avex envisage d'accroître son efficacité, de réduire ses coûts et de renforcer sa position concurrentielle sur les marchés internationaux.

Entreprise naissante, Avex avait des difficultés à obtenir du financement à long terme à des conditions raisonnables. Le prêt de la SII financera son fonds de roulement et lui donnera les ressources financières nécessaires pendant la phase critique de son développement.

Le projet s'appuie sur l'avantage compétitif de l'Argentine en matière de production et d'exportation de céréales et, par extension, de produits avicoles. Tous les intrants d'Avex étant d'origine locale, la SII prévoit que chaque dollar investi générera 39 dollars de devises nettes. Elle estime aussi que le projet créera quelque 300 emplois directs.

Garantizar, S.G.R.

PROGRAMME : à hauteur de l'équivalent en pesos argentins de 10 millions de dollars

Dans le cadre d'un programme novateur visant à améliorer l'accès à du financement à long terme, la SII fournira à hauteur de 30 millions de pesos argentins (environ 10 millions de dollars) de prêts en monnaie locale à des petites et moyennes entreprises argentines. Les prêts seront abondés par des emprunts de la SII sur le marché local et garantis par un nantissement de Garantizar.

Garantizar est une société de garantie mutuelle (*sociedad de garantía recíproca* ou S.G.R.) qui accorde des garanties à long terme à ses actionnaires participants. Son capital social est détenu à hauteur de 51 % par des petites et moyennes entreprises

privées. Les garanties permettent aux micro, petites et moyennes entreprises d'avoir accès à du financement à long terme à des taux d'intérêt qu'il ne leur serait pas possible d'obtenir autrement. Elles peuvent devenir plus concurrentielles grâce à ce financement plus abordable qui leur permet d'augmenter leurs fonds de roulement, d'allonger les termes de leurs comptes clients, de moderniser leurs installations de production ou de lancer de nouvelles lignes de produits.

La SII investira aussi à hauteur de 800 000 pesos argentins (environ 260 000 dollars) dans le capital social de Garantizar, ce qui correspond à une prise de participation d'environ 11 %. C'est la première fois qu'une organisation multilatérale participe au capital social d'une société de garantie mutuelle en Argentine.

En tant qu'actionnaire promoteur, la SII apportera 1,2 million de pesos argentins (environ 390 000 dollars) au fonds de capital-risque de Garantizar. Ce fonds, qui fait partie des fonds propres de la société, sert à payer les garanties accordées aux actionnaires participants. Cette opération peut être reproduite par d'autres sociétés de garantie mutuelle et les petites et moyennes entreprises des chaînes d'approvisionnement, soit avec la SII, soit avec d'autres institutions financières.

HSBC Bank Argentina, S.A.

PRÊT : à hauteur de 25 millions de dollars

HSBC Bank Argentina fournit entre autres produits financiers des services bancaires personnels, d'entreprise, d'investissement et privés. Elle affectera le produit du prêt de la SII aux fonds de roulement d'au moins 50 entreprises argentines exportatrices admissibles, avant tout dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, sous forme de prêts et de lignes de crédit renouvelables à long terme libellés en dollars. Les petites

et moyennes entreprises de ces secteurs ont besoin de ce genre de financement pour accroître leurs capacités de production et être compétitives à l'international. Les prêts devraient être en moyenne de 500 000 dollars.

Le prêt de la SII est le premier accordé à une banque argentine — et le premier à HSBC Bank Argentina — depuis la crise économique qu'a connue le pays. Outre qu'il permettra à la banque d'assurer un meilleur alignement de ses propres sources de financement, le prêt devrait encourager les apports de fonds supplémentaires aux banques argentines de la part d'organisations et d'investisseurs internationaux.

Terminal de Servicios

Portuarios Patagonia Norte, S.A.

PRÊT : à hauteur de 4 millions de dollars

Terminal de Servicios Portuarios Patagonia Norte a récemment obtenu la concession d'exploitation d'un terminal de conteneurs dans le port de Bahia Blanca, dans la province de Buenos Aires. La SII financera les investissements de l'entreprise en machines et équipements nécessaires pour le fonctionnement de ce terminal qui est la seule installation du port de Bahia Blanca capable de manutentionner les conteneurs.

La croissance de l'économie argentine est telle que le port de Bahia Blanca est complètement engorgé. Le pays a besoin d'installations portuaires satellites afin d'absorber la croissance prévue du trafic de conteneurs. Plus précisément, l'Argentine est un des principaux exportateurs mondiaux de fruits (pour une valeur de plus de 757 millions de dollars en 2006) et cette nouvelle installation portuaire stratégiquement implantée offrira aux producteurs de fruits du pays un point de sortie efficient pour les fruits conteneurisés.



BOLIVIE

Banco Los Andes ProCredit, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Partout dans le monde, les banques ProCredit offrent du financement aux micro et petites entreprises dont beaucoup travaillent dans le cadre de l'économie informelle, n'utilisent pas de système comptable conventionnel et ne produisent pas d'états financiers.

Banco Los Andes ProCredit est un des plus vieux établissements du réseau de microfinancement de ProCredit. Elle travaille dans un pays qui possède un des marchés de microcrédit les plus développés et les plus compétitifs du monde. Cela l'a renforcée et a permis au réseau de ProCredit d'utiliser son expérience bolivienne comme étude de cas pour ses autres banques dans les pays en développement ailleurs dans le monde.

En 2005, Banco Los Andes ProCredit a reçu un prêt de 2 millions de dollars de la SII. Des prêts semblables ont été accordés à Banco ProCredit Nicaragua, Banco ProCredit Ecuador et Banco ProCredit El Salvador. Toutes ces banques ont également reçu une assistance technique du MIF. Depuis lors, Banco Los Andes a obtenu un agrément bancaire complet et a connu une croissance plus rapide que la moyenne du marché. Elle est devenue une des premières institutions de microcrédit de Bolivie.

Banco Los Andes utilisera le nouveau prêt de la SII pour étendre ses opérations, offrir une plus large variété de services financiers et diversifier ses sources de financement.

BRÉSIL

Banco ABN AMRO Real, S.A.

PRÊT A : à hauteur de 15 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 85 millions de dollars

La SII élargit ses programmes de soutien au secteur privé de la région et encourage les institutions financières à ouvrir leurs activités pour y inclure des produits financiers adaptés aux petites et moyennes entreprises. Elle cherche également à aider les entreprises qui font partie d'une chaîne d'approvisionnement.

La ligne de crédit accordée à ABN AMRO Real répond à ces objectifs et s'inscrit dans le cadre des efforts faits par la SII pour offrir des instruments financiers adaptés aux petites et moyennes entreprises et atteindre l'objectif de la Déclaration de Nuevo León qui est de tripler le montant du financement offert aux micro, petites et moyennes entreprises.

ABN AMRO Real affectera le financement de la SII soit directement aux petites et moyennes entreprises brésiliennes ayant besoin de financement, soit indirectement en achetant, à de meilleures conditions, les biens et les services d'entreprises plus importantes, promouvant grâce à cette souplesse le financement de chaînes d'approvisionnement.

Plus d'un millier de PME ont reçu du financement dans le cadre des deux opérations antérieures de la SII avec ABN AMRO Real. La nouvelle ligne de crédit permettra à la SII d'offrir des prêts à moyen terme à entre 30 et 60 PME supplémentaires et aidera quelque 1 400 autres PME à obtenir du financement à court terme pour acheter aux grandes entreprises

les biens et les services dont elles ont besoin pour continuer ou agrandir leurs opérations.

Banco Daycoval, S.A.

PRÊT : à hauteur de 12,5 millions de dollars

Banco Daycoval est une banque de taille moyenne qui offre des produits bancaires aux entreprises et aux particuliers et qui cible les petites et moyennes entreprises. Elle travaille dans le sud et le sud-est du Brésil.

Daycoval rétrocèdera le produit du prêt de la SII aux petites et moyennes entreprises ayant besoin de sources de financement stables qui répondent également à leurs besoins en termes d'échéance et de structure, comme par exemple des facilités de crédits renouvelables. Les sous-prêts se monteront en moyenne à 200 000 dollars. Les petites et moyennes entreprises ont besoin de ce type de financement pour bien financer leurs opérations, accroître leurs capacités de production et devenir plus compétitives à l'international.

Les financements de ce genre se sont révélés efficaces en ce qu'ils permettent d'acheminer les fonds vers les petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire des banques locales. Dans le cas de Daycoval, cette opération lui permettra d'accorder des prêts plus concurrentiels à des conditions adaptées aux besoins de ses clients tout en assurant un meilleur alignement des échéances par rapport à ses propres sources de financement.

Banco Itaú, S.A.

PRÊT A : à hauteur de 30 millions de reais

PRÊT B : à hauteur de 170 millions de reais

Au Brésil, il est difficile pour les ménages à faible revenu d'obtenir des prêts hypothécaires à moyen et long terme abordables. Le prêt de la SII à Banco Itaú profitera à quelque 2 000 ménages à faible revenu en permettant

à cette banque, une des premières banques privées multiservices du pays qui cible à la fois les PME et les particuliers, de rechercher des fonds offshore en monnaie locale et de les introduire dans le pays pour accorder des prêts hypothécaires résidentiels abordables à moyen et long terme d'un montant maximum de 100 000 reais par ménage. Cette opération profitera aussi indirectement aux secteurs du bâtiment et connexes qui comptent de nombreuses petites et moyennes entreprises.

Le prêt à taux fixe lié au real comprend un prêt A d'un maximum de 30 millions de reais (environ 15 millions de dollars) et un prêt B d'un maximum de 170 millions de reais (environ 85 millions de dollars) : grâce à cette structure A/B, la SII pourra mobiliser près de six fois le montant qu'elle fournit directement.

Cette opération est la première de la SII en monnaie locale au Brésil. Sa grande visibilité devrait avoir un effet non négligeable de démonstration et encourager d'autres prêts de ce type.

BPN Brasil Banco Múltiplo, S.A.

PRÊT A : à hauteur de 5 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 25 millions de dollars

BPN Brasil Banco Múltiplo est une petite banque dont le siège est à São Paulo ; elle fournit des services bancaires commerciaux et d'investissement à une clientèle diverse mais axée plus spécialement sur les PME. Elle utilisera le prêt de la SII pour accorder des prêts pour fonds de roulement et des facilités de crédits renouvelables à au moins 40 petites et moyennes entreprises brésiliennes à des conditions adaptées tout en améliorant l'alignement avec ses propres sources de financement.

Il existe une forte demande en prêts de ce genre parmi les PME qui cherchent à accroître leurs capacités de production pour être plus concurrentielles à l'international mais ils

sont difficiles à obtenir. Le prêt de la SII sera complété par un prêt B, qui multipliera les fonds disponibles par un facteur pouvant aller jusqu'à 5.

Unik, S.A.

PRISE DE PARTICIPATION : à hauteur de 2 millions de reais

PRÊT CONVERTIBLE : à hauteur de 3 millions de reais

Unik offre aux Brésiliens à faible revenu sous-bancarisés un service financier de base : elle leur distribue des « cartes de services » qu'ils peuvent utiliser pour faire leurs achats chez les marchands appartenant au réseau. Les dépenses payées par carte sont déduites du salaire ou de la pension du titulaire et leurs montants sont versés à Unik qui les transfère aux marchands participants. La majorité d'entre eux sont des épicerie et des pharmacies locales implantées en milieu urbain, semi-urbain et rural, la plupart du temps des micro ou petites et moyennes entreprises. Pour la majorité des titulaires de cartes, la carte Unik est leur seule option de financement.

Le financement de la SII, accompagné d'un financement parallèle (prêt et prise de participation) de la Société financière internationale et d'une prise de participation de Grupo Rio Bravo et d'autres actionnaires, permettra à Unik de rembourser l'encours d'un prêt bancaire, de se recapitaliser et de mieux se positionner pour une future croissance.

Cette opération de la SII, promue dans le cadre de l'initiative Base de la pyramide économique de la BID, permettra à la fois d'améliorer l'accès aux services financiers de base et d'accroître le volume des transactions grâce au nombre des petits marchands participant au réseau de la carte de services.



CHILI

Austral Food, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Austral Food transforme et exporte du poisson frais, réfrigéré et surgelé ; près de 90 % de sa production est expédiée en Europe, aux États-Unis et en Asie. L'entreprise est approvisionnée par une centaine de pêcheurs locaux indépendants, propriétaires de leurs bateaux, qui comptent sur ses avances sur les futures ventes pour les aider à se préparer à prendre la mer. Récemment, Austral a réussi à trouver des fournisseurs complémentaires de poisson dans d'autres pays d'Amérique du Sud, notamment en Uruguay.

Le prêt de la SII fournira à Austral les fonds de roulement dont elle a besoin pour financer ses stocks et ses comptes clients et ainsi couvrir la croissance de ses ventes. La SII soutient ainsi la compétitivité et la croissance des secteurs régionaux et chiliens de la pêche et de l'aquaculture.

Selon certaines prévisions économiques, les ventes chiliennes à l'exportation devraient progresser de 17 % d'ici 2009. Austral espère participer à cette croissance grâce au financement de la SII.

Banco BICE

PRÊT : à hauteur de 20 millions de dollars

Ce prêt cadre avec les efforts de la SII d'améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises à des sources adaptées de crédit. Le financement accordé à Banco BICE qui le rétrocédera à 100-200 petites et moyennes entreprises chiliennes promouvra le financement de ce segment du marché et aidera la banque à obtenir les ressources dont elle a besoin pour poursuivre ses opérations et aider plus d'entreprises qui travaillent dans des secteurs vitaux de l'économie chilienne.

Les organisations multilatérales ont accordé peu de prêts aux banques chiliennes. Ce prêt est le deuxième de la SII à Banco BICE, banque privée qui offre des produits bancaires commerciaux et de détail aux entreprises et aux particuliers. Cette seconde opération devrait encourager les autres banques chiliennes à plus cibler les PME et à mieux sensibiliser leurs clients aux questions de l'environnement et du travail.

Compañía Agropecuaria Copeval, S.A.

PRÊT : à hauteur de 5 millions de dollars

Compañía Agropecuaria Copeval fournit des intrants agricoles, des engrais, des produits agrochimiques et des services connexes aux petites et moyennes exploitations agricoles. Celles-ci n'ayant souvent pas accès aux crédits bancaires, Copeval finance les achats de ses clients et fonctionne donc comme une société de crédit agricole.

Copeval élargit son réseau de distribution au plan national. Pour cela, elle a besoin de fonds de roulement supplémentaires. Le prêt de la SII servira à cet effet et contribuera à l'expansion d'une entreprise qui dessert une importante chaîne d'approvisionnement comprenant de

petites et moyennes exploitations agricoles sans accès aux emprunts bancaires.

L'agriculture chilienne continue sa croissance et de nouvelles régions s'ouvrent à l'agriculture, notamment à la production fruitière. La stratégie de croissance de Copeval vise à offrir aux exploitants agricoles chiliens un meilleur accès à des services et des produits agricoles de haute qualité dans tout le pays. Grâce au financement de son fonds de roulement par la SII, la société aura les moyens de mettre sa stratégie en œuvre.

Factorline, S.A.

PRÊT : à hauteur de 15 millions de dollars

Factorline achète, avec une décote, les factures, traites et chèques émis par les PME dans le cours normal de leurs affaires. L'affacturage est utilisé avant tout par des petites et moyennes entreprises qui n'ont en général pas facilement accès aux emprunts bancaires parce qu'elles ne peuvent pas offrir de garanties ou présenter des états financiers audités ou qu'elles n'ont pas d'antécédents dans le système financier.

Cette opération est la troisième de la SII avec Factorline. Les deux premières étaient à court terme. Dans le cadre de ce nouveau mécanisme, Factorline pourra décaisser des ressources à mesure de l'augmentation du volume de ses opérations : elle a besoin d'un financement supplémentaire du fait de la croissance de l'affacturage à l'international, croissance qui s'explique en partie par la signature par le Chili des accords de libre échange et en partie par l'explosion de l'économie chilienne.

Le prêt servira à financer les opérations d'affacturage international avec recours pour les entreprises qui ont besoin de financer leurs fonds de roulement. Il aidera Factorline à accroître son volume d'affaires et à desservir un plus grand nombre d'entreprises chiliennes, pour le plus grand bien des petites et moyennes entreprises importatrices et exportatrices.

Invertec Pesquera Mar de Chiloé, S.A.

PRÊT : 10 millions de dollars

Grâce à ses coûts relativement faibles et à ses bonnes conditions océanographiques, le Chili est le deuxième producteur mondial de saumon d'aquaculture. Le saumon représente environ 9 % des recettes totales d'exportation du pays et est le troisième produit générant des recettes en devises.

Invertec élève et transforme le saumon et les coquilles Saint-Jacques, avant tout pour l'exportation. Son intégration verticale couvre toute la chaîne, de l'écloserie au traitement final, avec l'aide d'une société apparentée qui lui fournit les aliments des saumons. Elle utilisera le produit du prêt pour financer des investissements dans les immobilisations et le fonds de roulement afin de pouvoir doubler sa production d'ici 2009. Les améliorations prévues comprennent un nouveau système d'aquaculture de recirculation, une nouvelle usine de traitement primaire et des parcs d'élevage en mer. Le projet permettra aussi de réduire la concentration de production de saumon dans l'île de Chiloé en encourageant la production dans la Région XI, relativement peu développée.

Ces investissements sont nécessaires pour permettre à Invertec de se développer, de se protéger contre la volatilité du marché du saumon et de conserver sa position concurrentielle dans un marché dominé par de grandes sociétés étrangères. La contribution de la SII avait été déterminante dans la réussite de la société lorsqu'elle a commencé à travailler avec Invertec en 2001 : avec cette nouvelle opération, la SII continue à appuyer la croissance d'une des grandes industries génératrices de devises du Chili.

Pesquera Trans Antartic, Ltda.

PRÊT A : à hauteur de 3 millions d'euros

PRÊT B : à hauteur de 5 millions d'euros

Pesquera Trans Antartic met en conserve du poisson et des crustacés qu'elle vend au Chili et à l'exportation, avant tout en Espagne. Soixante-quinze pour cent de ses employés sont des femmes et la plupart de ses fournisseurs sont de petits éleveurs de crustacés.

La société, tablant sur les bonnes conditions océanographiques du pays et la similitude entre ses espèces piscicoles et les espèces consommées en Europe, s'attend à voir une augmentation sensible de ses ventes en Europe au cours des années qui viennent. Dans le cadre des dispositions de l'Accord d'association UE-Chili, Trans Antartic peut exporter ses produits en Europe en franchise de droits de douane. La SII estime que, grâce à la stratégie de croissance de ses exportations, Trans Antartic pourrait générer plus de 73 millions de dollars de recettes en devises pour le Chili au cours des 10 prochaines années.

Cette opération est la première de la SII libellée en euros ; ce prêt à long terme permettra à Trans Antartic d'assurer sa réputation de fournisseur fiable sur le marché européen.

COLOMBIE

Banco de Comercio Exterior de Colombia, S.A.

MÉCANISME DE CRÉDIT : à hauteur de 15 millions de dollars

Banco de Comercio Exterior de Colombia (Bancóldex) est une société d'économie mixte dont le principal actionnaire est le gouvernement colombien. Entre autres activités, elle fournit du financement aux PME et aux microentreprises afin d'appuyer leur développement et de

les aider à être concurrentielles. Elle est un outil essentiel de la stratégie d'exportation du gouvernement colombien.

Dans le cadre d'un programme soutenu par le gouvernement colombien, le mécanisme de crédit de la SII contribuera à répondre aux besoins de financement des exportateurs colombiens touchés par l'appréciation du peso colombien. L'opération financée par le crédit, qui servira exclusivement à financer les exportations des petites et moyennes entreprises admissibles, sera un élément important du portefeuille total de Bancóldex.

D'une manière générale, le soutien accordé aux PME exportatrices colombiennes est sous forme de garanties ou de prêts directs financés par les banques de développement du gouvernement central. Cependant, cette opération et la précédente (de 30 millions de dollars, approuvée en 2005) de la SII avec Bancóldex montrent que le secteur public peut appuyer les PME exportatrices colombiennes dans le cadre réglementaire et opérationnel du secteur privé avec l'aide d'institutions financières internationales telles que la SII.

Productos Naturales de la Sabana, S.A.

GARANTIE PARTIELLE DE CRÉDIT : à hauteur de 15,5 milliards de pesos colombiens

Productos Naturales de la Sabana (Alquería) est une entreprise familiale qui produit et commercialise du lait et d'autres boissons. C'est le principal producteur colombien de lait à longue durée de conservation. Alquería est une source importante d'emplois directs et indirects parce qu'elle obtient son lait de quelque 900 petits et moyens producteurs de lait cru qui forment une des plus longues chaînes d'approvisionnement du pays.

La garantie partielle de crédit accordée par la SII permettra à Alquería d'émettre des obligations à

long terme libellées en pesos sur le marché local. La plus grande partie du produit de cette émission servira à remplacer des emprunts à court terme ayant servi à acquérir de petites laiteries dans le cadre de la campagne d'expansion suivie par Alquería pour arriver à des économies d'échelle et améliorer la distribution de produits laitiers de qualité. Le solde financera les investissements nécessaires pour moderniser la production, améliorer la compétitivité de l'entreprise et accroître l'efficacité de la production.

L'opération avec la SII contribuera donc à promouvoir la production locale et le développement de l'industrie laitière dans le pays. Elle permettra aussi à Alquería d'entrer sur le marché des capitaux et de trouver des sources alternatives de financement, surtout à long terme. La garantie partielle de crédit de la SII pour l'émission d'obligations par Alquería est une nouvelle source de financement non seulement pour cette entreprise mais aussi pour d'autres de taille semblable.

Programmes de prêts aux PME en Colombie

Ecofair, S.A.

PRÊT : 2 millions de dollars

Ecofair est une entreprise naissante qui cultive et exporte des bananes. Le produit du prêt approuvé dans le cadre de l'accord de cofinancement SII/LAAD permettra à l'entreprise d'investir dans des plantations de bananes biologiques destinées à l'exportation.

COSTA RICA

Banca Promérica, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Banca Promérica est une petite banque commerciale qui offre une large gamme de services allant de prêts à moyen et long

terme à des entreprises au financement de logements et de véhicules destinés avant tout aux ménages à revenu intermédiaire ou faible. Le prêt de la SII aidera Promérica à offrir du financement jusqu'à hauteur de 120 000 dollars par prêt ; il lui permettra aussi de mieux aligner les échéances de son actif et de son passif et ainsi de devenir plus rentable.

Banco Improsa, S.A.

PRÊT : à hauteur de 10 millions de dollars

Les petites et moyennes entreprises représentent 80 % du portefeuille clients de Banco Improsa. Le premier prêt de la SII à cette banque, approuvé en 2000, lui a permis de diversifier sa gamme de produits aux PME et d'y inclure, entre autres services, récépissés d'entrepôt, affacturage, crédits documentaires, nantissements de marchandises et opérations de crédit-bail mais le manque de financement à long terme au Costa Rica l'a empêchée de s'engager pleinement sur le marché des prêts adossés à des hypothèques.

Ce nouveau prêt à plus long terme de la SII permettra à Improsa d'accorder quelque 125 prêts hypothécaires d'un montant moyen de 80 000 dollars. Les retombées irradieront tout le secteur du bâtiment qui représente près de 4,5 % du PIB du Costa Rica, emploie 7 % de la main d'œuvre du pays et génère une demande de biens et services afférents au secteur du logement. Beaucoup de ces services sont fournis par des fabricants et entreprises de petite et moyenne taille.

Programmes de prêts aux PME au Costa Rica

Prima S.A.

PRÊT : 200 000 dollars

Un prêt au titre du programme LRPE a été accordé à Prima qui produit et distribue des matières premières pour le secteur

alimentaire. Le produit du prêt financera les besoins de l'entreprise en fonds de roulement temporaires et permanents. Prima augmentera aussi le volume de ses exportations et achètera des machines lui permettant d'élargir la gamme de ses produits destinés aux marchés intérieur et d'exportation.

EL SALVADOR

Programmes de prêts aux PME en El Salvador

Consultores en Telecomunicaciones, Electricidad y Electromédica, S.A. de C.V.

PRÊT : 185 000 dollars

Consultores en Telecomunicaciones, Electricidad y Electromédica, S.A. de C.V. (Contelmed) est une entreprise de technologie qui travaille dans le domaine des télécommunications, de l'électricité et du matériel électromédical. Elle utilisera ce prêt accordé dans le cadre du programme LRPE pour se doter d'un fonds de roulement permanent — plus précisément de matériel de vente directe — et pour renforcer ses efforts de commercialisation dans ses magasins d'exposition et dans les foires commerciales.

Tefex, S.A. de C.V.

PRÊT : 1 225 000 dollars

Tefex est une entreprise agro-industrielle en démarrage qui exporte de la fougère vers les marchés américains et européens. Ce prêt de la CII dans le cadre de l'accord de cofinancement avec LAAD lui permettra d'investir dans des plantations de fougère et de profiter de la montée de la demande mondiale. Ce financement contribuera à promouvoir un créneau du marché créateur d'emplois en se fondant sur les avantages concurrentiels de l'Amérique Centrale.



ÉQUATEUR

Aglomerados Cotopaxi, S.A.

PRÊT : à hauteur de 5 millions de dollars

Aglomerados Cotopaxi, S.A. (ACOSA), entreprise intégrée verticalement, fabrique des panneaux de particules, des panneaux de fibres de densité moyenne et du bois d'œuvre. Elle exporte environ 40 % de sa production, avant tout en Colombie et au Pérou. Elle a créé environ 600 emplois dans la région rurale du canton Latacunga. Certifiée ISO 9000, elle est à l'avant-garde de la sylviculture durable en Équateur et elle dirige un programme offrant des cours d'administration des affaires dans les écoles locales.

ACOSA utilisera le produit du prêt pour investir dans du matériel pour accroître sa capacité de production et réduire ses coûts de production. Elle investira aussi dans des systèmes de modernisation énergétique et environnementale et achètera des zones forestières afin d'augmenter son propre approvisionnement en bois.

La SII estime que sur la vie de ce projet d'expansion, les opérations d'ACOSA généreront quelque 76 millions de dollars en devises pour le pays, soit l'équivalent de 16 dollars pour chaque dollar fourni par la SII.

Banco Pichincha, C.A.

PRÊT : à hauteur de 5 millions de dollars

Banco Pichincha utilisera le montant du prêt de la SII pour accorder des prêts secondaires aux petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 000 et 1 million de dollars. La plupart d'entre elles seront probablement des entreprises familiales à faible technologie, sans grand accès au financement et vulnérables aux fluctuations des cycles économiques.

Faute d'options de financement à long terme suffisantes, Pichincha a jusqu'alors financé la plus grande partie de son portefeuille avec des financements à court terme ou sur ses fonds propres. Le prêt de la SII, à échéance de cinq ans, lui permettra donc de mieux aligner ses opérations de prêt à long terme, généralement à échéance de trois ans. La présence de la SII devrait aussi lui faciliter des emprunts à long terme auprès d'autres institutions financières.

Banco ProCredit, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Partout dans le monde, les banques ProCredit offrent du financement aux micro et petites entreprises dont beaucoup travaillent dans le cadre de l'économie informelle, n'utilisent pas de système comptable conventionnel et ne produisent pas d'états financiers. En 2005, la SII a accordé un prêt à Banco ProCredit Équateur et des prêts similaires à Banco ProCredit Nicaragua, Banco Los Andes ProCredit Bolivie, et Banco ProCredit El Salvador. Ces prêts ont été accordés en conjonction avec une assistance technique du MIF.

Le premier prêt de la SII à ProCredit Équateur a été intégralement remboursé. ProCredit essaie maintenant d'améliorer et de diversifier ses produits et services et elle a demandé à la SII de renouveler le prêt en modifiant

quelque peu ses termes pour qu'ils reflètent les conditions du marché et la réussite du placement du produit du prêt initial.

ProCredit Équateur s'est développée plus rapidement que la moyenne du marché et elle est devenue une des premières institutions de microcrédit d'Équateur. Ses indicateurs d'efficacité et autres sont parmi les meilleurs de la région.

Compañía Ecuatoriana del Caucho, S.A.

PRÊT : à hauteur de 6 millions de dollars

Compañía Ecuatoriana del Caucho (ERCO) fabrique et vend des pneus d'automobiles et de camions et exporte 35 % de sa production, avant tout vers les pays andins. C'est le seul fabricant de pneus en Équateur et donc une importante source d'emplois et de devises.

Dans le passé, la société dépendait de mécanismes à court terme renouvelables et d'obligations à court terme pour financer ses investissements car elle n'avait pas accès aux financements à long terme du genre de ceux offerts par la SII. ERCO utilisera ce prêt pour financer l'achat de machines et d'équipement, pour abonder son fonds de roulement et améliorer sa performance environnementale en construisant une installation de traitement de l'eau et en améliorant la qualité de l'air ambiant dans son usine de production. Ses améliorations dans le domaine de l'environnement devraient servir d'exemple aux autres entreprises manufacturières du parc industriel où elle est implantée.

Le prêt de la SII donnera à ERCO les ressources nécessaires pour maintenir l'efficacité de sa production de pneus en Équateur face à la montée du volume des importations.

Papelera Nacional, S.A.

PRÊT : à hauteur de 10 millions de dollars

Le prêt de la SII financera près de la moitié des 20 millions de dollars du coût de l'expansion de Papelera Nacional, S.A. (PANASA) qui fabrique du papier ondulé et le papier de doublure utilisé par les grands fabricants de caisses pour l'exportation des bananes.

Lorsque le projet sera terminé, PANASA pourra augmenter les quantités de papier recyclé utilisé dans le processus et produire 35 000 tonnes supplémentaires de papier par an ; cela aura un effet bénéfique sur l'environnement en augmentant la demande de papier usagé en Équateur et en minimisant les déchets résiduels. Grâce au fonds d'assistance technique administré par la SII, l'entreprise modernisera aussi son usine de traitement des eaux usées.

La SII estime que, grâce à ce projet, PANASA devrait générer 88,6 millions de dollars de devises nettes (8,8 dollars pour chaque dollar fourni par la SII), chiffre qui inclut environ 13,5 millions de dollars par an d'économies d'importations puisque le projet permettra d'augmenter l'approvisionnement local en papier ondulé moyen.

MEXIQUE

Banco Compartamos, S.A. de C.V., Institución de Banca Múltiple

INVESTISSEMENT : à hauteur de 330 millions de pesos mexicains

Compartamos est la plus importante institution de microfinancement du Mexique et une des plus grandes de la région. Elle compte plus de 600 000 clients, dont plus de 95 % sont des femmes vivant dans des régions rurales. Elle accorde des prêts d'un montant

moyen de 450 dollars aux microentreprises, groupes de solidarité et particuliers.

La SII investira dans Compartamos en achetant un certificat de dépôt à terme émis par celle-ci. Cela aidera Compartamos à grossir son portefeuille de microcrédit, à approfondir son marché cible et à lancer un programme de micro-épargne. Cet investissement devrait aussi l'aider à diversifier ses sources de financement en monnaie locale.

En investissant dans Compartamos, la SII contribuera à la création d'emplois et au développement de microentreprises dans des secteurs qui n'ont que peu d'accès aux crédits commerciaux, notamment pour ce qui est des femmes en milieu rural. Elle aidera également à créer une culture de crédit en permettant à Compartamos d'offrir plus de services financiers à des secteurs qui, historiquement, n'y avaient pas accès.

Credipyme, S.A. de C.V.

PRÊT : à hauteur de 1 million de dollars

Credipyme est une caisse de crédit mutuel qui cible les petites et moyennes entreprises. Nombre de ses clients sont des entreprises individuelles ou familiales qui n'ont qu'un accès limité à des crédits à des conditions compétitives à cause du montant du financement dont elles ont besoin, de leur structure informelle, de leur incapacité d'offrir des garanties ou de préparer les rapports financiers requis.

Le prêt de la SII permettra à Credipyme d'offrir des produits financiers plus souples et ainsi d'augmenter le volume de ses opérations et d'améliorer l'accès des petites entreprises à des crédits à de meilleures conditions. Elle envisage de financer à concurrence de 20 opérations avec les fonds fournis par la SII.

La rareté des sources de financement à moyen et long terme affecte au Mexique de nombreuses petites institutions financières spécialisées. Ainsi,

c'est la première fois que Credipyme accède à une source internationale de financement à long terme ; cette opération avec la SII devrait encourager d'autres institutions financières internationales à fournir du financement à moyen et long terme à Credipyme.

Operadora Pesquera del Oriente, S.A. de C.V.

PRÊT : à hauteur de 1 million de dollars

Operadora Pesquera del Oriente (OPO) est une entreprise d'aquaculture qui élève des thons à Ensenada dans l'État de Baja California, à des fins d'exportation au Japon. Dans la mesure où elle exporte plus 90 % de sa production et où elle n'importe pratiquement rien, elle est une source importante de devises.

Le prêt de la SII lui fournira le financement en fonds de roulement dont elle a personnellement besoin et couvrira une partie des financements qu'elle accorde aux pêcheurs qui l'approvisionnent en poisson.

Le traitement de la pêche et des produits de la mer est une activité économique importante dans cette région. Grâce à cette opération, la SII soutient le développement de l'élevage du thon qui est une activité relativement nouvelle qui ajoute de la valeur à une ressource existante : elle fait appel à une main d'œuvre qualifiée et permet un transfert de technologie du Japon au Mexique. À mesure qu'OPO se développera, elle contribuera à la diversification des exportations mexicaines vers le marché japonais.

Programme de financement d'institutions financières spécialisées au Mexique

PROGRAMME : à hauteur de 30 millions de dollars

Les petites institutions financières spécialisées travaillant au Mexique n'ont que rarement accès à des financements bancaires commerciaux

à long et moyen terme. Ces prêteurs de niche sont connus sous le nom d'*instituciones financieras especializadas* ou IFEM. Les *Sociedades Financieras de Objeto Limitado* (SOFOL), *Sociedades Financieras de Objeto Múltiple* (SOFOM), les petites caisses de crédit mutuel, les sociétés de crédit-bail financier et les sociétés d'affacturage sont toutes des IFEM.

Le programme IFEM de la SII, abondé à hauteur de 30 millions de dollars, fournira à 15–20 IFEM habilitées des financements allant de 1,5 million à 3 millions de dollars par opération. Ce sera la première fois que nombre d'entre elles recevront des fonds d'une institution multilatérale. Elles rétrocéderont ces fonds avant tout à de petites et moyennes entreprises et pourront aussi accorder des microprêts, des hypothèques et autres financements d'immobilisations à des conditions adaptées.

Du fait de la large gamme d'IFEM habilitées, les fonds devraient aller à un large éventail de bénéficiaires finaux. La plupart seront des entreprises individuelles ou familiales qui n'ont pas accès au financement parce qu'elles ne travaillent pas dans le secteur formel et qu'elles ne peuvent fournir de garanties. Le financement de la SII devrait ainsi toucher un millier de petites et moyennes entreprises ; les opérations se situeront dans la fourchette de 500 000 à 3 millions de dollars.

Le programme de la SII encouragera également les IFEM à suivre de bonnes pratiques en matière de prêts en leur fournissant des ressources d'assistance technique pour améliorer leur gestion, renforcer leurs systèmes et technologies de l'information et adopter de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise. La plus grande partie des ressources d'assistance technique viendra du MIF du Groupe de la BID dans le cadre d'un accord SII/MIF de financement des petites et moyennes entreprises.

Le programme IFEM est un des nouveaux instruments lancés par la SII pour mieux

servir les PME et les petits intermédiaires financiers travaillant avec elles.

Pure Leasing, S.A. de C.V.

PRÊT : à hauteur de 150 millions de pesos mexicains

Une des priorités de la SII est de soutenir les intermédiaires financiers qui ciblent les petites et moyennes entreprises. Ces intermédiaires ont souvent besoin de financement à long et moyen terme en monnaie locale qu'ils ne peuvent trouver ailleurs.

Le prêt que la SII offre à Pure Leasing, S.A. de C.V. (PLSA) est un financement de ce type qui l'aidera à élargir son portefeuille de crédit-bail avec les petites et moyennes entreprises. Il l'aidera aussi à mieux aligner ses actifs et son passif et à diversifier ses sources de financement en monnaie locale. C'est la première fois que PLSA reçoit un financement d'une organisation multilatérale.

Programmes de prêts aux PME au Mexique

Agrofinanzas S.A. de C.V. (SOFOL)

PRÊT : 3 millions de dollars

Agrofinanzas se spécialise dans les prêts aux entreprises agroalimentaires, surtout celles produisant des fèves de cacao, du café, du maïs, du coton, du riz, du sucre et du blé. À ce jour, la plus grande partie de ses fonds lui vient d'institutions de développement du gouvernement mexicain. Le prêt que lui accorde la SII dans le cadre du programme IFEM lui permettra de diversifier ses sources de financement. Agrofinanzas est une SOFOL et, en tant qu'institution financière spécialisée, elle ne peut accepter de dépôts du public : les prêts institutionnels sont donc sa principale source de fonds. Le prêt de la SII sera le premier que la société recevra d'une institution multilatérale de développement.

Docuformas, S.A. de C.V.

GARANTIE PARTIELLE D'UNE ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE 100 MILLIONS DE PESOS MEXICAINS

Docuformas est une moyenne entreprise implantée à Mexico ; elle est concessionnaire d'une marque internationale de matériel de gestion de documents et de fournitures. Outre la vente de matériel, elle offre des crédits et des arrangements de location à ses clients.

La SII garantira en partie l'émission d'obligations de 100 millions de pesos mexicains (environ 8,8 millions de dollars) qui sera lancée par Docuformas. Cette garantie se placera dans le cadre du programme d'accord de garantie partielle de crédit en contre-valeur locale passé avec Nacional Financiera, S.N.C. (Nafin). Nafin fournira une garantie partielle aux mêmes modalités et conditions que la SII. Le programme SII/Nafin a pour objet de soutenir les intermédiaires financiers non bancaires et les entreprises moyennes qui souhaitent élargir et diversifier leurs sources de financement en émettant des obligations pour la première fois.

FICEN, S.A. de C.V. (SOFOL)

PRÊT : 1 million de dollars

La SII a accordé un prêt à FICEN dans le cadre du programme IFEM. FICEN est une institution financière spécialisée qui sert les PME, notamment dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services. Elle a pour politique d'accorder des prêts moins importants et de traiter les demandes rapidement.

En 1994, FICEN avait bénéficié d'un prêt et d'un investissement sous forme de prise de participation de la SII. La Société s'est désengagée de sa participation au bout de dix ans et le prêt a été intégralement remboursé. FICEN s'est lancée dans une nouvelle phase de croissance et d'expansion et cherche à diversifier ses sources de financement. Le soutien de la SII l'aidera à atteindre ces objectifs.

Fomento Hipotecario, S.A. de C.V. (SOFOL)

PRÊT : 1,5 million de dollars

Fomento Hipotecario est une petite société de services financiers qui accorde des prêts hypothécaires ainsi que du financement aux promoteurs immobiliers résidentiels et commerciaux. Le prêt de la SII dans le cadre du programme IFEM est le premier que Fomento Hipotecario reçoit d'une source internationale. Outre qu'il servira à améliorer l'alignement des échéances de la société, le prêt devrait avoir un effet de démonstration qui, à terme, mettra plus de financement à la disposition des institutions financières spécialisées qui desservent le secteur de l'hypothèque au Mexique.

Grupo FinTerra, S.A. de C.V. (SOFOL)

PRÊT : 3 millions de dollars

Grupo FinTerra prête aux micro, petites et moyennes entreprises, surtout dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. À ce jour, la plus grande partie de ses fonds lui vient d'institutions de développement du gouvernement mexicain. Le prêt que lui accorde la SII dans le cadre du programme IFEM lui permettra de diversifier ses sources de financement et de contribuer à la croissance régionale au Mexique.

HIR PYME, S.A. de C.V. (SOFOL)

PRÊT : 1,15 million de dollars

HIR PYME est une institution financière spécialisée qui soutient les micro, petites et moyennes entreprises en leur ouvrant des lignes de crédit pour leurs fonds de roulement et en leur accordant des prêts à terme pour l'achat d'immobilisations. Le prêt de la SII dans le cadre du programme IFEM est pour HIR PYME le premier d'une source multilatérale ou internationale. Il lui permettra d'améliorer son déficit de trésorerie et devrait avoir un effet de démonstration qui facilitera l'accès de la société à d'autres sources de financement qu'elle rétrocédera aux PME — secteur qui est sous-desservi par les banques commerciales.

NICARAGUA

Banco de Finanzas, S.A.

PRÊT : à hauteur de 10 millions de dollars

Plus d'une centaine de petites et moyennes entreprises devraient bénéficier du financement accordé par la SII à Banco de Finanzas à des fins de rétrocession aux entreprises des secteurs agricole, manufacturier, du commerce et des services. Il est difficile d'obtenir des financements de ce type sur le marché local.

La majorité des opérations de Banco de Finanzas consiste en prêts aux consommateurs à revenu intermédiaire ou à revenu intermédiaire de tranche inférieure, aux petites et moyennes entreprises et en prêts hypothécaires. Ce prêt est le deuxième accordé par la SII à la banque qui a utilisé les 5 millions de dollars de la première opération (accordée en 2005) pour financer plus de 500 projets d'un montant allant de 50 dollars à 60 000 dollars. La demande de financement des petites et moyennes entreprises est telle que Banco de Finanzas a demandé un appui supplémentaire pour faire face à la croissance de ce segment de son portefeuille.

Le prêt de la SII aidera Banco de Finanzas à améliorer l'alignement des échéances à l'actif et au passif en n'ayant plus à utiliser du passif à court terme pour financer ses opérations à moyen et long terme avec les petites et moyennes entreprises. L'opération devrait aussi avoir un effet de démonstration et encourager d'autres institutions financières à s'intéresser aux petites et moyennes entreprises du Nicaragua et à leur offrir plus de services.

Banco ProCredit, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 million de dollars

En 2005, la SII a approuvé un prêt à hauteur de 1,25 million de dollars à Banco ProCredit

Nicaragua en conjonction avec des prêts similaires à Banco ProCredit Ecuador, Banco Los Andes ProCredit Bolivie, et Banco ProCredit El Salvador et une assistance technique du MIF. Ce nouveau prêt est un renouvellement du prêt de 2005 qui a été intégralement remboursé en novembre 2007.

Le réseau de Banco ProCredit comprend 21 banques travaillant dans des pays en développement partout dans le monde. À sa tête se trouve ProCredit Holding AG, société d'investissement basée à Francfort-sur-le-Main (Allemagne), qui fournit à ses filiales le savoir-faire requis pour mettre au point et gérer des microcrédits, des outils technologiques, la formation de leur personnel et un soutien administratif.

Partout dans le monde, les banques ProCredit offrent du financement aux micro et petites entreprises dont beaucoup travaillent dans le cadre de l'économie informelle, n'utilisent pas de système comptable conventionnel et ne produisent pas d'états financiers. La majorité des entreprises qui recevront du financement dans le cadre du prêt de la SII à ProCredit Nicaragua sont à la base de la pyramide économique.

Cone Denim de Nicaragua, S.A.

PRÊT A : à hauteur de 15 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 22 millions de dollars

La SII a accordé un prêt de 15 millions de dollars et en a organisé un autre de 22 millions de dollars avec des banques privées en faveur d'un fabricant de textile, Cone Denim de Nicaragua (CDN). CDN est une entreprise en démarrage qui avait besoin de financement à long terme pour concevoir, construire et exploiter une usine de denim de quelque 56 000 mètres carrés — la première usine de fabrication de denim en Amérique centrale et une des plus importantes installations industrielles du pays. Le coût total du projet est estimé à 105 millions de dollars.

En attirant plus d'investissements étrangers et en créant plus de 750 emplois qualifiés directs et beaucoup plus encore d'emplois indirects dans les opérations connexes à la fabrication de vêtements, ce projet encouragera la croissance du secteur du textile au Nicaragua. Il contribuera aussi à la consolidation d'une chaîne d'approvisionnement plus efficace qui permettra aux fabricants de vêtements en jean d'Amérique centrale d'être concurrentiels sur le marché de détail américain.

La participation de la SII devrait avoir un effet catalyseur et attirer vers cette région d'autres fabricants de textiles et d'industries similaires qui profiteront ainsi au maximum de la participation du Nicaragua à l'Accord de libre échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis.

Financiera Nicaragüense de Desarrollo, S.A.

PRÊT : à hauteur de 3 millions de dollars

Financiera Nicaragüense de Desarrollo, S.A. (FINDESA) est une institution de microfinance qui est en passe de devenir une banque à part entière. Elle offre des services financiers dans tout le pays et sur ses 85 000 clients, quelque 57 % sont des femmes, 79 % vivent en milieu rural et 67 % ont un revenu inférieur au PIB par habitant du pays.

FINDESA a utilisé le premier prêt reçu de la SII pour financer les fonds de roulement de 237 micro, petites et moyennes entreprises du Nicaragua. Au moins 85 autres bénéficieront du nouveau prêt de la SII : FINDESA pourra leur offrir du financement à moyen terme et une gamme plus large de services financiers tout en arrivant à une meilleure position d'aligement des échéances.

FINDESA est déterminée à servir les secteurs productifs, contribuant ainsi la création d'emplois et au développement

des microentreprises. Cette opération devrait avoir un effet de démonstration et encourager d'autres institutions financières nicaraguayennes à intensifier et élargir les services qu'elles offrent aux micro, petites et moyennes entreprises.

Programme de prêts aux PME au Nicaragua

Acabados Rústicos, S.A.

PRÊT : 250 000 dollars

Acabados Rústicos a reçu un prêt dans le cadre du programme LRPE pour mener à bien un plan d'investissement visant à agrandir ses installations de fabrication et à améliorer certains de ses processus de fabrication de tuiles de toiture et de carreaux de sol. Le projet devrait permettre d'augmenter le volume de production exportable.

Fábrica de Productos Lácteos La Completa, S.A.

PRÊT : 275 000 dollars

Le montant de ce prêt de la SII accordé à Fábrica de Productos Lácteos La Completa dans le cadre du programme LRPE permettra à l'entreprise d'acheter du nouveau matériel de production, et ainsi d'offrir de nouvelles lignes de produits, dont du lait aromatisé, une boisson à base de jus d'orange et du fromage frais à tartiner.

Ideay, Equipos y Sistemas, S.A.

PRÊT : 150 000 dollars

Ideay, Equipos y Sistemas fournit au Nicaragua des services d'accès à l'Internet, de transmission de la voix et des données et d'autres services. La société utilisera le prêt accordé par la SII dans le cadre du programme LRPE pour acheter du matériel de connectivité de pointe et élargir la gamme des services qu'elle propose à ses clients.

Kola Shaler Industrial, S.A.

PRÊT : 250 000 dollars

Kola Shaler est une entreprise familiale qui fabrique et embouteille des boissons gazéifiées et d'autres produits au Nicaragua depuis plus d'un siècle. Le prêt de la SII dans le cadre du programme LRPE lui permettra d'acheter le matériel dont elle a besoin pour augmenter sa capacité de production et son volume d'exportation. Les produits qu'exporte Kola Shaler sont généralement achetés par des Nicaraguayens expatriés qui ont la nostalgie des produits traditionnels de leur pays.

NicFOODS, S.A.

PRÊT : 125 000 dollars

NicFOODS commercialise sur le marché intérieur et à l'exportation des produits agricoles en provenance de coopératives et de petites exploitations agricoles. La société utilisera une partie du prêt accordé par la SII dans le cadre du programme LRPE comme fonds de roulement pour financer les petits exploitants ; une autre partie servira à améliorer la qualité des produits et leur présentation.

PARAGUAY

Bebidas del Paraguay, S.A. et Distribuidora del Paraguay, S.R.L.

PRÊT : à hauteur de 4 millions de dollars

Bebidas del Paraguay et Distribuidora del Paraguay sont des entreprises apparentées qui fabriquent, distribuent et commercialisent des boissons gazéifiées, des eaux minérales, des boissons énergétiques, des jus de fruit naturels et de la bière. Leur marque phare est Pulp, une boisson gazeuse paraguayenne traditionnelle bien connue dans le pays.

Le prêt de la SII est le premier prêt à long terme obtenu par la société. Il l'aidera à financer

l'achat de machines et de matériel pour une nouvelle usine d'embouteillage et une usine de traitement des effluents industriels ainsi qu'à rembourser des prêts à court terme de ses fournisseurs et de banques. Une fois terminé, le projet devrait permettre de quasiment multiplier par six sa capacité de production.

Ce projet d'expansion amènera une augmentation de la production et de la distribution de toutes les boissons et plus particulièrement de Pulp. Cette croissance créera des emplois directs et indirects dont le nombre passera de 205 au début du projet à 335 en 2010. De plus, Distribuidora del Paraguay aidera les microentreprises qui livrent ses produits à obtenir des financements pour l'achat de camions de livraison plus grands. Cette montée de la capacité de livraison se traduira par une amélioration de la rentabilité tant de la société que des propriétaires de camions.

Programmes de prêts aux PME au Paraguay

Altair Joao Gelain

PRÊT : 400 000 dollars

Altair Joao Gelain cultive du soja, du maïs et du blé dans le sud-est du Paraguay. Ce prêt accordé dans le cadre du programme de délégation de crédit avec Banco Regional servira à refinancer la dette contractée par Altair Joao Gelain en 2003 pour acheter des terres qui sont maintenant en culture.

Hardy, S.A.E.C.A.

PRÊT : 170 000 dollars

Hardy est une entreprise de produits chimiques qui fabrique des détergents, des désodorisants et d'autres produits de nettoyage ainsi que des huiles essentielles. Elle importe aussi de l'eau oxygénée et des

couleurs et des arômes artificiels pour les industries alimentaire et de parfumerie.

Elle utilisera le prêt accordé par la SII dans le cadre du programme LRPE pour acheter le bâtiment loué à bail qui abrite ses installations de fabrication et ses bureaux. Une partie servira également comme fonds de roulement pour importer directement des matières premières et réaliser ainsi des économies considérables.

PÉROU

Agroindustrias San Jacinto, S.A.A.

PRÊT A : à hauteur de 4,0 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 4,5 millions de dollars

Agroindustrias San Jacinto est une entreprise agroalimentaire qui cultive et transforme la canne à sucre et fournit des services de raffinage pour le sucre et les produits sucriers. La société a récemment investi dans des projets d'eau et d'énergie pour réduire ses coûts énergétiques et l'aider à survivre aux sécheresses. Le prêt de la SII aidera San Jacinto à mener à bien ces investissements et à améliorer la structure de sa dette, contribuant ainsi à protéger les emplois qu'elle a créés et l'impact social important qu'elle a dans la région.

San Jacinto, avec plus de 1 600 employés directs, est la principale source d'emplois locaux ; presque 60 % de la population bénéficie indirectement de ses opérations. La société offre également des services d'éducation et de formation professionnelle et technique, accorde des bourses aux élèves, lance des campagnes de mieux-être communautaire, des programmes de loisirs familiaux et de restauration des monuments archéologiques de la région. Ses programmes de reboisement

et de protection de l'environnement ont un impact écologique positif sensible.

En soutenant une société socialement responsable, la SII fait passer un message clair au marché des capitaux local, à savoir que la valeur ajoutée du soutien accordé aux entreprises qui investissent pour améliorer les indicateurs sociaux est importante.

América Leasing, S.A.

PRÊT : VOLET I : à hauteur de 4 millions de dollars

VOLET II : à hauteur de 13 millions de nuevos soles

América Leasing fournit des services financiers adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises. Le prêt de la SII lui donnera un financement à long terme en dollars et en monnaie locale pour des contrats de location-financement à moyen et long terme permettant à de petites et moyennes entreprises d'exécuter les projets de modernisation ou d'expansion en choisissant la monnaie correspondant le mieux à leurs besoins. Le volet II de l'opération s'inscrit dans le cadre des efforts de la SII visant à fournir des produits financiers en monnaie locale.

América Leasing a utilisé un prêt antérieur de la SII pour financer 78 prêts secondaires d'un montant moyen de 93 000 dollars chacun. Sur la base de cette expérience, les prêts secondaires accordés sur le produit du nouveau prêt de la SII devraient se monter en moyenne à 100 000 dollars et profiter au moins à une centaine de petites et moyennes entreprises péruviennes.

Green Perú, S.A.

PRÊT : à hauteur de 5 million de dollars

Green Perú cultive des asperges, du raisin et des avocats pour l'exportation. Les bonnes pratiques agricoles et environnementales

de l'entreprise lui ont valu les certifications de qualité EUREPGAP et HACCP.

Le premier prêt de la SII à Green Perú, en 2005, a été utilisé en grande partie pour la construction des usines d'emballage et de conditionnement dont elle avait besoin pour obtenir une valeur ajoutée. Le nouveau prêt l'aidera à réaliser les économies d'échelle requises pour profiter au maximum des ses infrastructures et de ses avantages comparatifs et compétitifs, tels qu'une saison de croissance qui dure toute l'année. Au cours des trois prochaines années, l'entreprise va doubler la superficie des terres qu'elle cultive et devenir plus concurrentielle en élargissant et diversifiant ses marchés d'exportation. Elle va également créer quelque 60 emplois par centaine d'hectares plantés par saison de croissance.

La SII soutient le développement du secteur agroalimentaire péruvien en finançant un projet à forte valeur ajoutée qui créera des emplois et encouragera l'exportation de produits certifiés de qualité. Le secteur financier local fournit du financement à l'agriculture mais il se concentre sur le financement avant exportation et les fonds de roulement à court terme.

HSBC Bank Perú, S.A.

LIGNE DE CRÉDIT : à hauteur de 20 millions de dollars

HSBC Bank Perú offre des services bancaires commerciaux, individuels, de commerce extérieur et de trésorerie. Elle cherche à élargir ses opérations avec les entreprises péruviennes à vocation exportatrice.

Elle rétrocèdera le produit de la ligne de crédit que lui accorde la SII à une quarantaine de petites et moyennes entreprises : ces prêts secondaires à court et moyen terme devraient se monter en moyenne

à 500 000 dollars et être ciblés sur les entreprises à vocation exportatrice.

C'est la première fois que HSBC Bank Perú reçoit un financement à long terme ; il l'aidera à mieux aligner son actif et son passif et à diversifier sa base de clientèle.

Mibanco, Banco de la Microempresa, S.A.

PRÊT : à hauteur de 23 millions de nuevos soles

Mibanco est la seule banque commerciale péruvienne à se spécialiser dans la microfinance. Le prêt de la SII lui permettra de diversifier ses sources de financement, de réduire ses risques de change en « dédollarisant » son portefeuille et en augmentant ses prêts en monnaie locale aux micro et petites entreprises. Elle pourra offrir des financements en fonds de roulement ou pour l'achat d'immobilisations à au moins 320 entreprises de ce type, les faisant ainsi entrer dans le système bancaire formel. Les prêts secondaires financés sur la ligne de crédit de la SII devraient se monter en moyenne à 65 000 nuevos soles.

Ce prêt est financé dans le cadre du programme d'émission d'obligations approuvé cette année.

Programme d'émission d'obligations

PROGRAMME : à hauteur de 20 millions de nuevos soles

Pour mieux répondre aux besoins de financement de quelques-uns de ses clients demandant des prêts en soles et comme alternative à d'autres options de financement en monnaie locale, la SII a lancé un programme d'émission d'obligations à hauteur de 250 millions de nuevos soles sur le marché péruvien des valeurs mobilières. Ce programme permettra à la Société de lancer plusieurs émissions d'obligations, adaptant

chacune à une opération de prêt spécifique. C'est la troisième émission d'obligations en monnaie locale de la SII dans la région et la première sur le marché des valeurs mobilières au Pérou.

Jusqu'à ce que l'on atteigne la masse critique d'opérations nécessaire pour mener à bien l'émission, la SII a obtenu auprès de BBVA Banco Continental un prêt-relais d'un montant de 50 millions de nuevos soles. Ce prêt a servi à financer la première opération en monnaie locale de la SII au Pérou.

Scotiabank Perú, S.A.A.

PRÊT A : à hauteur de 40 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 45 millions de dollars

Le prêt de la SII à Scotiabank Perú permettra à celle-ci d'accorder du financement à moyen terme à quelque 850 PME péruviennes. Les bénéficiaires finaux se serviront du produit de ces financements pour lancer des projets d'expansion, acheter des machines et du matériel et alimenter leurs fonds de roulement.

Scotiabank Perú est une banque multiservices qui essaie de se faire connaître comme banque de gros, de détail et des PME. Le prêt à long terme de la SII lui permettra de mieux aligner les échéances de ses opérations de prêts et d'emprunts et de pouvoir ainsi proposer des financements à plus long terme aux PME. Ces dernières n'ont qu'un accès limité aux financements à moyen et surtout à long terme dont elles ont besoin pour acheter des biens d'équipement, assurer leur croissance et être concurrentielles dans une économie mondialisée.

Le prêt à Scotiabank est dans la ligne de la stratégie de la SII d'accroître les flux de ressources financières mis à la disposition des petites et moyennes entreprises de la région pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Nuevo León.

SURINAME

C. Kersten & Co. N.V.

PRÊT : à hauteur de 4 millions de dollars

C. Kersten & Co. N.V. est une société holding avec des sociétés d'exploitation dans les secteurs de croissance clés du Suriname : mines, infrastructure et tourisme. Quelque 40 % de ses revenus sont en devises et le groupe représente plus de 1 % du total des exportations annuelles du pays.

Le groupe d'entreprises Kersten a besoin de ressources à long terme pour se refinancer et financer ses dépenses d'équipement et ses fonds de roulement mais ses besoins ne peuvent plus être satisfaits par le seul secteur bancaire local. Le prêt de la SII à Kersten, le premier au Suriname, s'inscrit dans une enveloppe de financement plus importante, d'un montant total de près de 25 millions de dollars, qui comprend un prêt de 7 millions de dollars de la BID, des facilités de crédits renouvelables de banques du Suriname et de mécanismes à long terme d'investisseurs de Trinidad. Cet effort conjoint SII/BID offre une solution financière intégrée aux besoins de Kersten.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

RBTT Financial Holdings Limited

ACHAT DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT
PRIORITAIRES : à hauteur de \$ 40 millions de dollars

La SII achètera à RBTT Merchant Bank Limited une partie des certificats d'investissement prioritaires émis par RBTT Finance Limited et garantis par RBTT Financial Holdings Limited. Cette dernière canaliserà par l'intermédiaire de ses filiales d'exploitation des ressources financières égales au montant investi par

la SII vers des entreprises répondant aux critères d'admissibilité définis par la SII.

Le groupe RBTT est un groupe régional de financement qui offre une gamme complète de services financiers à ses clients dans les Caraïbes, au Suriname et en Amérique centrale.

Une des priorités de la SII est d'améliorer l'accès à des sources de crédit adaptées aux petites et moyennes entreprises. Pour atteindre cet objectif, il lui faut accorder aux institutions financières des financements à plus long terme pour qu'elles puissent les rétrocéder aux PME. Cette opération avec le groupe RBTT s'inscrit dans la ligne de cette stratégie et donnera à celui-ci les liquidités nécessaires pour élargir son portefeuille de petites et moyennes entreprises. Elle mettra aussi la SII dans une position stratégique pour renforcer ses opérations dans les Caraïbes.

URUGUAY

Sociedad Anónima Molinos Arroceros Nacionales

PRÊT A : à hauteur de 2,5 millions de dollars

PRÊT B : à hauteur de 2,5 millions de dollars

Sociedad Anónima Molinos Arroceros Nacionales (SAMAN), qui a commencé comme une petite rizerie pour le marché local, est maintenant l'une des cinq grandes usines de transformation du riz d'Amérique latine. Elle compte pour près de 50 % dans les exportations de riz uruguayen. Le riz est une des principales ressources en devises du pays. Ce projet aidera SAMAN à maintenir l'excellente qualité de ses produits et à protéger l'avantage compétitif du riz uruguayen sur le marché mondial.

SAMAN reçoit du riz de plus de 200 riziculteurs auxquels elle fournit une assistance financière et technique, y compris des terres en location, de l'irrigation et des semences. Cette chaîne d'approvisionnement génère quelque 6 000 emplois indirects. Le prêt de la SII l'aidera en lui offrant des financements pour réparer et moderniser ses usines, et augmenter sa capacité de production et de stockage.

Les financements à long terme semblables au prêt de la SII sont difficiles à obtenir auprès de sources locales, surtout assortis d'échéances supérieures à cinq ans.

États financiers

Rapport des auditeurs indépendants

Société interaméricaine d'investissement

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.

Bilan

En milliers de dollars des États-Unis (sauf données concernant les actions)	31 décembre	
	2007	2006
ACTIF		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 70 046	\$ 69 451
Titres de placement		
Pour activité boursière	157 283	95 735
Détenus jusqu'à échéance	183 050	95 021
Investissements		
Prêts	796 910	619 390
Moins provisions pour pertes	(39 481)	(39 933)
	757 429	579 457
Participations (\$ 19 532 à leur juste valeur au 31 déc. 2007)	43 017	67 423
Total des investissements	800 446	646 880
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	33 391	32 774
Total de l'actif	\$ 1 244 216	\$ 939 861
PASSIF ET CAPITAL		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 8 003	\$ 9 222
Intérêts et commissions d'engagement à payer	2 707	1 504
Emprunts et créances à long terme (\$ 50 926 à leur juste valeur au 31 déc. 2007)	498 966	342 229
Total du passif	509 676	352 955
Capital		
Autorisé : 70 370 actions (valeur nominale de 10 000 dollars)		
Actions souscrites : 70 370 actions (valeur nominale de 10 000 dollars)	703 700	703 700
Moins souscriptions à recevoir	(67 174)	(135 640)
	636 526	568 060
Bénéfice non distribués	90 168	7 806
Autre revenu global cumulé	7 846	11 040
Total du capital	734 540	586 906
Total du passif et du capital	\$ 1 244 216	\$ 939 861

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Compte de résultat

En milliers de dollars des États-Unis	Exercices clos aux 31 décembre	
	2007	2006
REVENUS		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts	\$ 54 969	\$ 39 871
Commissions d'ouverture	1 514	1 297
Commissions d'engagement	158	165
Autres revenus	546	372
	<u>57 187</u>	<u>41 705</u>
Investissements sous forme de participations		
Plus-values sur ventes de participations	48 665	8 197
Variation de valeur comptable des investissements sous forme de participations	5 202	5 560
Dividendes et distributions	2 035	1 427
Autres revenus	130	637
	<u>56 032</u>	<u>15 821</u>
Titres de placement	12 440	9 963
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	6 135	4 401
	<u>6 135</u>	<u>4 401</u>
Total des revenus	<u>131 794</u>	<u>71 890</u>
Frais emprunts et créances à long terme (déduction faite des variations de la juste valeur des instruments financiers correspondants)	23 494	14 333
	<u>23 494</u>	<u>14 333</u>
Total des revenus, valeur nette d'intérêts	<u>108 300</u>	<u>57 557</u>
DOTATION/RÉCUPÉRATION DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS ET GARANTIES	<u>3 189</u>	<u>(1 571)</u>
CHARGES D'EXPLOITATION		
Dépenses administratives	22 307	19 081
Plus-values nettes sur opérations de change	(669)	(92)
Autres charges	—	730
	<u>21 638</u>	<u>19 719</u>
Total des charges d'exploitation	<u>21 638</u>	<u>19 719</u>
RÉSULTAT NET	<u>\$ 83 473</u>	<u>\$ 39 409</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État du revenu global et Tableau de variation des capitaux Propres

État du revenu global

En milliers de dollars des États-Unis	Exercices clos aux 31 décembre	
	2007	2006
REVENU NET	\$ 83 473	\$ 39 409
AUTRE REVENU GLOBAL		
Perte actuarielle nette	(3 432)	—
Amortissement de		
Coût des prestations antérieures	64	—
Obligation de transition	174	—
	(3 194)	—
REVENU GLOBAL	\$ 80 279	\$ 39 409

Tableau de variation des capitaux propres

En milliers de dollars des États-Unis	Déficit cumulé/		Capital social (*)	Total des capitaux propres
	Bénéfices non distribués	Autre résultat global cumulé		
Solde au 31 décembre 2005	\$ (31 603)	\$ —	\$ 500 901	\$ 469 298
Exercice clos au 31 décembre 2006				
Résultat net	39 409	—	—	39 409
Ajustements dus à l'application initiale de la norme SFAS N° 158	—	11 040	—	11 040
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	67 159	67 159
Solde au 31 décembre 2006	\$ 7 806	\$ 11 040	\$ 568 060	\$ 586 906
Exercice clos au 31 décembre 2007				
Résultat net	83 473	—	—	83 473
Ajustements dus à l'application initiale de la norme SFAS N° 159	(1 111)	—	—	(1 111)
Autre revenu global	—	(3 194)	—	(3 194)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	68 466	68 466
Solde au 31 décembre 2007	\$ 90 168	\$ 7 846	\$ 636 526	\$ 734 540

(*) Déduction faite des souscriptions à recevoir

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

En milliers de dollars des États-Unis

	Exercices clos aux 31 décembre	
	2007	2006
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décassements de prêts	\$ (296 327)	\$ (283 247)
Décassements de participations	(2 535)	(4 735)
Décassements de garanties	(85)	(2)
Remboursements de prêts	121 617	88 660
Ventes de participations	80 808	20 031
Titres de placement détenus jusqu'à échéance		
Achats	(108 318)	(95 044)
Ventes, échéances et remboursements	20 000	—
Dépenses d'investissement	(107)	(290)
Produit d'actifs recouverts	2 140	3 292
Flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement	(182 807)	(271 335)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Décassements des emprunts, valeur nette	103 525	145 238
Produit de l'émission d'obligations	43 869	—
Souscriptions au capital	66 785	67 159
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	214 179	212 397
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION		
Résultat net	83 473	39 409
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation :		
Plus-values réalisées sur la vente de participations	(48 665)	(8 197)
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	(5 555)	(5 869)
Variation de la valeur comptable des participations	(5 202)	(5 560)
Dotation/Récupération des provisions pour pertes sur prêts et garanties	3 189	(1 571)
Variation des actifs nets du Régime de retraite et du RPPR	523	(1 201)
Plus ou moins-values latentes sur titres de placement	(174)	946
Participations recouvrées	(126)	(637)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	1 629	(373)
Plus ou moins-values latentes sur instruments dérivés non spéculatifs	(745)	55
Variation de la valeur des emprunts à leur juste valeur	1 616	—
Autres, valeur nette	627	263
	(52 883)	(22 144)
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(807 890)	(673 209)
Ventes, échéances et remboursements	746 516	734 924
	(61 374)	61 715
Flux nets de trésorerie affectés à l'exploitation	(30 784)	78 980
Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables	7	2
VARIATION NETTE DES ESPÈCES ET VALEURS ASSIMILABLES	595	20 044
ESPÈCES ET VALEURS ASSIMILABLES AU 1ER JANVIER	69 451	49 407
ESPÈCES ET VALEURS ASSIMILABLES AU 31 DÉCEMBRE	\$ 70 046	\$ 69 451
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE :		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 20 841	\$ 13 364

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Objet

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

I. Base de présentation

Les principes appliqués par la Société interaméricaine d'investissement en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis.

Certains montants de l'exercice précédent ont été réagencés pour coïncider avec la présentation de l'exercice en cours.

En février 2007, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié la norme SFAS 159 intitulée *Option de juste valeur pour les éléments d'actif et de passif financiers, avec modification du texte normatif du FASB n° 115*. La Société a adopté cette norme à compter du 1er janvier 2007. La norme permet à la Société, à des dates de choix spécifiées, de choisir d'évaluer les postes admissibles à leur juste valeur (option de juste valeur). Pour les postes pour lesquels a été choisie l'option de juste valeur, la Société comptabilise à chaque date de clôture des plus et moins-values latentes dans le compte de résultat. À la date d'adoption de la norme, la Société a choisi l'option de juste valeur pour certains postes admissibles qui existaient à cette date. L'effet de la première réévaluation à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'ajustement à effet cumulatif du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Le rapprochement de l'ajustement à effet cumulatif des bénéfices non répartis pour les postes choisis au 1er janvier 2007 est le suivant :

En milliers de dollars des États-Unis	Bilan au 1/1/07 avant l'adoption	Perte/Gain net dû à l'adoption	Bilan au 1/1/07 après l'adoption
Prêts	(50 822)	690	(50 132)
Produits dérivés	1 404	(1 801)	(397)
Sociétés à responsabilité limitée	30 918	—	30 918
Effet cumulé de l'adoption de l'option de juste valeur (imputé aux bénéfices non répartis)		(1 111)	

La direction a décidé de choisir l'option de juste valeur pour ses investissements dans des sociétés à responsabilité limitée (SRL) où la Société a une participation plus que mineure car cela réduit la

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

complexité de la méthode de mise en équivalence. En outre, la juste valeur des éléments d'actif et de passif financiers fournit en général une information plus pertinente et compréhensible que les évaluations fondées sur le coût. Pour les emprunts et les instruments dérivés correspondants, la direction a décidé de choisir l'option de juste valeur car la norme SFAS 159 donne à la Société l'occasion d'atténuer la volatilité du revenu déclaré causée par l'évaluation différente des éléments d'actif et de passif connexes, sans avoir à appliquer des provisions comptables de couverture complexes. Se trouvait compris dans les conditions de l'emprunt pour lequel a été choisie l'option de juste valeur un produit dérivé incorporé dont les conditions se retrouvaient dans un produit dérivé indépendant d'une juste valeur équivalente. Avant l'adoption de la norme SFAS 159, les justes valeurs des deux instruments se compensaient l'une l'autre. Après l'adoption de la norme SFAS 159, l'instrument dérivé incorporé figure comme un élément de la juste valeur de l'emprunt.

2. Récapitulatif des principales politiques comptables

Emploi d'estimations—La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties et l'estimation de la juste valeur des participations, des emprunts et des instruments dérivés ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût périodique net des prestations du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible qu'un changement dans la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

Espèces et valeurs assimilables—Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine d'au plus trois mois sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces.

Titres de placement—Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des obligations d'État et d'organismes étatiques, des dépôts à terme, des billets de trésorerie, des instruments bancaires et des titres adossés à des actifs conformément à ses critères d'investissement en matière de risque de crédit et de durée. Les obligations d'État et d'organismes étatiques sont notamment des obligations à taux fixe de haute qualité à court, moyen ou long terme, et autres obligations émises par ou avec la garantie inconditionnelle du gouvernement des pays ou d'autres entités officielles comme les organismes étatiques. Les titres de placement que détient la Société sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat et sont comptabilisés à la date de l'achat. La Société classe en tant qu'activité boursière son portefeuille qui comporte des titres achetés et détenus aux fins de leur revente à court terme, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie Détenus jusqu'à échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont, le cas échéant, classés dans la catégorie disponible à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

à la rubrique Autre résultat global cumulé. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes sont comptabilisés dans la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti.

Investissements sous forme de prêts et de participations—La date d'engagement des prêts et participations est celle de la signature de l'accord de prêt ou de participation; les prêts et participations apparaissent à l'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. La Société a pour règle d'obtenir des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tierces parties. Les participations qui comprennent des participations directes et des participations dans des SRL sont initialement inscrites à leur coût qui est généralement la juste valeur de la contrepartie versée. Les participations directes et certaines participations pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais sur lesquelles elle n'exerce pas une influence significative sont comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur. Les participations que la Société détient au capital d'entreprises dans lesquelles elle exerce une influence significative sont comptabilisées à leur juste valeur. La méthode de la juste valeur est appliquée aux participations dans des SRL représentant un intérêt non mineur pour la Société.

Le montant comptabilisé des prêts et des participations est revu périodiquement et ajusté en fonction de réductions de valeur éventuelles. La Société considère qu'un prêt est douteux et d'une valeur réduite lorsque, en fonction des circonstances et des informations disponibles, il existe un doute sérieux quant aux possibilités de recouvrement de tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. L'analyse de perte de valeur des investissements sous forme de participations est effectuée au moins une fois par an sur la base des renseignements financiers les plus récents et des rapports de recherche disponibles à ce sujet. Ces analyses sont subjectives et sont fondées entre autres sur des données financières pertinentes. Sont également prises en compte les tendances du secteur de l'émetteur, les performances passées des actions ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa valeur réduite qui devient la nouvelle base de coût de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue.

Provision pour pertes sur prêts—La Société inscrit au bilan la baisse de valeur du portefeuille par le biais de provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts, en enregistrant une dotation ou une récupération de la provision pour pertes sur le résultat net sur une base mensuelle, accroissant ou diminuant ainsi la provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Les prêts éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est maintenue par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées sur son portefeuille de prêts. La direction se fonde sur le degré de risque et les performances de chaque prêt, la conjoncture économique et d'autres facteurs qu'elle considère importants.

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

identifiables spécifiquement. La détermination de pertes probables identifiées représente, de l'avis de la direction, la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus escomptés à la date d'entrée en vigueur du contrat de prêt, la juste valeur des sûretés réelles moins les coûts d'aliénation et d'autres valeurs de marché observables. Compte tenu de l'objet de la Société, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible. Les provisions pour pertes attribuées au reste du portefeuille de prêts sont établies par le biais d'une estimation de la perte probable inhérente au portefeuille en se fondant sur diverses analyses. Ces analyses sont elles-mêmes fondées sur l'expérience passée et les données de marché qui sont disponibles et qui comprennent le risque pays, le risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, la non-exécution en vertu de garanties du promoteur ou de lettres d'accord, ainsi que l'analyse d'états financiers préparés conformément à des principes comptables autres que ceux généralement admis aux États-Unis d'Amérique.

Constatation des produits des prêts—Les intérêts et les commissions, à l'exception des commissions d'ouverture, sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou, en règle générale, si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Tout intérêt couru concernant un prêt dont les montants impayés ne sont pas comptabilisés est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dette sont constatés en tant que produit comptabilisé d'avance et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque le montant en principal correspondant est reçu.

Les commissions d'ouverture et les coûts différentiels directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ne sont pas comptabilisés d'avance ni amortis sur la durée du prêt car les commissions d'ouverture ne servent qu'à rembourser à la Société les frais de constitution d'un dossier de prêt. Les commissions d'ouverture non remboursables en deçà ou au delà du coût de constitution du dossier de prêt sont considérées comme négligeables dans les états financiers.

Constatation des produits des participations—Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participation qui sont comptabilisés selon la méthode du coût assorti d'une réduction de valeur, sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée ladite distribution. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations sont constatées en tant que revenu lorsqu'elles sont reçues. Certaines participations pour lesquelles le recouvrement du capital investi est incertain sont comptabilisées selon la méthode de la constatation après recouvrement des coûts, si bien que l'argent reçu est tout d'abord appliqué au recouvrement du capital investi puis aux plus-values.

Garanties—La Société offre des cautions partielles couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre pour améliorer leur surface financière et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique de la Société

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encourus lorsque l'obligation financière sous-jacente du tiers est encourue et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à la date de l'engagement à moins que l'élément de passif éventuel existe à ce moment-là ou qu'il est prévu d'exister à court terme et elle est alors constatée à sa juste valeur. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au poste Autres éléments de passif et la contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan dans Autres éléments d'actif. Lorsque les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un nouveau prêt et des provisions spécifiques sont fixées sur la base de la perte probable estimée. Ces provisions sont inscrites au bilan en tant que dotation aux provisions pour pertes dans Autres éléments de passif. Les commissions de garantie qui comprennent habituellement des commissions initiales et des commissions périodiques sont comptabilisées en tant que revenu à mesure que la Société est dégagée du risque à l'expiration ou à la liquidation de la garantie.

Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives—Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société conclut des opérations comportant divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais d'instruments dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques du taux d'intérêt de l'opération en question pour produire le taux d'intérêt souhaité. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et au montant net de leur juste valeur. Tout changement de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts figure comme contrepartie sur les intérêts des emprunts objet de la couverture.

Charges constatées d'avance—Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant selon une méthode d'amortissement linéaire, qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode de l'intérêt réel.

Immobilisations—La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

Opérations en devises—Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis (dollar US, USD ou \$), autres que les participations décaissées, sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à ladite date. Les participations décaissées sont exprimées en dollars des États-Unis au taux de change en vigueur au moment du décaissement. Les revenus et les dépenses

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré, les plus et moins-values qui en résultent étant intégrées au revenu.

Juste valeur des instruments financiers—La norme comptable SFAS 107 intitulée *Informations sur la juste valeur des instruments financiers* et la norme SFAS 157 intitulée *Mesure de la juste valeur* requièrent que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers et leur estimation de juste valeur, qu'elle soit ou non comptabilisée au bilan.

Pour nombre des instruments financiers de la Société, il n'est en pratique pas possible d'en estimer la juste valeur. En conséquence et conformément aux prescriptions des normes SFAS 107 et SFAS 157, des informations complémentaires relatives à l'estimation de leur juste valeur, telles que leur valeur comptable, le taux d'intérêt et l'échéance, sont fournies ici.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

Espèces et valeurs assimilables : La valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

Titres de placement : La juste valeur des placements en titres est estimée sur la base des cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des éléments d'actif identiques, s'ils sont disponibles. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des éléments d'actif identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à l'évaluation par approche de revenu. La juste valeur estimée des titres de placement figure en Note 3.

Investissements sous forme de prêts : En 2007, la Société a mis en place une méthodologie destinée à mesurer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables était disponible. Pour les exercices antérieurs, la Société n'avait pas communiqué la juste valeur de son portefeuille de prêts en raison de la situation unique de la Société en matière d'opérations de prêts et en l'absence d'un marché secondaire établi qui ne rendaient pas réalisable l'estimation de la juste valeur de son portefeuille de prêts.

La méthodologie mise en place requiert le recours à des estimations et au calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus. La Société n'a jamais vendu les prêts qu'elle a en portefeuille et il n'existe pas de marché actif comparable. La prévision des flux de trésorerie aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées. Par conséquent, tandis qu'il est obligatoire de communiquer les justes valeurs estimées, les utilisateurs de ces états financiers sont mis en garde contre l'utilisation de la juste valeur des prêts aux fins de l'évaluation de la situation financière de la Société.

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts mesurés grâce à cette méthodologie était de 273 532 dollars et leur juste valeur estimée se montait à 277 589 dollars. La direction pense que l'on ne peut de façon pratique déterminer la juste

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprend des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises opérant dans les pays membres de la Société. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts était de 523 378 dollars.

Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée ci-dessus n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects développementaux des investissements) ni leur valeur de sortie (car l'impact sur le développement qui se retrouve dans les marges peut différer de ce qu'utilisent les participants au marché dans des transactions ordonnées).

Investissements sous forme de participations : La Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. La valeur comptable des investissements sous forme de participations comptabilisés à leur coût assorti d'une réduction de valeur s'est montée à 23 486 dollars au 31 décembre 2007. La juste valeur des investissements effectués dans des SRL a été déterminée en ayant recours à la valeur de l'actif net de la SRL selon les dernières informations financières disponibles. Pour ce type d'investissement, la valeur de l'actif net est considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net. Des informations complémentaires sur les SRL comptabilisées à leur juste valeur figurent à la note 9.

Instruments dérivés : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. La juste valeur estimée des instruments dérivés figure à la note 9.

Emprunts et dette à long terme : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. La juste valeur estimée des emprunts et de la dette à long terme figure aux notes 7 et 9.

Impôts—La Société, ses biens, ses autres actifs et ses revenus ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise au titre de *l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement*, tel qu'amendé, sont exonérés de toute classe d'impôts et de tous droits de douane.

Nouvelles dispositions de comptabilisation et de présentation des informations financières— En février 2007, le FASB a publié la norme SFAS 159. Cette norme crée une option de juste valeur selon laquelle une entité peut irrévocablement choisir la juste valeur en tant que mesure initiale et ultérieure pour certains éléments d'actif et de passif financiers sur une base contrat par contrat, les variations de la juste valeur étant constatées dans le résultat lorsque ces variations se produisent. L'adoption de ce texte normatif est obligatoire au début du premier exercice de l'entité commençant postérieurement au 15 novembre 2007. À la date de l'adoption initiale, une entité a le droit de choisir l'option de juste valeur pour tout élément d'actif ou de passif financier entrant dans le domaine de ce texte normatif. La Société a adopté ce texte normatif tôt, à compter du 1er janvier 2007. Les informations requises figurent aux notes 1, 7 et 9.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

En septembre 2006, le FASB a publié la norme SFAS 157. Les principaux changements de la nouvelle norme par rapport à la pratique actuelle ont trait à la définition de la juste valeur, aux méthodes utilisées pour mesurer la juste valeur et au plus grand nombre d'informations à communiquer sur la mesure de la juste valeur. Cette norme entre en vigueur pour les états financiers publiés pour les exercices commençant postérieurement au 15 novembre 2007 et pour les périodes intermédiaires à l'intérieur de ces exercices. La Société a adopté cette norme tôt, à compter du 1er janvier 2007. Toutes informations requises figurent aux notes 7 et 9.

En septembre 2006, le FASB a publié la norme SFAS 158 intitulée *Comptabilisation par les employeurs des régimes de retraite et autres prestations complémentaires de retraite à prestations déterminées, modification des textes normatifs du FASB n° 87, 88, 106 et 132R*. Cette norme améliore la publication de l'information financière pour les régimes de retraite à prestations déterminées en obligeant l'employeur à constater dans ses états financiers la sous-capitalisation ou surcapitalisation du régime en tant qu'élément d'actif ou de passif, à constater les variations de l'état de capitalisation durant l'exercice où ces variations se produisent par le biais du résultat global, à mesurer l'état de capitalisation du régime à la date de l'état financier de l'employeur et à divulguer des informations complémentaires dans les notes aux états financiers concernant l'effet sur le coût périodique net des prestations pour l'exercice à venir qui découle de la constatation retardée des pertes ou gains actuariels, des coûts ou avoirs des prestations antérieures et l'actif ou l'obligation de transition. Un employeur sans titres cotés en bourse est tenu de constater l'état de capitalisation d'un régime de retraite à prestations déterminées et d'effectuer les publications requises à la fin de l'exercice clos postérieurement au 15 juin 2007. L'obligation de mesurer les actifs et les obligations de prestations du régime à la date de l'état financier de fin d'exercice de l'employeur entre en vigueur pour les exercices clos postérieurement au 15 décembre 2008. La Société a adopté cette norme pour l'exercice clos au 31 décembre 2006.

En juin 2007, l'Institut américain des experts-comptables (American Institute of Certified Public Accountants - AICPA) a publié la Prise de position n° 07-1 (SOP n° 07-1) intitulée *Éclaircissement du champ d'application du Guide de révision comptable et de comptabilité pour les sociétés de placement et de la comptabilité par les sociétés mères et les investisseurs utilisant la méthode de mise en équivalence pour leurs investissements dans des sociétés de placement*. SOP n° 07-1 donne des directives pour déterminer si une entité tombe dans le champ du Guide de l'AICPA de révision comptable et de comptabilité pour les sociétés de placement. Entre autres dispositions, les sociétés de placement qui tombent dans le champ d'application dudit Guide déclarent leurs investissements à leur juste valeur. SOP n° 07-1 devait entrer en vigueur pour les exercices commençant au ou postérieurement au 15 décembre 2007. Toutefois, bien que sa date de mise en place ait été repoussée indéfiniment, la direction a déterminé que la Société ne remplissait pas toutes les conditions applicables pour être considérée comme tombant dans le champ d'application de la SOP n° 07-1 ni dans le champ d'application actuel du Guide de l'AICPA de révision comptable et de comptabilité pour les sociétés de placement.

Il convient d'ajouter qu'au cours de l'exercice qui a pris fin au 31 décembre 2007, le FASB a publié et/ou approuvé divers FASB Staff Positions, Emerging Issues Task Force Issues Notes et autres directives d'interprétation relatives aux Déclarations de normes de comptabilité financière et d'opinions de l'APB. La Société a analysé et incorporé ces nouvelles orientations comme il convient, sans aucun impact important sur sa situation financière ni sur le résultat de ses opérations.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

3. Titres de placement

Figure ci-après le revenu net généré par les titres de placement par source :

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2007	2006
Intérêts créditeurs	\$ 11 078	\$ 6 068
Plus-values nettes réalisées	1 188	4 841
Variation nette des plus ou moins-values latentes	174	(946)
	\$ 12 440	\$ 9 963

L'activité boursière sur les titres à la valeur de marché peut être ventilée comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Fonds de placement	\$ 51 699	\$ 66 859
Titres de sociétés	105 584	24 871
Titres adossés à des actifs	—	4 005
	\$ 157 283	\$ 95 735

Le coût amorti des placements détenus jusqu'à échéance est comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Obligations d'État et d'organismes étatiques	\$ 82 776	\$ 70 021
Titres de sociétés	100 274	25 000
	\$ 183 050	\$ 95 021

Est compris dans le poste Titres de sociétés un certificat de dépôt non négociable libellé en pesos mexicains d'une valeur équivalent à environ 30 232 dollars qui ne peut être liquidé jusqu'en octobre 2010. Ce certificat est un actif de développement approuvé et surveillé en conséquence. La juste valeur de cet instrument financier qui figure ci-après a été déterminée en ayant recours à des facteurs significatifs et autres observables. Figure en outre dans le poste Titres de société un titre d'un montant de 41 416 dollars qui correspond à un autre élément d'actif de développement, approuvé et surveillé en conséquence, dont les caractéristiques sont similaires à celles d'autres titres de placement détenus jusqu'à leur échéance.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

La juste valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance est la suivante :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2007		
	Coût amorti	Plus ou moins-value latente	Juste valeur
Obligations d'État et d'organismes étatiques	\$ 82 776	\$ 2 365	\$ 85 141
Titres de sociétés	100 274	(527)	99 747
	\$ 183 050	\$ 1 838	\$ 184 888

La structure des échéances des placements détenus jusqu'à leur échéance est comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Inférieure à douze mois	\$ 19 994	\$ 19 987
Entre douze et vingt-quatre mois	20 115	19 970
Supérieure à vingt-quatre mois	142 941	55 064
	\$ 183 050	\$ 95 021

4. Prêts et prises de participation

La Société surveille la concentration géographique de risque crédit de son encours de prêts et de participations. L'un des risques les plus importants de la Société est le risque qualifié de régional, qui consiste principalement en fonds d'investissements multi-pays sous forme de participations dans des entreprises privées. Au 31 décembre 2007, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient la Colombie, le Brésil et le Pérou (la Colombie, le Brésil et le Chili au 31 décembre 2006). Au 31 décembre 2007, l'encours des prêts en monnaie locale se montait à 112 808 dollars (les prêts en monnaie locale se montaient à 87 229 dollars au 31 décembre 2006).

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre					
	2007			2006		
	Prêts	Participations	Total	Prêts	Participations	Total
Colombie	\$ 145 264	\$ 429	\$ 145 693	\$ 120 847	\$ 429	\$ 121 276
Brésil	144 841	—	144 841	110 240	—	110 240
Pérou	116 144	—	116 144	68 341	—	68 341
Chili	90 523	4 136	94 659	63 052	14 968	78 020
Mexique	54 656	7 685	62 341	59 836	8 789	68 625
Régional	33 214	28 448	61 662	36 199	41 622	77 821
Équateur	38 974	—	38 974	37 025	—	37 025
Nicaragua	34 506	—	34 506	14 269	—	14 269
Argentine	31 058	1 247	32 305	13 407	612	14 019
Costa Rica	32 036	—	32 036	16 099	—	16 099
El Salvador	21 194	—	21 194	24 000	—	24 000
Uruguay	14 559	334	14 893	14 755	265	15 020
Paraguay	12 366	—	12 366	10 500	—	10 500
Honduras	11 340	—	11 340	10 340	—	10 340
République dominicaine	4 615	—	4 615	5 000	—	5 000
Suriname	4 000	—	4 000	—	—	—
Bolivie	2 545	—	2 545	4 326	—	4 326
Panama	2 117	—	2 117	3 189	—	3 189
Belize	1 537	—	1 537	—	—	—
Jamaïque	1 421	—	1 421	1 977	—	1 977
Trinité-et-Tobago	—	598	598	—	598	598
Guyana	—	140	140	—	140	140
Venezuela	—	—	—	5 988	—	5 988
	\$ 796 910	\$ 43 017	\$ 839 927	\$ 619 390	\$ 67 423	\$ 686 813
Services financiers	\$ 599 616	\$ 12 413	\$ 612 029	\$ 443 314	\$ 21 745	\$ 465 059
Agriculture et agro-industrie	53 188	—	53 188	47 673	—	47 673
Fonds de placements	—	30 604	30 604	—	45 678	45 678
Services publics et infrastructure	24 395	—	24 395	18 022	—	18 022
Textiles, habillement et cuirs	21 519	—	21 519	3 326	—	3 326
Alimentation, mise en bouteille et boissons	18 724	—	18 724	7 489	—	7 489
Aquaculture et pêche	16 081	—	16 081	21 880	—	21 880
Produits manufacturés généraux	11 758	—	11 758	5 260	—	5 260
Produits chimiques et plastiques	11 001	—	11 001	19 442	—	19 442
Éducation	10 126	—	10 126	12 142	—	12 142
Bois, pâte et papier	7 606	—	7 606	11 280	—	11 280
Élevage du bétail et aviculture	7 549	—	7 549	8 586	—	8 586
Zones de traitement industriel	5 143	—	5 143	6 480	—	6 480
Transport et stockage	4 173	—	4 173	4 054	—	4 054
Tourisme et hôtellerie	3 390	—	3 390	5 419	—	5 419
Pétrole et exploitation minière	2 545	—	2 545	3 273	—	3 273
Santé	96	—	96	120	—	120
Autres	—	—	—	1 630	—	1 630
	\$ 796 910	\$ 43 017	\$ 839 927	\$ 619 390	\$ 67 423	\$ 686 813

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais pour lesquels aucun décaissement n'a encore été fait (déduction faite des investissements annulés) sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Prêts	\$ 73 143	\$ 26 721
Participations	9 062	10 961
	\$ 82 205	\$ 37 682

Les prêts de la Société portent intérêt à taux variable et fixe. Le portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 219 472 dollars au 31 décembre 2007 (150 631 dollars au 31 décembre 2006).

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2007 à 13 943 dollars (28 704 dollars au 31 décembre 2006). Les intérêts non constatés sur les prêts non productifs, déduction faite des recouvrements, ont atteint un total de 1 536 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007 (1 594 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2006). Les intérêts perçus sur les prêts non productifs au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007 étaient de 3 620 dollars (1 995 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2006).

La structure des échéances des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2007		2006	
	Encours en principal	Taux moyen	Encours en principal	Taux moyen
Échéance égale ou inférieure à un an	\$ 117 449	7,23 %	\$ 88 229	8,17 %
Échéance supérieure à un an et inférieure à cinq ans	584 583	7,54 %	459 555	7,65 %
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure à onze ans	94 878	6,65 %	71 606	6,98 %
	\$ 796 910		\$ 619 390	

L'investissement de la Société dans des prêts douteux se montait à 1 000 dollars au 31 décembre 2007 (9 342 dollars au 31 décembre 2006). L'investissement moyen en prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2007 était de 5 171 dollars (21 079 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2006).

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties sont récapitulées ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre					
	2007			2006		
	Prêts	Garanties	Total	Prêts	Garanties	Total
Solde en début d'exercice	\$ 39 933	\$ 36	\$ 39 969	\$ 47 743	\$ —	\$ 47 743
Passation par pertes et profits, valeur nette	(5 534)	(85)	(5 619)	(8 827)	(2)	(8 829)
Recouvrements	2 014	—	2 014	2 655	—	2 655
Provisions pour pertes	3 068	121	3 189	(1 609)	38	(1 571)
Autres	—	—	—	(29)	—	(29)
Solde en fin d'exercice	\$ 39 481	\$ 72	\$ 39 553	\$ 39 933	\$ 36	\$ 39 969

5. Montants à recevoir et autres éléments d'actif

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des montants à recevoir et autres éléments d'actif :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Autres éléments d'actif à court terme		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 8 990	\$ 6 251
Intérêts à recevoir sur titres de placement	2 481	1 625
Autres montants à recevoir	1 006	1 156
	12 477	9 032
Autres éléments d'actif à long terme		
Actifs nets des prestations du Régime de retraite et du RPPR	8 524	12 241
Intérêts à recevoir sur prêts	8 398	6 174
Montants à recevoir sur ventes de participations, valeur nette	1 662	2 220
Autres éléments d'actif à long terme	2 330	3 107
	20 914	23 742
Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif	\$ 33 391	\$ 32 774

Les actifs nets des prestations du Régime de retraite et du RPPR montrent l'état de surcapitalisation nette des régimes. Se reporter à la note 14.

Les intérêts à long terme à recevoir sur les prêts comprennent les intérêts courus sur les prêts pour lesquels le paiement d'intérêts sera reçu à l'expiration ou à la résiliation du prêt.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

6. Montants à payer et autres éléments de passif

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2007	2006
Avantages sociaux à payer	\$ 2 922	\$ 2 743
Produit comptabilisé d'avance	2 156	2 519
Montants à payer	1 456	775
Montants à payer aux autres entités du Groupe de la BID	300	349
Souscriptions de capital reçues à l'avance	—	1 681
Autres éléments de passif et autres produits comptabilisés d'avance	1 169	1 155
Total des montants à payer et autres éléments de passif	\$ 8 003	\$ 9 222

7. Emprunts et dette à long terme

Les accords de lignes de crédit et l'encours des emprunts effectués dans le cadre de ces accords sont les suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2007		2006	
	Montant	Encours	Montant	Encours
Accords de crédit				
BID, échéance novembre 2010 (date modifiée)	\$ 300 000	\$ —	\$ 300 000	\$ —
Caja Madrid, échéance mars 2012	100 000	50 000	100 000	—
Caja Madrid, échéance octobre 2010 (montant et date modifiés)	50 000	—	50 000	—
Rabobank, échéance décembre 2009	50 000	—	50 000	—
Caja Madrid, échéance janvier 2011	50 000	50 000	50 000	50 000
Caja Madrid, échéance mars 2015	50 000	50 000	50 000	50 000
Caixa Geral de Portugal, échéance février 2012	50 000	50 000	25 000	25 000
Natexis, échéance décembre 2012	50 000	50 000	50 000	50 000
Caixa Geral de Depósitos, échéance juin 2013	50 000	50 000	50 000	50 000
HSBC, échéance octobre 2012	50 000	25 000	—	—
Shinkin, échéance décembre 2009	30 000	30 000	30 000	30 000
Banco Itaú, échéance septembre 2012	16 944	16 944	—	—
BBVA Bancomer, échéance octobre 2010	45 806	—	20 229	20 229
Banco de la Nación Argentina, échéance septembre 2015	9 542	—	—	—
Banco Continental, échéance novembre 2011	7 672	7 672	—	—
		\$ 379 616		\$ 275 229
Ajustements à la juste valeur		926		
		\$ 380 542		

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Au cours de 2007, la Société a emprunté un montant net de 103 525 dollars, tant en dollars des Etats-Unis qu'en monnaies locales, pour financer ses opérations ordinaires.

Au nombre des autres créances à long terme figuraient des obligations en monnaie locale comme indiqué ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2007		2006	
	Montant	Coût moyen pondéré	Montant	Coût moyen pondéré
Obligations émises/Monnaie				
Pesos colombiens (échéance décembre 2010)	\$ 74 451	7,26 %	\$ 67 000	6,21 %
Pesos mexicains (échéance novembre 2010)	43 973	7,88 %	—	—
	\$ 118 424	7,49 %	\$ 67 000	6,21 %

L'encours des emprunts de la Société au 31 décembre 2007 comprend des lignes de crédit à terme et des lignes revolving. Les emprunts faits dans le cadre de la ligne de crédit de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant et sont renouvelables. La ligne de crédit de la BID a été renouvelée en 2005 et permet à la Société d'emprunter jusqu'à concurrence de 300 000 dollars jusqu'en novembre 2010.

Le 14 décembre 2005, la Société a réalisé une émission d'obligations en monnaie locale à des taux équivalents à ceux des certificats de dépôt (DTF) + 0,42 % (Série A) et de l'Indice des prix à la consommation (IPC) + 1,62 % (Série C). L'émission, d'un montant de 150 milliards de pesos colombiens (soit environ 65 925 dollars au taux de change au comptant à la date d'émission) avant frais de souscription et frais divers d'émission, vient à échéance en 2010. La totalité du produit de l'émission a servi à octroyer du financement aux petites et moyennes entreprises colombiennes. Les intérêts sur les obligations sont exigibles chaque trimestre et à l'échéance. Les obligations sont négociables à la Bourse des valeurs de Colombie. Les obligations représentent des obligations non garanties de la Société et sont à égalité de rang par rapport à tous les endettements existants ou futurs y compris aux droits des autres créanciers ordinaires. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance. Les documents d'émission ne contiennent aucune clause restrictive.

Le 27 novembre 2007, la Société a émis des obligations en monnaie locale au taux interbancaire de référence TIIE moins 0,06 % d'un montant de 480 millions de pesos mexicains (équivalent à environ 43 869 dollars au taux de change au comptant à la date d'émission) avant frais de souscription et frais divers d'émission, assorties d'une échéance de 2010. Le produit de l'émission a servi à octroyer du financement pour réinvestissement sur les marchés locaux. Les intérêts sur les obligations sont exigibles chaque mois et à l'échéance. Les obligations sont négociables à la Bourse des valeurs du Mexique. Les obligations représentent des obligations non garanties de la Société et sont à égalité de rang par rapport à tous les endettements existants ou futurs y compris aux droits des autres créanciers ordinaires. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance.

Les emprunts portent intérêt à taux variable et fixe, le taux étant fixé à la date de prise d'effet de chaque emprunt ou à la date de départ des intérêts. Le coût moyen pondéré des emprunts de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2007 était de 5,79 % (5,38 % pour l'exercice clos au 31 décembre 2006). Le coût moyen pondéré des emprunts et des créances à long terme de la

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2007 était de 6,17 % (5,53 % pour l'exercice clos au 31 décembre 2006).

La juste valeur estimée des emprunts à taux fixe était au 31 décembre 2007 de 74 471 dollars et la juste valeur estimée des obligations émises en Colombie se montait à 74 675 dollars. La valeur comptable des emprunts et créances à long terme restants était proche de leur juste valeur respective.

La structure des échéances de l'encours des emprunts et des créances à long terme, par type de dette, figure ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	2009	2010	2011	Jusqu'en 2015
Emprunts	\$ 30 000	\$ —	\$ 50 000	\$ 300 542
Obligations	—	118 424	—	—
	\$ 30 000	\$ 118 424	\$ 50 000	\$ 300 542

8. Capital social

Le capital autorisé de la Société a été porté à 703,7 millions de dollars par le biais d'une augmentation de capital de 500 millions de dollars approuvée par résolution en 1999. En vertu de cette résolution, 500 millions de dollars ont été affectés aux souscriptions des pays membres au cours de la période de souscription. Le 22 mars 2000, le nombre minimum de souscriptions exigé pour la mise en vigueur de la résolution autorisant l'augmentation de capital était atteint. Les membres étaient convenus de payer leurs souscriptions en huit tranches de même montant, la dernière étant payable le 31 octobre 2007. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale de dix mille dollars.

Étant donné que certaines tranches de souscriptions payables dans le cadre de l'augmentation de capital de 500 millions de dollars de 1999 n'ont pas été payées dans les délais prévus antérieurement, la Société continue d'œuvrer auprès de ses pays membres sur ce sujet. Toutes les actions autorisées dans le cadre de l'augmentation de capital devraient être entièrement libérées.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Le tableau ci-dessous donne la liste du capital souscrit, des souscriptions à recevoir et des rompus ou versements anticipés en attente d'émission :

	31 décembre			
	TOTAL		Souscriptions à recevoir des membres	Paiements reçus en attente de souscription
	Capital par actions souscrit	Part		
	Montant	En milliers de dollars des États-Unis		En milliers de dollars des États-Unis
Allemagne	1 334	\$ 13 340	\$ —	\$ —
Argentine	7 767	77 670	20 400	—
Autriche	345	3 450	—	—
Bahamas	144	1 440	—	—
Barbade	101	1 010	—	—
Belgique	169	1 690	—	—
Belize	101	1 010	—	—
Bolivie	624	6 240	—	—
Brésil	7 767	77 670	—	—
Chili	2 003	20 030	—	—
Colombie	2 003	20 030	—	—
Corée, République de	110	1 100	—	—
Costa Rica	204	2 040	50	—
Danemark	1 071	10 710	—	—
El Salvador	314	3 140	—	—
Équateur	420	4 200	—	—
Espagne	2 393	23 930	—	—
États-Unis	17 600	176 000	46 099	—
Finlande	393	3 930	—	—
France	2 162	21 620	—	—
Guatemala	420	4 200	—	—
Guyana	120	1 200	—	—
Haïti	314	3 140	—	—
Honduras	314	3 140	—	—
Israël	173	1 730	—	—
Italie	2 162	21 620	—	—
Jamaïque	420	4 200	—	—
Japon	2 393	23 930	—	—
Mexique	5 000	50 000	—	—
Nicaragua	314	3 140	—	—
Norvège	393	3 930	—	—
Panama	314	3 140	—	—
Paraguay	314	3 140	625	—
Pays-Bas	1 071	10 710	—	—
Pérou	2 003	20 030	—	—
Portugal	182	1 820	—	—
République dominicaine	420	4 200	—	—
Suriname	101	1 010	—	—
Suède	393	3 930	—	—
Suisse	1 071	10 710	—	—
Trinité-et-Tobago	314	3 140	—	—
Uruguay	828	8 280	—	—
Venezuela	4 311	43 110	—	—
Total 2007	70 370	\$ 703 700	\$ 67 174	\$ —
Total 2006	70 370	\$ 703 700	\$ 135 640	\$ 1 681

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

9. Mesure et variation de la juste valeur

La Société présente ci-après la mesure de la juste valeur et les variations de la juste valeur des instruments financiers pour lesquels a été choisie l'option de la juste valeur.

Actif/Passif en milliers d'USD	Mesure de la juste valeur au 31 décembre 2007, en se servant de :			
	Mesure de la juste valeur au 31 décembre 2007	Prix cotés sur des marchés actifs pour des éléments d'actif identiques (Niveau 1)	Autres facteurs observables importants (Niveau 2)	Facteurs non observables importants (Niveau 3)
Emprunts	\$ (50 926)	\$ —	\$ (50 926)	\$ —
Produits dérivés	348	—	348	—
Sociétés à responsabilité limitée (*)	19 532	—	—	19 532

(*) Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

En milliers de dollars des États-Unis	Variation de la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2007 pour les postes mesurés à leur juste valeur conformément à la sélection de l'option juste valeur		
	Autres gains et pertes	Intérêts débiteurs sur dette à long terme	Variation totale de la juste valeur comprise dans le résultat de l'exercice
Emprunts	\$ (758)	\$ (2 728)	\$ (3 486)
Produits dérivés	644	—	644
Sociétés à responsabilité limitée (*)	4 772	—	4 772

(*) Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

En milliers de dollars des États-Unis	Mesure de la juste valeur des SRL, en se servant de facteurs non observables importants (Niveau 3)
Au 1er janvier 2007	\$ 30 918
Variation nette de l'actif due aux bénéfices/(pertes)	4 772
Distributions reçues	(17 707)
Contributions effectuées	1 549
Au 31 décembre 2007	\$ 19 532

Le montant total des moins-values pour l'exercice clos au 31 décembre 2007 inclus dans la rubrique Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des plus ou moins-values latentes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 217 dollars.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

10. Garanties

Au 31 décembre 2007, des avis de défaut de paiement d'un montant de 87 dollars ont été reçus depuis le début des garanties en cours (2 dollars au 31 décembre 2006). Le montant potentiel maximum des paiements futurs, qui représente les montants notionnels qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement par les parties garanties sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, s'est monté à 10 632 dollars au 31 décembre 2007 (4 366 dollars au 31 décembre 2006). Sur ce montant, environ 6 086 dollars correspondent à des garanties données en monnaies autres que le dollar des États-Unis (1 295 dollars au 31 décembre 2006). Aucun de ces montants n'a un quelconque rapport avec les pertes prévues sur ces garanties et ils dépassent de loin les pertes prévues. Se reporter à la note 4 pour connaître les variations de la Provision pour pertes sur garanties.

11. Éventualités

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents à et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime improbable que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice ait un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société mais son résultat d'exploitation pourrait être affecté à un moment donné en cas de responsabilité monétaire.

12. Sous-participations

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières (Participants) en octroyant des participations à des prêts sans recours, qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des Participants. L'encours des montants décaissés des sous-participations n'est pas inscrit au bilan de la Société.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007, la Société a appelé et décaissé des fonds de Participants à hauteur de 243 944 dollars (139 899 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2006). Les engagements non décaissés des Participants s'élevaient à 33 224 dollars au 31 décembre 2007 (6 150 dollars au 31 décembre 2006).

13. Opérations entre personnes morales apparentées

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2013.

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

En milliers de dollars des États-Unis	Exercices clos au 31 décembre	
	2007	2006
Locaux à usage de bureaux (siège et autres)	\$ 1 661	\$ 1 615
Services administratifs	598	538
Autres services de la BID	150	150
	\$ 2 409	\$ 2 303

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	2008	2009	2010-2013
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 1 627	\$ 1 676	\$ 7 221
	\$ 1 627	\$ 1 676	\$ 7 221

Les montants à payer à la BID étaient de 300 dollars au 31 décembre 2007 (349 dollars au 31 décembre 2006).

En 2007 et 2006, la Société n'avait aucun encours dans le cadre d'un accord de prêt existant avec la BID. (Voir Note 7.)

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe de la BID. Au cours de l'exercice 2007, la valeur totale globale de ces prestations s'est montée à 163 dollars (150 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2006).

14. Régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un Régime de retraite à prestations déterminées (le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les employés nationaux et internationaux. Dans le cadre de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les salariés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le Régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères a droit, lorsqu'il prend sa retraite, à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (« RPPR »). Les retraités versent une cotisation pour le programme de soins de santé sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et avoirs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

Étant donné que la BID et la Société participent au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente sa part respective. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR.

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Obligations et état de capitalisation

La Société utilise la date de mesure du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et l'état de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan.

En milliers de dollars des États-Unis	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	2007	2006	2007	2006
Rapprochement des obligations de prestations				
Obligations au 1er janvier	\$ 38 379	\$ 33 440	\$ 15 356	\$ 13 813
Coût des prestations de services	1 874	1 751	1 060	1 010
Charge d'intérêts	2 355	1 894	1 355	738
Cotisations des participants	637	622	—	—
Pertes ou gains actuariels	(791)	1 282	5 922	(72)
Prestations versées	(747)	(610)	(197)	(133)
Obligations au 31 décembre	41 707	38 379	23 496	15 356
Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime				
Juste valeur des actifs du régime au 1er janvier	46 048	39 561	19 928	16 603
Rendement effectif des actifs du régime	4 067	5 448	1 281	2 419
Prestations versées	(747)	(610)	(197)	(133)
Cotisations des participants	637	622	—	—
Cotisations de l'employeur	956	1 027	1 762	1 039
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	50 961	46 048	22 774	19 928
État de la capitalisation				
État de la capitalisation au 31 décembre	9 254	7 669	(722)	4 572
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ 9 254	\$ 7 669	\$ (722)	\$ 4 572
Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :				
Actifs des prestations complémentaires au personnel retraité	9 254	7 669	(722)	4 572
Autres	(19)	—	11	—
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ 9 235	\$ 7 669	\$ (711)	\$ 4 572
Les montants comptabilisés dans Autre résultat global cumulé sont les suivants :				
Gain actuariel net latent	(8 648)	(6 573)	(679)	(6 197)
Coût non constaté des prestations de service antérieures	91	105	174	224
Actif initial net non constaté	—	—	1 227	1 401
Autres	—	—	(11)	—
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (8 557)	\$ (6 468)	\$ 711	\$ (4 572)

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était respectivement de 31 458 et 29 812 dollars aux 31 décembre 2007 et 2006.

Éléments du coût net des prestations périodiques

Le coût net des prestations périodiques comprend les éléments suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	Exercice clos au 31 décembre		Exercice clos au 31 décembre	
	2007	2006	2007	2006
Coût des prestations de services	\$ 1 874	\$ 1 751	\$ 1 060	\$ 1 010
Charge d'intérêts	2 355	1 894	1 355	738
Rendement prévu des actifs du régime	(2 783)	(2 255)	(1 128)	(955)
Amortissement de :				
Obligation et actif de transition	—	—	174	174
Gain actuariel net latent	—	—	251	(72)
Coût des prestations de services antérieures	14	14	50	50
Coût net des prestations périodiques	\$ 1 460	\$ 1 404	\$ 1 762	\$ 945

Montant des actifs du régime et des obligations de prestations comptabilisés dans Autre résultat global cumulé

En milliers de dollars des États-Unis	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	Exercices clos aux 31 décembre		Exercices clos aux 31 décembre	
	2007	2006	2007	2006
Gain actuariel net	\$ 8 648	\$ 6 573	\$ 679	\$ 6 197
Coût des prestations de services antérieures	(91)	(105)	(174)	(224)
Obligation initiale nette non constatée	—	—	(1 227)	(1 401)
Autres	—	—	11	—
Total comptabilisé dans Autre résultat global cumulé	\$ 8 557	\$ 6 468	\$ (711)	\$ 4 572

Le gain actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis, de l'Autre résultat global cumulé,

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

en Coût net des prestations périodiques durant 2008 sont d'un montant net de 14 dollars pour le Régime de retraite et de 224 dollars pour le RPPR.

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels latents supérieurs à 10 % de l'obligation cumulée pour prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, des deux montants celui qui est le plus élevé, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs qui doivent recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 10,5 et 11,4 ans.

Le coût des prestations de services antérieures non constatées est amorti sur 10,5 ans pour le Régime de retraite et sur 7,9 ans pour le RPPR.

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	2007	2006	2007	2006
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer les obligations de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	6,25 %	6,00 %	6,25 %	6,00 %
Taux d'augmentation des indemnités	6,00 %	6,00 %		

	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	2007	2006	2007	2006
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer le coût périodique net des prestations pour les exercices clos aux 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	6,00 %	5,50 %	6,00 %	5,50 %
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	6,75 %	6,75 %	6,75 %	6,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	6,00 %	5,10 %		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux des obligations de sociétés AAA et AA en fin d'exercice.

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	Prestations complémentaires au personnel retraité	
	2007	2006
Taux théorique de diminution du taux tendanciel des coûts (taux tendanciel final)	5,00 %	5,00 %
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2018	2013
<i>Taux tendanciel des coûts des soins de santé prévu pour l'exercice prochain</i>		
Frais médicaux	10,00 %	8,00 %
Frais pharmaceutiques	10,00 %	9,00 %
Frais dentaires	6,50 %	6,50 %
Coûts hors des États-Unis (*)	10,00 %	8,00 %

(*) Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis

L'incidence des taux tendanciels théoriques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation de 1 % des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	1 % d'augmentation		1 % de diminution	
	Exercice clos au 31 décembre		Exercice clos au 31 décembre	
	2007	2006	2007	2006
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 493	\$ 369	\$ (360)	\$ (276)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	4 236	2 415	(3 162)	(1 824)

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

Actifs du régime

Les affectations moyennes pondérées des actifs du Régime de retraite et du RPPR, par catégorie d'actif, sont les suivantes :

Catégorie d'actif	Prestations de retraite		Prestations complémentaires au personnel retraité	
	31 décembre		31 décembre	
	2007	2006	2007	2006
Actions américaines	34 %	35 %	39 %	40 %
Actions non américaines	29 %	26 %	30 %	31 %
Fonds et obligations à revenu fixe	20 %	20 %	20 %	19 %
Obligations indexées sur l'inflation US	7 %	6 %	10 %	9 %
Actions et fonds de placement immobiliers	6 %	6 %	—	—
Contrats à terme indexés sur produits de base	2 %	2 %	—	—
Autres	2 %	5 %	1 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des directeurs d'investissement employés par la BID à qui l'on donne des directives de placement qui tiennent compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement ont été élaborées afin d'avoir une affectation élevée en actions, cohérente avec les rendements passés, qui donnent des rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme.

Les placements maintiennent un risque moyen de 60 à 70 % d'actions bien diversifiées. Les actifs sont également placés dans des titres à revenu fixe (20 %) pour assurer une protection contre une grave désinflation et dans un panachage d'autres types de placements (10 à 15 %) qui devraient réagir favorablement à une montée de l'inflation pour assurer une protection contre la perte du pouvoir d'achat. Les affectations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2007 sont comme suit :

	Régime de retraite	RPPR
Actions américaines	35 %	40 %
Actions non américaines	30 %	30 %
Titres à revenu fixe	20 %	20 %
Placements sensibles à l'inflation (**)	15 %	10 %

(**) Se composent d'obligations indexées sur l'inflation US (5 à 15 %), d'actions et de fonds immobiliers (0 à 6 %), de contrats à terme indexés sur les produits de base (0 à 4 %) pour le Régime de retraite et d'obligations indexées sur l'inflation US (10 %) pour le RPPR.

Les risques sont gérés par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés dans toute la mesure du possible grâce aux flux de trésorerie en fonction des affectations cibles de la politique. Si les flux de trésorerie sont insuffisants pour maintenir les pondérations cibles, des transferts sont effectués entre les comptes

Notes sur les états financiers

en milliers de dollars, sauf indication contraire

des gestionnaires au moins une fois par an. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés doit être spécifiquement autorisé pour chaque instrument.

Flux de trésorerie

Les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient en 2008 être d'environ 900 et 1 875 dollars respectivement. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des prestations de services futures prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2007 :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite	RPPR
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1er janvier 2008–31 décembre 2008	\$ 800	\$ 310
1er janvier 2009–31 décembre 2009	900	320
1er janvier 2010–31 décembre 2010	1 000	340
1er janvier 2011–31 décembre 2011	1 100	450
1er janvier 2012 -31 décembre 2012	1 300	470
1er janvier 2013 -31 décembre 2017	9 800	3 600

15. Gestion des fonds extérieurs

La Société gère pour le compte des donateurs, à savoir des pays membres et d'autres entités, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au Compte de résultat en tant que Commission de services-conseils.

Annexes

GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS*

Pays	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Allemagne	Karin Kortmann	Rolf Wenzel
Argentine	Martín Lousteau	Martín P. Redrado
Autriche	Wilhelm Molterer	Kurt Bayer
Bahamas	Zhivargo S. Laing	Ruth Millar
Barbade	Mia Mottley	Grantley Smith
Belgique	Didier Reynders	Franciscus Godts
Belize	Said Musa	Joseph Waight
Bolivie	Gabriel Loza Tellería	Luis Alberto Arce Catacora
Brésil	Paulo Bernardo Silva	Alexandre Meira da Rosa
Chili	Andrés Velasco	María Olivia Recart Herrera
Colombie	Oscar Iván Zuluaga Escobar	Carolina Rentería Rodríguez
Corée, République de	Okyu Kwon	Seongtae Lee
Costa Rica	Guillermo Zúñiga Chaves	Francisco de Paula Gutiérrez
Danemark	Ole E. Moesby	Lars Bredal
El Salvador	Eduardo Ayala Grimaldi	William J. Handal
Équateur	Fausto Ortiz de la Cadena	—
Espagne	Pedro Solbes Mira	David Vegara Figueras
États-Unis	Henry Paulson	Reuben Jeffery III
Finlande	Marjatta Rasi	Ilkka Helskanen
France	Christine Lagarde	Xavier Musca
Guatemala	Mefi Rodríguez García	María Antonieta de Bonilla
Guyana	Bharrat Jagdeo	Ashni Singh
Haïti	Daniel Dorsainvil	Jean-Max Bellerive
Honduras	Rebeca P. Santos	Gabriela Núñez
Israël	Stanley Fisher	Oded Brook
Italie	Tommaso Padoa-Schioppa	Mario Draghi
Jamaïque	Audley Shaw, MP	Wesley Hughes, CD
Japon	Fukushirou Nukaga	Toshihiko Fukui
Mexique	Agustín Carstens	Alejandro Werner Wainfeld
Nicaragua	Alberto José Guevara Obregón	Antenor Rosales Bolaños
Norvège	Anne Margareth Fagertun Stenhammer	Henrik Harboe
Panamá	Héctor Alexander	—
Paraguay	César Amado Barreto Otazú	Manuel Alarcón Säfstrand
Pays-Bas	—	Bert Koenders
Pérou	Luis Carranza Ugarte	José Berley Arista Arbildo
Portugal	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
République dominicaine	Vicente Bengoa	Juan Temístocles Montás
Suède	Jan Knutsson	Susanne Jacobsson
Suisse	Joerg Al. Reding	Roger Denzer
Suriname	Humphrey Stanley Hildenberg	—
Trinité-et-Tobago	Camille R. Robinson-Regis	Anthony Bartholomew
Uruguay	Danilo Astori	Enrique Rubio
Venezuela	Rodrigo Eduardo Cabeza Morales	—

* Informations en date de décembre 2007

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS*

Allemagne, Autriche, Belgique, Italie et Pays-Bas	Francesca Manno Johan F. Rosseel
Argentine et Haïti	Eugenio Díaz-Bonilla Martín Bès
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Jerry Christopher Butler Winston Cox
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Nelly Lacayo-Anderson Raúl Barrios
Bolivie, Paraguay et Uruguay	Hernando Larrázabal Marcelo Bisogno
Brésil et Suriname	José Carlos Miranda Sérgio Portugal
Chili et Équateur	Alejandro Foxley Tapia Xavier Eduardo Santillán
Colombie et Pérou	Luis Guillermo Echeverri Jaime Quijandría
Corée, Espagne, Israël, Japon et Portugal	Tsuyoshi Takahashi Luis Linde
Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Olivier Myard Lars-Henrik Worsoee
États-Unis d'Amérique	Héctor E. Morales Jan Boyer
Mexique et République dominicaine	Jonathan Davis Arzac Roberto B. Saladín
Panama et Venezuela	Adina Bastidas Fernando Eleta Casanovas

**Informations en date de décembre 2007*

VOIES DE COMMUNICATION*

Pays	Institution
Allemagne	Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
Argentine	Ministerio de Economía
Autriche	Federal Ministry of Finance
Bahamas	Ministry of Finance
Barbade	Ministry of Economic Development
Belgique	Ministère des Finances
Belize	Ministry of Budget, Planning and Management, Economic Development, Investment and Trade
Bolivie	Ministerio de Hacienda
Brésil	Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Chili	Ministerio de Hacienda
Colombie	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Corée, République de	Ministry of Finance and Economy
Costa Rica	Ministerio de Hacienda
Danemark	Danish International Development Agency – DANIDA
El Salvador	Secretaría Técnica de la Presidencia
Équateur	Ministerio de Economía y Finanzas
Espagne	Subdirección General de Instituciones Financieras Multilaterales
États-Unis	Treasury Department
Finlande	Ministry for Foreign Affairs
France	Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Guatemala	Ministerio de Finanzas Públicas
Guyana	Ministry of Finance
Haïti	Ministère de l'Économie et des Finances
Honduras	Banco Central de Honduras
Israël	Bank of Israel
Italie	Ministry of the Economy and Finance
Jamaïque	Ministry of Finance and Planning
Japon	Ministry of Finance
Mexique	Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Nicaragua	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Norvège	Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Panamá	Ministerio de Economía y Finanzas
Paraguay	Ministerio de Hacienda
Pays-Bas	Ministry of Finance
Pérou	Ministerio de Economía y Finanzas
Portugal	Direcção Geral de Assuntos Europeus e Relações Internacionais–Ministério das Finanças
République dominicaine	Banco Central de la República Dominicana
Suède	Ministry for Foreign Affairs Department for International Development Co-operation
Suisse	Office fédéral des affaires économiques extérieures
Suriname	Ministry of Finance
Trinité-et-Tobago	Ministry of Finance, Planning and Development
Uruguay	Ministerio de Economía y Finanzas
Venezuela	Banco de Desarrollo Económico y Social

*Informations en date de décembre 2007

